

UNIVERSITE DE PARIS - FACULTE DE DROIT

L'ÉVOLUTION JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE
DU CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL EN FRANCE
ET DANS LES COLONIES FRANÇAISES

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Samedi 16 Décembre 1939

P A R

Simone GENIS

Licenciée ès-lettres

Lauréate de la Faculté de Droit de Paris

JURY DE LA THÈSE :

Président	MM. William QUALID.
Suffragants	} Roger PICARD.
	} Louis BAUDIN.

P A R I S

LIBRAIRIE GENERALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS - ADMINISTRATEURS

20, Rue Soufflot, 20

1939

THÈSE POUR LE DOCTORAT

***La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.***

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

L'ÉVOLUTION JURIDIQUE ET ÉCONOMIQUE
DU CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL EN FRANCE
ET DANS LES COLONIES FRANÇAISES

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le Samedi 16 Décembre 1939

P A R

Simone GENIS

Licenciée ès-lettres

Lauréate de la Faculté de Droit de Paris

JURY DE LA THÈSE :

Président	MM. William OUALID.
Suffragants	} Roger PICARD.
	} Louis BAUDIN.

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON et R. DURAND-AUZIAS - ADMINISTRATEURS

20, Rue Soufflot, 20

1939



INTRODUCTION

Le crédit est un des principaux éléments qui caractérisent la vie économique moderne ; il a été un des facteurs essentiels du développement de la puissance de production.

Il permet en effet une anticipation sur l'avenir en projetant dans le présent, les possibilités futures. Par là même il est incertain et comporte des risques... mais crédit n'égale-t-il pas confiance ?

Dans le crédit moderne, le jeu des garanties assortit d'ailleurs cette confiance, d'une prudence salubre.

Tous les progrès matériels que notre civilisation a apportés au bien-être humain sont le résultat de trois forces concourantes : intelligence, travail et épargne.

Le rôle du crédit consiste justement à réunir les capitaux accumulés par l'épargne, capitaux qui sont dispersés dans de nombreux patrimoines individuels, pour les faire ensuite participer à l'enrichissement général.

Le crédit agricole notamment, objet de notre étude, a permis, soit en France, soit dans nos colonies, avec la mise en valeur de terres nouvelles, l'application à l'agriculture d'un matériel perfectionné assurant un rendement bien supérieur.

En France, le crédit agricole a été également l'un des moyens les plus efficacement employés pour combattre l'exode rural : en démocratisant la propriété rurale il a attaché le paysan à son sol et a ainsi contribué à assurer la stabilité sociale de notre pays.

Instrument docile des pouvoirs publics, il a présenté, depuis vingt ans surtout, des caractères autant sociaux qu'économiques.

A ce sujet il faut signaler que le crédit agricole ne doit pas être considéré comme une institution charitable, destinée à subventionner indistinctement toutes les entreprises qui ont des difficultés de trésorerie. Il ne doit pas être une manne électorale. Il doit se borner à apporter une aide financière aux seules entreprises qui, fondées sur des bases saines, offrent des perspectives sérieuses d'avenir et justifient de garanties proportionnées aux prêts qu'elles sollicitent.

L'étude que nous nous proposons de faire comprendra dans une première partie, l'évolution juridique et économique du crédit agricole en France, l'organisation et le fonctionnement de cette institution ; dans une deuxième partie le même sujet sera traité pour les colonies françaises.

PREMIÈRE PARTIE

ÉVOLUTION JURIDIQUE
ET ÉCONOMIQUE
DU CRÉDIT AGRICOLE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

LES PREMIERS ESSAIS DE CREDIT AGRICOLE

A la fin du xix^e siècle et à la suite d'une crise agricole générale due aux ravages qu'avait causés le phylloxera, la question de venir en aide à l'agriculture s'est posée avec beaucoup plus d'acuité que précédemment. Les besoins de crédit à l'agriculture ne s'étaient point auparavant fait sentir car la Révolution Française, par l'établissement d'une classe de petits propriétaires ruraux, avait permis la réalisation d'une sorte de réforme agraire.

Cependant le crédit agricole devint nécessaire et si auparavant les tentatives faites pour l'organiser étaient le résultat de doctrines politiques ou sociales, celles qui sont faites alors sont dictées par les besoins économiques.

Le crédit agricole paraissait pouvoir apporter un remède efficace à la crise qui sévissait, mais il n'est point suffisant de trouver le remède, encore faut-il l'appliquer. Les difficultés ne cessèrent alors de surgir, dues pour la plupart au caractère essentiellement individualiste et méfiant du paysan français. Seul le crédit réel, le crédit sur gage, était alors accepté par lui. Et cependant, comme l'indiquait M. Léon SAY : « le crédit « sur gage n'a jamais été que l'enfance du crédit. Le « crédit public n'existait pas quand les rois empruntaient sur leurs reliques ou sur leurs bijoux ; il n'a « été véritablement fondé que lorsqu'il est devenu en « quelque sorte personnel, que lorsque l'État a pu « trouver des capitaux sur la confiance qu'il inspirait

« et lorsque les créanciers de la nation ont eu pour
« gage général les revenus publics sans affectation
« spéciale. Le crédit commercial a passé par les mêmes
« phases. Le crédit agricole est encore dans l'enfance
« justement parce qu'il n'est pas personnel ; il n'existe
« que quand il est le crédit, tout court et sans phrases. »

Les principes mutualistes, voire collectivistes que les théories associationnistes alors en vogue essayaient de répandre n'avaient que peu d'influence sur le paysan français qui ne pouvait se résoudre à dissocier l'idée de crédit de celle de garantie réelle.

C'est d'ailleurs en partant de ce principe de garantie réelle que les premiers essais de crédit à l'agriculture furent tentés. Deux formes pouvaient alors se concevoir.

Tout d'abord le crédit foncier, comportant comme gage de la somme prêtée le domaine de l'agriculteur qui contractait un emprunt.

D'autre part, le gage pouvait être constitué par des produits et des récoltes ; c'était le warrantage agricole dont un essai avait d'ailleurs été tenté sous le Premier Empire au profit des viticulteurs bordelais, dont la situation s'était trouvée très difficile par suite de la mévente des vins résultant de la guerre avec l'Angleterre.

Les prêteurs méfiants ne se contentaient donc pas de garanties personnelles et exigeaient des garanties réelles ; de leur côté, les emprunteurs ne voulaient point accepter le principe mutualiste de l'engagement solidaire illimité.

Dans ces conditions, comment le financement de l'institution du crédit agricole qui se révélait nécessaire, allait-il pouvoir être obtenu ?

Seuls l'Etat ou des Sociétés de capitaux paraissent susceptibles sous forme de crédit réel d'assurer ce financement. C'est la raison pour laquelle le crédit agricole fut alors réel et centralisé, ce qui constituait une très sérieuse gêne, car il devait s'appliquer à une production très nettement décentralisée et dépendant presque exclusivement des qualités personnelles de l'exploitant.

Des institutions de crédit foncier analogues à celles qui existaient en Allemagne, où elles donnaient d'ailleurs d'excellents résultats, pouvaient être établies et en 1835, M. WOŁOWSKI démontrant les avantages de ces institutions insistait tout particulièrement sur le fait qu'elles permettaient d'abaisser le taux d'intérêt des prêts hypothécaires, prêts qui étaient alors exclusivement consentis par l'intermédiaire des notaires.

Entre 1848 et 1851, de nombreux projets sont déposés. Tous à peu près semblables se fondaient sur le principe de l'association des emprunteurs. Seul le projet déposé par le Gouvernement prévoyait, à la différence des autres, que l'Etat et les départements garantiraient jusqu'à concurrence des $\frac{2}{3}$ les obligations des institutions de Crédit Foncier, mais la commission chargée d'examiner ce projet repoussa cette garantie.

Le Second Empire naissant, voulant marquer la faveur qu'il entendait accorder à l'agriculture autorisa, par un décret du 28 février 1852, la création de Sociétés de Crédit Foncier, capitalistes ou mutualistes. En fait, seules des Sociétés Anonymes furent créées. Le paysan français n'était pas encore apte à apprécier les principes mutualistes.

Parmi les Sociétés Anonymes qui furent alors créées, l'une d'entre elles devait connaître un très bel avenir. Elle avait pour titre la Banque Foncière de

Paris. Aidée dès ses débuts par le Gouvernement qui lui accorda une subvention de 10 millions, elle absorba très vite les Sociétés provinciales et prit pour titre le Crédit Foncier de France.

Aidée par le Gouvernement elle dut, ce qui est normal, subir de la part de ce dernier un contrôle de plus en plus étroit. C'est ainsi qu'en 1864 un décret donna à l'Empereur le droit de nommer le Gouverneur et les deux Sous-Gouverneurs du Crédit Foncier.

Cette institution existe encore de nos jours et elle a toujours conservé un caractère hybride. Son statut juridique est celui de la Société anonyme, ses ressources lui sont fournies par l'émission d'obligations remboursables à long terme. Son Administration est confiée à la fois aux actionnaires ou à leurs représentants qui forment le Conseil d'administration et les Censeurs élus par l'Assemblée générale et aussi aux représentants du Gouvernement, puisque c'est ce dernier qui nomme le Gouverneur et les Sous-Gouverneurs.

L'institution est enfin contrôlée et surveillée par le Ministre des Finances.

Si l'on étudie l'évolution du Crédit Foncier, on s'aperçoit que de plus en plus il s'est éloigné du rôle qui lui avait été assigné. Comme le souhaitaient ses promoteurs, il est arrivé à faire baisser le taux d'intérêt des créances hypothécaires, mais la clientèle rurale n'a profité que très peu de cet avantage, le Crédit Foncier prêtant, en application des lois du 6 juillet 1860 et 26 février 1862, aux communes, départements et établissements publics, de même qu'il peut, depuis la loi du 1^{er} septembre 1928, détenir les créances hypothécaires maritimes prévues par cette loi.

Cette institution s'est donc révélée très nettement insuffisante pour apporter à l'agriculture un secours

effectif. Trop centralisée et ne pratiquant que du crédit réel, elle ne pouvait répondre aux besoins d'une production décentralisée.

Le problème restait toujours à résoudre et le Gouvernement, par l'intermédiaire du Ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics fit auprès des Conseils généraux et des Conseils d'arrondissement une vaste enquête sur les moyens d'organiser un crédit agricole efficace. Les réponses obtenues et les solutions proposées furent examinées et critiquées par une commission nommée par le même Ministre.

Seul un projet présenté par M. DE GERMINY fut retenu.

Ce projet préconisait la création d'un établissement central destiné à servir d'intermédiaire entre l'agriculteur et le marché des capitaux ; les prêts sur garanties spéciales étaient préférés aux prêts sur garanties générales et pour aider leur constitution le projet prévoyait qu'en cas de prêt agricole sur gage, le déplacement des biens formant l'assiette du privilège ne serait plus exigé.

En 1860 cet établissement fut constitué : création semi-étatique, cette institution ne pouvait que correspondre au programme socialisant du Gouvernement impérial. Filiale du Crédit Foncier, elle fut comme lui aidée à ses débuts par des avances de l'Etat à intérêt limité ; c'est ainsi que son capital initial de 20 millions fut, cinq ans après sa création, porté à 40 millions.

Des Sociétés anonymes locales, des banquiers locaux servirent d'intermédiaire entre la Société du Crédit Agricole, dont le siège était à Paris, et la clientèle rurale. La Société du Crédit Agricole était autorisée à pratiquer des prêts sur gages et pouvait réescompter les effets agricoles à 90 jours quand ils portaient au moins deux

signatures : celle de l'emprunteur et celle de l'intermédiaire ; pour les prêts sur gages une seule signature était nécessaire et la durée du prêt pouvait atteindre trois ans.

L'institution de cette banque centrale de Crédit Agricole partait d'une mauvaise conception : au lieu de fonder des petits groupements à faible étendue territoriale qui auraient pu être en rapport direct avec le cultivateur, on créait une organisation centrale inconnue des paysans et qui pouvait difficilement apprécier les garanties que ceux-ci pouvaient offrir.

Aussi cette institution ne connut-elle que peu de succès. Une enquête faite six ans après sa création montre le peu d'influence qu'elle avait acquise dans les milieux agricoles. Mais ce fut au manque de capitaux que cet insuccès fut alors attribué et le Gouvernement songea à créer un réseau de banques publiques financées par des fonds provenant des Caisses d'Épargne ou par un fonds de 100 millions qui avait été auparavant destiné à l'exécution de travaux de drainage.

Il semble bien, malgré cette explication officielle, que c'est de l'inadaptation aux méthodes bancaires de la clientèle agricole que paraît provenir l'échec de cette institution.

L'agriculteur ne faisait aucune différence entre les sept agences provinciales de l'Institut Central et ses cinq cents correspondants et les Banques Commerciales des petites villes auxquelles il ne s'était pas encore accoutumé.

En outre, afin d'utiliser les capitaux importants dont ils disposaient, les dirigeants de la Société consentirent des prêts très insuffisamment garantis et se livrèrent même à des opérations purement spéculatives : c'est ainsi qu'ayant été autorisée à pratiquer toutes les

opérations bancaires, dans le but de se procurer des ressources, la Société du Crédit Agricole avait, de 1873 à 1876, prêté 168 millions au Gouvernement du Khédive d'Egypte.

Ces fonds lui étaient avancés par le Crédit Foncier, et devaient être remboursés par les annuités que touchait du Gouvernement égyptien la Société du Crédit Agricole. En 1876, le Gouvernement égyptien suspendait ses paiements, et ne pouvant amortir cette perte, la Société du Crédit Agricole fut liquidée par le Crédit Foncier.

SECTION I

La loi du 5 novembre 1894

Des tentatives dues à l'initiative privée ne connurent pas non plus le succès qu'elles étaient en droit d'attendre. La Banque Populaire Centrale fondée quelques années plus tard par des économistes et des politiciens (LÉON SAY, CARNOT Père, CASIMIR PÉRIER et JULES SIMON), sur le même procédé d'un institut central, n'arriva pas à atteindre la clientèle rurale.

Le problème d'un crédit à l'agriculture attendait donc toujours une solution satisfaisante ; l'insuccès des expériences faites ne lui donnait que plus d'acuité. Aussi en 1878 la Société des Agriculteurs de France fit-elle faire une enquête dont les conclusions analogues à celles d'enquêtes précédentes préconisaient la nécessité de modifier la législation du gage et de commercialiser les engagements de l'agriculteur.

Toutefois, le Sénat, estimant qu'il serait plus nuisible qu'utile au paysan de pouvoir mettre en gage son matériel et ses récoltes, se refusait à entrer dans cette voie.

A la suite de la crise agricole et à cause de la concurrence des pays neufs, une transformation des modes de culture s'avéra nécessaire.

Les théoriciens de l'industrialisation de l'agriculture virent les principes qu'ils prênaient s'affirmer avec une force toute nouvelle. Pour permettre cette industrialisation, une organisation du Crédit Agricole se révéla de plus en plus indispensable.

C'est M. Léon SAY, non découragé par l'insuccès de la Banque Populaire Centrale, dont il avait été un des fondateurs, qui écrit : « L'agriculture tend à se rappro-
« cher de plus en plus des autres branches de l'indus-
« trie. En présence de la concurrence étrangère et des
« avantages qu'assurent aux autres pays des grandes
« terres inexploitées et un outillage perfectionné,
« notre agriculture ne pourra donner de bénéfices qu'à
« ceux qui emploieront les méthodes les plus scientifi-
« ques. Mais, sans le crédit, c'est en vain que la
« science découvrira de nouveaux éléments de fertili-
« sation destinés à combattre l'épuisement du sol, c'est
« en vain que la mécanique inventera des engins pour
« suppléer au défaut des bras et accélérer la rapidité
« du travail. »

Le crédit agricole apparaît donc comme la condition indispensable à la réalisation de cette industrialisation de l'agriculture. Des parlementaires, MM. MÉLINE, VIGER, MARTY, COUVE, DE JUIGNÉ, PASTY, POULMIER, BRAUX et CORDIER, déposent une proposition de loi tendant à l'organisation du crédit agricole et populaire. Lors de la discussion de cette proposition, ces défenseurs, convaincus de la rentabilité des avances qui seraient ainsi faites à l'agriculture affirmaient : « L'expérience constante de nos champs de démon-

« tration a pu établir que l'argent employé avec discernement en achats d'engrais et de semences donne, par l'excédent même de production qu'il procure, des bénéfices qui sont en moyenne d'au moins 15 ou 20 % et qui vont parfois jusqu'à 50 %. »

Cette proposition de loi s'inspirant des principes RAIFFEISEN, alors en honneur en Allemagne, qui fondaient le Crédit Agricole sur des groupements de personnes, répondait bien à l'idéal collectiviste de ses auteurs.

On assistait en effet, en Allemagne, à la naissance d'un mouvement qui devait servir de base à toute l'organisation actuelle du Crédit Agricole.

RAIFFEISEN, bourgmestre de Neuwied, petite commune rhénane, éminent philanthrope, inspiré par un idéal d'aide mutuelle et de charité chrétienne, profita d'une période de disette et de misère pour créer, en 1854, une Société de Bienfaisance et de placement pour les ouvriers sans travail, société qu'il transforma progressivement en coopérative de crédit.

A dater de 1864 le système s'étendit ; de nombreuses coopératives sont ainsi créées. Elles ont une circonscription territoriale peu étendue, ne réunissent que des agriculteurs et n'ont pas une activité spécialisée ; elles réalisent ainsi parfaitement la communauté paysanne dans le cadre du village, l'idéal même de RAIFFEISEN.

Ces banques rurales reposent sur l'idée très simple que le cultivateur n'a pas toujours l'emploi immédiat du produit de ses ventes ; il garde alors chez lui des sommes souvent importantes et improductives ; elles sommeillent ainsi, exposant leur possesseur au vol, au crime, à la tentation du gaspillage. L'agriculteur a donc avantage à les confier à une banque qui lui ser-

vira un intérêt et où il aura la certitude d'être remboursé à l'échéance. Le caractère de bienfaisance de l'institution se retrouve dans l'esprit de charité qui en est à la base : c'est un fondement moral opposant catégoriquement la doctrine chrétienne de l'amour du prochain, du « Nächstenliebe », à celle purement économique et matérielle de la « Selbsthilfe ». Ce sont, en effet, quelques riches propriétaires philanthropes qui se syndiquent. Les cultivateurs leur portent leurs fonds disponibles moyennant un intérêt de 3 % ; ces fonds sont prêtés à 3,5 % aux cultivateurs qui ont besoin d'argent, soit pour acheter du bétail, soit pour construire ou acquérir des terres, ce qui devient alors du crédit foncier.

L'administration de ces banques est gratuite ; seul le caissier teneur de livres reçoit une rétribution. La caisse de crédit devient donc à la fois une école de comptabilité, une école de morale et de solidarité. Elle donne au papier escompté la garantie de la solvabilité solidaire : revêtu de son aval le papier circule, reçu aux meilleures conditions. Un syndicat général de ces caisses siège à Neuwied, et une partie de leurs fonds de réserve est employée à constituer une caisse centrale destinée à parer aux éventualités.

Les pertes étaient d'ailleurs insignifiantes. Le rayon d'action de chaque caisse étant limité à la commune, seuls les gens sûrs sont admis, la confiance et la solidarité mutuelles des membres de la Société constituant sa principale richesse. Les membres du groupement n'y sont d'ailleurs admis qu'après enquête ; le prêt une fois consenti, un contrôle rigoureux est exercé sur l'emploi des fonds ; des sanctions sont prononcées en cas de manquements aux statuts de la coopérative ; le régime autoritaire s'oppose au libéralisme honni et il faut bien reconnaître que c'est la fermeté même de

ces principes qui a été la cause du succès de ce système, non seulement en Allemagne, mais aussi dans les pays étrangers.

En France notamment, c'est en s'inspirant de ces principes que le projet MÉLINE prévoyait l'engagement solidaire et illimité des agriculteurs, engagement qui seul pouvait leur permettre de trouver le crédit dont ils avaient besoin.

L'exposé de ce projet nous décrit longuement les avantages de ce crédit mutuel : « Quand des gens
« qui ne possèdent rien auront mis en commun leur
« force, leur intelligence, leur moralité et leur capa-
« cité professionnelle, ils auront du crédit et une
« fortune. C'est l'effet admirable de la mutualité.
« Peut-il exister une garantie plus sérieuse du rem-
« boursement d'une créance que la caution, que l'enga-
« gement des amis qui passent leur vie avec l'emprun-
« teur lui-même ! Ne croyez-vous pas que dans les
« petites communes l'emprunteur cautionné par ses
« voisins sera toujours poursuivi par la pensée que
« s'il ne payait pas, les autres seraient obligés de
« payer pour lui : il ne voudra pas s'exposer à perdre
« l'estime générale par son manque de loyauté. »

Cependant des difficultés pratiques surgirent : on s'aperçoit vite que la coopération de crédit ne pourra être créée tant que sa nécessité n'aura pas été éprouvée spontanément par ceux mêmes qui doivent la former.

Afin de remédier à cet inconvénient M. MÉLINE demande l'appui des syndicats ; aussi la proposition de loi autorise-t-elle les syndicats à faire des opérations de crédit, à condition toutefois que leurs membres s'engagent solidairement et de façon illimitée.

De nombreux syndicats refusèrent cet engagement solidaire ; ils voulaient bien se grouper pour défendre

leurs intérêts personnels ou réaliser des opérations de vente et d'achat, mais ne voulaient pas accepter une responsabilité solidaire et illimitée qui constituait à leurs yeux une charge bien trop lourde en échange d'avantages qui leur paraissaient d'un intérêt assez médiocre.

De plus, le syndicat, qui s'étendait sur une circonscription relativement vaste, puisqu'elle correspondait à l'arrondissement et parfois même au département ne pouvait, du fait même de cette étendue, assurer une surveillance et un contrôle efficace des emprunteurs.

Enfin, il faut bien ajouter que la mise en œuvre de ce projet à tendance très nettement socialisante ne convenait guère à des syndicats qui avaient en majorité une doctrine politique nettement opposée. Aussi fut-il très amplement modifié et bouleversé par la Commission des Finances de la Chambre des Députés chargée de l'examiner. Ainsi transformé, il devint la loi du 5 novembre 1894.

Cette loi, d'une importance capitale, comportait la création de caisses locales de crédit agricole. Elle autorisait, en effet, la constitution, soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles de la loi de 1884, soit entre une partie seulement des membres de ces syndicats, de sociétés de crédit agricole distinctes du syndicat. Les règles de constitution de ces sociétés sont aussi simples que celles des syndicats, mesure favorable à attirer la clientèle rurale.

Ce sont des sortes de sociétés anonymes, à capital et à personnel variables : le capital est formé par souscription de parts qui peuvent être de valeur inégale. Des versements annuels analogues à des cotisations peuvent ainsi constituer ces parts. Les règles concernant

le personnel sont aussi extrêmement souples, la loi précisant seulement que l'étendue et les conditions de la responsabilité des sociétaires devront être déterminées dans les statuts. Ainsi pouvait être écarté ou atténué le principe de la responsabilité solidaire illimitée qui choquait l'individualisme du paysan français.

Le Crédit Agricole était donc institué. De grands espoirs avaient été fondés sur cette institution. Espoirs qui paraissent, au moins pour les premières années, avoir été déçus. En effet, les statistiques nous montrent que dans le plus grand nombre des départements il a fallu attendre le début du xx^e siècle pour constater l'apparition des caisses locales de crédit agricole.

D'autre part, petites sociétés ne possédant qu'un faible capital versé par leurs membres, les coopératives de crédit agricole n'avaient point une envergure suffisante et leur capacité fut, de ce fait, très limitée ; les quelques sociétés qui se créèrent se révélèrent vite peu viables ; leur capital était à peine égal aux ressources d'un syndicat ; le principe de la responsabilité solidaire illimitée n'étant point admis par leurs membres, elles manquaient de base solide de crédit.

Le 20 juillet 1895 et afin de leur venir en aide, une loi fut votée, autorisant les Caisses d'Epargne à consacrer le 1/5 de leur capital et la totalité de leurs revenus en prêts à ces sociétés de crédit agricole, mais cette mesure resta sans effet.

Il paraissait cependant de plus en plus nécessaire, si l'on voulait donner un peu de vigueur à cette institution, que l'Etat mette des fonds à sa disposition.

Comme l'indique M. Charles GIDE : « Ces Sociétés, à la différence des sociétés à type RAIFFEISEN, n'appliquent presque jamais la règle de la solidarité. A quoi bon, puisque l'Etat leur fournit les capitaux néces-

« saires sans exiger cette condition. Or, plus exacte-
« ment, c'est parce que les agriculteurs français ne vou-
« laient pas de la solidarité et par là n'auraient pu
« trouver de crédit, que l'Etat a dû se substituer aux
« capitalistes privés et leur fournir des fonds. »

SECTION II

Les Caisses privées de crédit coopératif

Constatant le peu de succès de ces organisations semi-étatiques, un mouvement s'était dessiné, mouvement strictement privé, qui a pris une assez grande extension et dont les résultats sont encore très nettement visibles de nos jours.

Si quelques coopératives de crédit, créées à partir de 1889, par M. RAINERI, dans les Alpes-Maritimes, sur le principe des caisses italiennes ne prirent qu'assez peu d'extension dans le monde agricole, il n'en fut pas de même de deux importants mouvements coopératifs qui prirent naissance à la même époque.

Le premier de ces mouvements comprend les coopératives qui se formèrent entre les membres des syndicats affiliés à l'Union des Syndicats des Agriculteurs de France.

Institutions strictement privées, elles durent leur succès à l'influence exercée par les personnages qu'elles mirent à leur tête.

Usant de la liberté que leur laissait la loi de 1894, en ce qui concerne l'étendue de la responsabilité imposée à leurs membres, elles adoptèrent tantôt le principe de la responsabilité solidaire illimitée, tantôt elles écartèrent ce principe, mais toujours la personnalité de leurs fondateurs constituait auprès des banques privées

la plus sûre des garanties. Ces banques n'hésitèrent donc pas à leur avancer les fonds qu'elles sollicitaient.

Ces caisses, en effet, n'ont jamais fait appel aux avances de l'Etat ; elles tirent la majeure partie de leurs ressources des organisations syndicales ainsi que des dépôts des particuliers.

Elles fonctionnent de façon satisfaisante, notamment dans les départements suivants : l'Ain, les Bouches-du-Rhône, le Calvados, la Côte-d'Or, la Drôme, l'Eure-et-Loir, le Finistère, l'Ille-et-Vilaine, le Maine-et-Loire, la Manche, la Nièvre, le Nord, le Pas-de-Calais, le Rhône, la Vendée.

Les résultats d'une enquête effectuée en 1929 et publiée dans le *Bulletin de la Statistique agricole de la France* en Février 1937, indique que le nombre de ces caisses était de 1.363 au 5 août 1928, avec 79.138 sociétaires.

Le deuxième mouvement coopératif important qui s'est formé à la fin du XIX^e siècle est celui qui a donné naissance aux caisses rurales affiliées à l'Union de Nantes. C'est un avocat lyonnais, M. Louis DURAND, qui après avoir publié, en 1891, un ouvrage sur le Crédit Agricole en France et à l'étranger, a créé, suivant les principes de RAIFFEISEN, les coopératives de crédit.

Ces caisses rurales doivent rester absolument indépendantes et pour cela n'accepter aucune aide et partant aucune ingérence des Pouvoirs publics. Elles sont basées sur le principe que seul peut être sûr le crédit fondé sur une confiance mutuelle. L'institution comprend des caisses locales qui ont une circonscription territoriale très peu étendue, ce qui leur permet de consentir des prêts en s'entourant de sûretés personnelles et aussi d'exercer un contrôle et une surveillance très efficaces. Elles ne consentent d'ailleurs pas de prêts

à long terme, mais des prêts à moyen terme d'une durée maxima de cinq ans. Quand la solvabilité du débiteur ou de ses cautions diminue, la caisse locale peut prononcer la déchéance du terme accordé et demander le remboursement immédiat du prêt consenti.

A côté de ces caisses rurales il s'est d'ailleurs créé des caisses ouvrières et des caisses maritimes, dont l'objet sort du cadre de cette étude.

Au-dessus de ces caisses locales sont superposées les « caisses centrales » dont la circonscription territoriale correspond à celle du département, et enfin il y a, à Nantes, la « caisse générale ».

Ces organismes ont pour but de permettre une circulation satisfaisante des capitaux. Des « groupes régionaux » surveillent et contrôlent les opérations de ces caisses centrales et les intérêts généraux de l'institution.

Ces groupes sont administrés par un conseil composé de membres des caisses locales et par l'« Union des Caisses rurales et ouvrières françaises », administrée par un Conseil général et un Comité exécutif.

Les documents publiés par l'Union des Caisses rurales ne comportent pas d'indications statistiques précises, mais l'on a constaté que le nombre de Caisses DURAND, qui s'était très rapidement accru pendant les premières années de propagande, est ensuite demeuré à peu près stationnaire.

L'enquête agricole de 1929 indique qu'il y avait à cette époque 1.862 caisses rurales groupant 169.502 sociétaires. L'Assemblée générale de 1932 signalait 3.000 caisses locales s'étendant sur trente-cinq départements, la moitié de ces caisses étant des caisses rurales. Il y avait 270 caisses dans le Pas-de-Calais, 205 dans le Nord ; on en trouvait également dans l'Ille-et-Vilaine,

la Loire-Inférieure, le Morbihan, l'Eure-et-Loir, la Mayenne, les Côtes-du-Nord, la Nièvre.

A la même époque, il y avait une vingtaine de caisses centrales et une trentaine de groupes régionaux. D'après une estimation citée par M. TARDY, ces caisses avaient effectué pour 500 millions de francs environ d'avances. Le groupe nantais avait effectué 127 millions de prêts en 1927, le groupe vendéen 150 millions en 1928, la Centrale du Pas-de-Calais 83 millions en 1926, la Centrale de Champagne 28 millions en 1926.

Ces caisses qui, sauf lorsqu'elles se sont placées sous le régime de la loi du 5 août 1920, ne bénéficient d'aucune exemption fiscale, paraissent avoir traversé la crise sans graves dommages.

Après la mort de M. Louis DURAND, créateur de cette institution, la direction a été reprise par son collaborateur, M. le chanoine THOMAS.

Toujours, ces organismes ont respecté les principes posés par leur promoteur et ont su conserver à l'égard des Pouvoirs Publics une complète indépendance. Mais il faut reconnaître cependant que leur succès ne fut que la conséquence de l'influence personnelle de leurs dirigeants ; là où cette influence faisait défaut, les groupements constitués se révélaient peu viables.

Il existe enfin actuellement un troisième groupement de caisses mutuelles dues à l'initiative privée : ce sont les caisses mutuelles de crédit d'Alsace et Lorraine. Constituées sous le régime de la loi allemande de 1889, elles ont pu être adaptées aux dispositions de la loi du 5 août 1920.

La Fédération Agricole d'Alsace et de Lorraine comprend 2.534 associations coopératives et autres groupements agricoles, dont 772 caisses mutuelles de dépôts

et de prêts, parmi lesquelles 650 ont un caractère exclusivement agricole.

Les Caisses d'Alsace et de Lorraine groupent 125.000 sociétaires environ. Leur chiffre d'affaires a atteint près de 2.300 millions.

Leur existence n'a pas été jugée incompatible avec la création d'une caisse régionale de crédit agricole du Haut-Rhin et du Bas-Rhin et de nombreuses caisses locales rattachées par les mêmes soins de la Fédération Agricole.

En dehors de ces mouvements dus à l'initiative privée, nous avons vu que l'intervention de l'Etat se révélait nécessaire pour donner un peu de vigueur aux caisses locales.

SECTION III

La loi du 31 mars 1899

Sur l'initiative de M. Jules MÉLINE, le législateur, par la loi du 17 novembre 1897 approuvant la convention du 30 octobre 1896, qui renouvelait le privilège d'émission de la Banque de France, constituait la dotation dont le crédit agricole avait besoin.

Il n'est pas porté atteinte aux principes statutaires de la Banque, mais une avance de 40 millions sans intérêt, consentie pour une durée égale à celle du privilège d'émission, est attribuée par la Banque de France au crédit agricole. De plus, la Banque est tenue de verser chaque année une redevance qui ne peut être inférieure à deux millions de francs.

Ce moyen de financement par l'intermédiaire de l'institut d'émission et non par une inscription pure et

simple au budget de l'Etat paraissait respecter davantage l'idée de mutualité qui restait l'idéal des promoteurs du projet de 1894. Cette dotation était en effet représentée comme la restitution par la Banque de France d'un bénéfice prélevé sur la collectivité.

L'Etat n'intervenait alors que pour remédier à la carence de l'initiative privée dans ce domaine et il tenait à donner à son intervention un caractère essentiellement temporaire et provisoire.

Ce caractère est noté par M. Pierre DECHARME, Chef du Service du crédit mutuel et de la coopération agricole, qui s'exprime ainsi : « Les avances qui ont été
« consenties par l'Etat n'ont qu'un caractère tempo-
« raire, et dans le délai de vingt ou trente années, les
« réserves accumulées dans les caisses régionales seront
« suffisantes, espérons-nous, pour rembourser l'Etat de
« la totalité des sommes qu'il a fournies ».

En somme, le rôle de l'Etat devait être éducatif ; l'évolution du crédit agricole paraissait devoir se faire de la phase étatiste à la phase mutualiste, mais l'on verra qu'en fait l'intervention de l'Etat, au lieu de diminuer n'a fait qu'augmenter, et que loin de devenir plus mutualiste, l'institution du crédit agricole est devenue essentiellement administrative.

Les fonds ainsi déterminés par la loi du 17 novembre 1897 étaient versés directement à l'Etat, qui en assurait la gestion. Le Ministre de l'Agriculture était chargé de la répartition des avances et recevait à cet effet l'avis d'une commission composée à la fois de parlementaires et de hauts fonctionnaires et aussi de quelques représentants élus par les sociétés de crédit parmi leurs membres.

Afin de distribuer les fonds avancés aux caisses locales, la loi du 31 mars 1899 organise la création des Caisses Régionales.

Ces Caisses Régionales sont formées par le groupement de caisses locales, mais peuvent comprendre parmi leurs adhérents des agriculteurs ou des associations agricoles. Comme pour les caisses locales, la responsabilité des sociétaires n'est en général pas engagée solidairement, malgré que cet engagement solidaire illimité soit toujours resté l'idéal des promoteurs du Crédit Agricole. C'est encore M. DECHARME qui nous dit : « La « responsabilité solidaire reste le but vers lequel nous « tendons ; mais au début, il était bien difficile de faire « comprendre aux agriculteurs non initiés au crédit. « la haute portée sociale de l'engagement solidaire. »

Les caisses régionales ont pour objet de faciliter les opérations des caisses locales ; elles escomptent les effets souscrits par les membres des caisses locales et garantis par elles et consentent à ces dernières des avances pour fonds de roulement ; elles ont la faculté de faire réescompter par la Banque de France ou par les grands Etablissements de crédit tout ou partie de leur portefeuille.

Le développement d'une classe de moyens et de petits propriétaires ruraux, ainsi que les besoins nouveaux de l'agriculture, poussèrent le législateur à étendre l'objet des opérations des caisses de crédit agricole.

En résumé, à cette époque, les caisses de crédit agricole sont coopératives et mutuelles ; elles ne font d'opération qu'avec leurs membres. Administrées gratuitement elles ne réalisent aucun bénéfice, leur capital étant constitué par des parts nominatives qui ne reçoivent pas de dividendes, mais seulement un intérêt

limité ; les excédents annuels sont portés à un fonds de réserve ou, s'ils sont distribués, ils ne peuvent l'être qu'au prorata des opérations faites par chacun des membres avec la Société. Enfin, en cas de dissolution, l'actif ne peut être partagé entre les sociétaires et il est obligatoirement affecté à une œuvre d'intérêt agricole.

Le Crédit Agricole, tel qu'il résulte des lois de 1894 et de 1899, est donc un crédit à court terme dont la durée totale ne doit pas dépasser la durée de l'opération pour laquelle il a été consenti.

Ainsi organisé le crédit agricole se révéla très vite insuffisant ; il ne pouvait faire face à tous les besoins et ne permettait pas à l'Etat d'encourager les Sociétés coopératives qui s'étaient multipliées sur l'ensemble du territoire et qui paraissaient pouvoir rendre de très grands services à la petite et à la moyenne culture.

Les Pouvoirs Publics commençaient à s'émouvoir de la désertion des campagnes et désiraient, afin d'arrêter ou tout au moins de ralentir cet exode rural, faciliter l'accession des travailleurs ruraux à la petite propriété.

Le législateur ayant ainsi organisé la coopération de crédit étend son action collectiviste en rendant le crédit agricole accessible à la coopération agricole de production. La loi du 29 décembre 1906 autorise les caisses régionales à consentir des prêts dont la durée pouvait atteindre vingt-cinq ans et le montant s'élever au double de leur capital versé, aux Sociétés Coopératives qui ont pour but de faciliter la production, la transformation, la conservation et la vente des produits agricoles provenant des exploitations de leurs adhérents.

Il s'agit donc là de l'attribution de prêts à long terme collectifs.

Les conditions que doivent remplir les coopératives pour bénéficier de ce crédit sont déterminées par un règlement d'administration publique.

Au régime de liberté totale qui constituait le climat sous lequel la coopération et le crédit s'étaient jusque-là développés, la loi du 29 décembre 1906 apporte de sérieuses restrictions.

L'Etat peut désormais prélever sur les redevances annuelles dans la proportion de 1/3 au maximum, des avances spéciales remboursables en vingt-cinq ans, accordées aux Sociétés coopératives agricoles. Une commission composée en majorité de parlementaires, de hauts fonctionnaires et de représentants de la Caisse de Crédit Agricole Mutuel est chargée de déterminer les modalités d'attribution de ces prêts.

Les Sociétés Coopératives Agricoles pouvaient également, en vertu de la loi du 29 décembre 1906, recevoir des avances à court terme dans les mêmes conditions que les Syndicats et les Sociétés d'assurances mutuelles agricoles.

Ainsi, pour la première fois, la loi du 29 décembre 1906 a accordé à l'Etat le droit de distribuer directement ses avances. Quatre ans plus tard une nouvelle loi étendait à une autre catégorie d'opérations ce même procédé.

La loi du 19 mars 1910 a constitué la dernière étape de l'évolution de la législation sur le Crédit Agricole avant la guerre de 1914-1918, en instituant le crédit individuel à long terme. Aux termes de cette loi, les caisses étaient autorisées à consentir à leurs adhérents des prêts individuels d'une durée maxima de quinze ans « en vue de faciliter l'acquisition, l'aménagement » et la reconstitution des petites exploitations rurales ».

Cette loi, directement inspirée par des considérations sociales, avait pour but de pallier au mouvement de désertion des campagnes, mouvement qui prenait des proportions inquiétantes et en permettant aux travailleurs ruraux l'accession à la petite propriété, de réaliser une sorte de réforme agraire.

Le montant de ces prêts individuels à long terme ne pouvait dépasser 8.000 francs.

Le rôle de l'Administration dans le Crédit Agricole devient de plus en plus important ; c'est elle qui donne aux caisses régionales les directives nécessaires pour l'utilisation des fonds qui leur sont attribués ; le volume toujours plus grand des avances accordées a pour conséquence un développement très important des opérations de contrôle et de surveillance.

Ainsi, à la veille de la guerre de 1914-1918, l'organisation du Crédit Agricole était réalisée dans ses grandes lignes, notamment en ce qui concerne le cadre des opérations réservé à l'activité des caisses de Crédit Agricole.

Cependant ces opérations, bien qu'en progression continue, n'étaient pas encore très élevées car les caisses n'avaient pas eu le temps de se constituer par leur capital, leurs réserves et les dépôts des ressources propres importantes.

L'expérience a en outre montré qu'il serait utile de placer au-dessus des caisses de Crédit Agricole du premier et du second degré un organisme central autonome qui serait chargé de coordonner leur action, de contrôler leur fonctionnement et de gérer la dotation du crédit agricole.

Cette tâche avait jusqu'alors été accomplie par un service purement administratif du Ministère de l'Agriculture. Les règles de la comptabilité publique étaient

appliquées à l'attribution des avances, ce qui comportait de longues formalités qui retardaient souvent de plusieurs mois le paiement des sommes avancées et qui empêchaient d'autre part de connaître rapidement la situation de la dotation du crédit agricole. Ces retards gênaient considérablement le fonctionnement des institutions de crédit et des coopératives agricoles.

Des méthodes plus souples et plus rapides s'imposaient ; c'est ce qu'a compris le Gouvernement lorsqu'à la fin de la guerre 1914-1918, il a voulu donner au Crédit Agricole une plus grande impulsion.

CHAPITRE II

LA LOI DU 5 AOUT 1920

La nécessité d'une adaptation meilleure de l'organisation du crédit agricole aux besoins de l'agriculture ayant été unanimement reconnue, une Commission d'enquête extra-parlementaire comprenant notamment des représentants du Ministère des Finances et de la Cour des Comptes fut nommée, afin d'examiner les modalités pouvant être retenues pour la réorganisation envisagée.

Après avoir étudié les différents projets qui lui étaient soumis, cette commission, sur la proposition d'une sous-commission présidée par M. COURTIN, Président de Chambre à la Cour des Comptes, concluait que « l'organisation rapide d'un Office National du Crédit Agricole était devenue une impérieuse nécessité ».

Sur le rapport de M. HERMITTE, Inspecteur des Finances, la Commission du Crédit pour les régions envahies, qui fonctionnait pendant le même temps au Ministère des Finances, était arrivée à une conclusion analogue.

M. HERMITTE soulignait en particulier que la création d'un établissement autonome de crédit agricole « présentait des avantages incontestables, tant au point de vue de l'agriculture en général que de celui de l'intérêt spécial des agriculteurs des régions sinistrées. »

Une commission instituée au Ministère de l'Agriculture en vue de rechercher les moyens d'intensifier

la production agricole, commission qui avait à sa tête MM. Jules MÉLINE, VIGER, DEVELLE et Fernand DAVID, réclama également, à l'unanimité, la création d'un organisme central de Crédit Agricole.

Enfin, une réunion de représentants de la Fédération Nationale de la Mutualité et de la Coopération Agricoles, de la Société des Agriculteurs de France, s'était aussi prononcée dans le même sens.

A la suite de ces importants travaux préparatoires et devant leur accord dans les conclusions qu'ils fournirent au Gouvernement, celui-ci prit l'initiative de déposer le projet de loi qui fut adopté par le Parlement et devint la loi du 5 août 1920 sur le Crédit mutuel et la Coopération agricole.

Cette loi a codifié les dispositions antérieures en leur apportant les améliorations demandées ; d'autre part elle a prévu la création de l'Office National du Crédit Agricole.

Quelle est donc l'organisation du Crédit Agricole telle qu'elle résulte de la loi du 5 août 1920 ?

C'est une organisation à trois étages : d'abord les caisses locales, au-dessus les caisses régionales, les unes et les autres institutions coopératives et de droit privé ; au sommet l'Office National du Crédit Agricole, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, établissement de droit public, devenu depuis la loi du 9 août 1926, la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Les caisses locales, comme les caisses régionales, ont pour objet général « de faciliter et de garantir les « opérations concernant la production agricole effectuées par leurs sociétaires individuels ou collectifs ». Cet objet général déterminé, il importe de préciser que les caisses locales seules consentent à leurs sociétaires

les prêts à court, moyen ou long terme. Les caisses régionales ont pour tâche de faciliter aux caisses locales leurs opérations de prêts et de transmettre aux Coopératives les avances qui peuvent leur être accordées par l'Etat.

Ainsi que l'indique M. Alfred NAST : « La caisse régionale repose organiquement sur l'affiliation des caisses locales de sa circonscription ; la locale est une coopérative de crédit ; la régionale est une union de coopératives de crédit. La hiérarchie entre les deux organismes est donc très nettement caractérisée. »

SECTION I

L'organisation du crédit agricole

§ 1. — LES CAISSES LOCALES

Elles constituent, suivant la très juste expression de M. AUBOYNEAU, « la cellule même de l'organisme ».

Elles peuvent être constituées par tout ou partie des membres des syndicats professionnels agricoles, des sociétés d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900, des Sociétés coopératives agricoles, ainsi que par ces associations elles-mêmes.

Leur constitution est d'ailleurs soumise à des formalités assez strictes. Leur circonscription territoriale varie avec les régions ; certaines ont un rayon d'action correspondant à la commune, mais beaucoup comprennent une circonscription plus étendue. La Caisse Nationale favorise la création de caisses dans le cadre du canton.

Il y a actuellement 6.114 caisses locales.

Elles ont pour objet l'attribution de prêts qu'elles consentent directement soit aux agriculteurs, soit, plus généralement, à des coopératives ou à des syndicats agricoles. C'est là pour elles un sérieux avantage, car ainsi que l'indique M. AUBOYNEAU : « Cette intervention
« des groupements coopératifs, d'achat, de vente ou
« de stockage simplifie beaucoup la tâche des caisses
« et remplace une poussière de crédits de faible impor-
« tance consentis à des individus qu'on ne peut sur-
« veiller aisément par un nombre modéré de crédits
« consentis en gros à des organismes dont les comptes
« peuvent être suivis de très près par la caisse. »

Le capital de ces caisses locales ne peut être formé par des souscriptions d'actions ; il est constitué par les Sociétaires au moyen de parts nominatives et transmissibles seulement par voie de cession et avec l'agrément de la caisse.

Les porteurs de parts touchent un intérêt qui ne doit pas dépasser 5 %, cet intérêt ne pouvant d'ailleurs être supérieur au taux des prêts consentis par la caisse à ses sociétaires ; quant aux dépôts à vue ou à échéance effectués à la caisse, ils sont rémunérés par un intérêt dont le taux est fixé périodiquement par un arrêté du Ministre de l'Agriculture, arrêté pris après avis conforme du Ministre des Finances et après avis du Conseil d'administration de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Les caisses locales doivent être régulièrement affiliées à la caisse régionale et avoir souscrit au moins une part du capital social, afin de recevoir de la Caisse Nationale de Crédit Agricole l'autorisation indispensable pour faire des opérations avec la caisse régionale. Elles peuvent recevoir des dépôts, mais doivent aussitôt les transmettre à la caisse régionale qui est chargée

d'en assurer la gestion. En fait, actuellement, les caisses locales jouent à l'égard des caisses régionales le rôle d'intermédiaire et de correspondant entre ces dernières et la clientèle rurale ; elles reçoivent les demandes de prêts, les examinent et les transmettent ensuite à la caisse régionale ; théoriquement, seules les demandes de prêts qui ont reçu de la caisse locale un avis favorable doivent être transmises à la caisse régionale, mais pratiquement cette dernière examine toutes les demandes de prêts et même, dans certains cas, la caisse nationale est saisie de réclamations contre les refus de prêts sollicités des caisses locales, quand ces refus n'ont pas été inspirés par des mobiles d'ordre technique.

§ 2. — LES CAISSES RÉGIONALES

Elles réunissent un certain nombre de caisses locales. Leur circonscription territoriale correspond assez souvent au cadre du département. Il y en a actuellement en France 98.

Un décret-loi du 28 septembre 1935 a réservé le nom de caisses régionales aux seules caisses de crédit agricole qui reçoivent des avances, et dont les comptes annuels sont soumis à leur approbation.

La hiérarchie de ces établissements se retrouve également dans leur administration. Les Conseils d'administration des caisses régionales ont en effet, sur l'administration des caisses locales qui leur sont affiliées, des pouvoirs analogues à ceux que possède la Caisse Nationale sur la gestion et l'administration des caisses régionales, sous réserve, dans certains cas, de l'approbation de la Caisse Nationale.

Les directeurs des caisses régionales doivent être agréés par le Conseil d'administration de la Caisse Nationale, qui en cas de faute grave et après avis du

Conseil d'administration de la caisse régionale intéressée, peut lui retirer son agrément.

Les caisses régionales doivent aussi obligatoirement adhérer à un fonds commun de garantie ; ce fonds est géré par la Caisse Nationale sur l'avis d'un comité spécial comprenant des représentants des caisses régionales ; il est alimenté par une contribution initiale à laquelle vient s'ajouter une cotisation annuelle des caisses régionales ; il a pour objet d'accorder des avances spéciales aux caisses régionales dont les disponibilités sont provisoirement insuffisantes pour leur permettre de faire face aux demandes de retraits de fonds de leurs déposants.

Quant aux sommes non employées en avances, elles peuvent être déposées dans certaines caisses publiques ou converties en bons ou obligations du Trésor.

Les dépôts qui ne sont pas utilisés en prêts à court terme doivent être également versés en compte courant au Trésor, à la Banque de France ou à la Caisse Nationale.

En résumé, les caisses régionales ont donc pour principal objet de réescompter les effets souscrits par les sociétaires des caisses locales, de faire des avances de fonds à ces caisses et de répartir aux associations agricoles les avances de l'Etat.

§ 3. — L'OFFICE NATIONAL DU CRÉDIT AGRICOLE

La loi du 5 août 1920, en même temps qu'elle a codifié la législation antérieure concernant les caisses locales et régionales du Crédit Agricole, a créé au sommet de cet édifice à deux étages qui avait jusqu'alors fonctionné, un organisme central qui s'était de plus en plus révélé indispensable.

Cet organisme, appelé Office National du Crédit

Agricole par la loi du 5 août 1920, est devenu la Caisse Nationale de Crédit Agricole depuis la loi du 9 août 1926, nom qui correspond mieux au caractère que le législateur a entendu réserver au nouvel établissement et qui peut seul convenir à cet organisme économique qui présente beaucoup plus d'analogie avec une institution bancaire qu'avec un service administratif.

A la différence des caisses du premier et du second degré qui étaient et restent juridiquement des établissements de droit privé, la Caisse Nationale est une institution de droit public. Aucune relation, ni de fait, ni de droit, n'existe au départ entre l'établissement public qu'est la Caisse Nationale et les caisses locales et régionales, institutions de droit privé, fonctionnant suivant le mode coopératif.

La notion qui ressort de la construction du crédit telle qu'elle a été posée par la loi du 5 août 1920 est une hiérarchie très nettement déterminée entre les institutions des trois degrés.

Au sommet, la Caisse Nationale de Crédit Agricole est en effet, par la nature de ses opérations, par les moyens d'action qu'elle met en œuvre, la grande banque centralisatrice de l'Agriculture.

Elle répartit entre les caisses régionales et les Sociétés coopératives, les diverses catégories d'avances nécessaires pour la réalisation des prêts, mais elle coordonne également l'action des Caisses de Crédit Agricole qui, recevant les fonds provenant de l'épargne rurale, doivent pouvoir les employer utilement et avec toute garantie de sécurité, afin de faciliter le fonctionnement du crédit mutuel agricole ; elle exerce, à cet effet, sur les caisses locales et régionales un contrôle sur pièces et sur place.

La Caisse Nationale joue enfin un rôle de caisse de

compensation : elle peut recevoir les fonds en excédent dans certaines caisses régionales et les mettre à la disposition de celles qui en ont besoin, assurant ainsi une circulation plus active et plus harmonieuse des capitaux.

Elle peut aussi effectuer des opérations d'escompte avec les établissements de crédit en leur adressant les effets qui lui ont été transmis après endossement par les Caisses régionales de Crédit Agricole.

La loi du 5 août 1920 indique d'ailleurs qu'afin de réaliser ces différentes opérations, la Caisse Nationale de Crédit Agricole pourrait employer les méthodes bancaires, les comptes courants, les chèques et les virements, en utilisant notamment les services de la Banque de France.

C'était un très grand progrès qui portait un remède efficace à la lenteur résultant antérieurement de l'application des règles de la comptabilité publique.

La Caisse Nationale de Crédit Agricole étant un établissement public, son organisation et son fonctionnement sont exclusivement réglés par les lois et règlements et en aucun cas par la volonté des particuliers.

Sa gestion est confiée à un Conseil d'administration élu par une commission plénière choisie parmi ses membres et à un Directeur Général qui remplit les fonctions d'Administrateur et d'Ordonnateur. Cette gestion est contrôlée par une Commission Plénière qui a remplacé l'ancienne Commission de Répartition. Elle est composée pour 1/5 de parlementaires, pour 2/5 de hauts fonctionnaires désignés par les Ministres des Finances et de l'Agriculture, pour 2/5 de délégués élus par les caisses régionales. Cette commission élit les sept membres du Conseil d'administration, dont deux au moins doivent représenter les caisses régionales. Ces

deux délégués doivent maintenir entre l'Administration de la Caisse Nationale et celle des organismes qui sont à sa base, une collaboration indispensable.

Le Législateur, de même que le Gouvernement et le Conseil d'Etat qui a approuvé les décrets des 9 février 1921 et 4 avril 1939, relatifs à l'application de la loi du 5 août 1920, ont ainsi considéré comme indispensable de permettre à la Caisse Nationale de Crédit Agricole d'exercer son activité avec une liberté suffisante, mais ils n'ont pas voulu que cet établissement pût échapper au contrôle de l'Etat.

La Caisse Nationale est en effet elle-même contrôlée par l'Inspection générale des Finances, l'Inspection générale des Associations agricoles et des Institutions de Crédit au Ministère de l'Agriculture, et ce contrôle a été encore étendu en 1935, puisqu'il est exercé en outre par un Contrôleur financier, auquel est confié notamment l'exercice du contrôle des dépenses engagées. L'Agent-Comptable de la Caisse Nationale est justiciable de la Cour des Comptes.

Le budget de la Caisse Nationale de Crédit Agricole doit être approuvé par arrêté interministériel contre-signé par les Ministres de l'Agriculture et des Finances et il est publié comme le budget de tous les établissements publics de l'Etat, en annexe au Budget général.

Le statut de l'établissement central du Crédit Agricole a donc été établi de manière que son fonctionnement donne toutes les garanties de contrôle que l'on peut exiger pour la bonne gestion de cet organisme, tout en tenant compte de la nécessité pour cet établissement de posséder l'autonomie financière et administrative lui permettant de s'adapter à la tâche à la fois administrative et bancaire qui lui a été confiée.

Cette autonomie de la Caisse Nationale a d'ailleurs

été à nouveau confirmée par la Commission des Offices instituée par l'article 78 de la loi du 28 février 1933, après l'examen approfondi auquel cette commission a procédé, notamment en ce qui concerne les résultats obtenus par la Caisse Nationale pendant les quinze premières années de son fonctionnement. Cette Commission des Offices a, en tête des conclusions adoptées par elle, indiqué, en janvier 1935 : « qu'elle considérerait « comme indispensable le maintien de l'autonomie de « la Caisse Nationale de Crédit Agricole ».

Les organismes du Crédit Agricole étant ainsi décrits, voyons maintenant comment ils fonctionnent.

SECTION II

Les opérations de Crédit Agricole

Avant la loi du 5 août 1920, le Crédit Agricole ne pouvait accorder que des prêts à court terme et des prêts à long terme collectifs ou individuels.

La loi du 5 août 1920 a prévu l'institution de prêts à moyen terme, classant ainsi en trois catégories distinctes les prêts qui peuvent être consentis par les organismes de Crédit Agricole.

§ 1. — CRÉDIT A COURT TERME

Les prêts à court terme sont, d'après la loi du 5 août 1920, « des prêts d'argent dont la durée ne doit « pas excéder celle de l'opération en vue de laquelle ils « sont consentis ».

Ils ont pour but de fournir à l'agriculteur un fonds de roulement qui soit en rapport avec son chiffre d'affaires. L'article 7 de la loi du 5 août 1920 indique

que ces prêts revêtiront la forme d'un billet souscrit par l'emprunteur et escompté par une caisse locale de Crédit Agricole, qui, à son tour, pourra le faire réescompter par un organisme plus important, notamment par la caisse régionale.

Lorsque les dépôts des caisses régionales ne sont pas suffisants pour faire face aux demandes de réescompte, la Caisse Nationale pourra leur accorder des avances à court terme pour fonds de roulement et pour le réescompte des billets remis par les caisses locales.

Le taux de ces prêts à court terme doit en principe être fixé, moins en considération de la situation de l'emprunteur qu'en fonction des variations du loyer de l'argent. La loi du 5 août 1920 prévoyait que ce taux ne devait pas d'une part être inférieur à l'intérêt versé aux parts sociales par la Caisse de Crédit agricole qui effectue le prêt, et d'autre part, ne pas être supérieur de plus de 1 % au taux des avances sur titres de la Banque de France. Un décret-loi du 31 août 1937 a supprimé ce mode de fixation et a spécifié que les taux d'intérêts des prêts à court et à moyen terme seraient fixés par des arrêtés pris par les Ministres des Finances et de l'Agriculture après avis du Conseil d'administration de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

En ce qui concerne les prêts consentis aux coopératives agricoles, des réductions d'intérêts peuvent leur être accordées.

Ces prêts à court terme s'appliquant exclusivement aux dépenses annuelles d'exploitation doivent, en principe, être remboursés à la fin de la période nécessaire à la reproduction du capital investi.

Ils peuvent être garantis par un warrant, une caution ou une avance sur titres et dans certaines régions par le département.

Le système du warrant agricole présente certains risques lorsqu'il n'y a pas dessaisissement du gage, mais il offre toute garantie de sécurité dans le cas de warrantage coopératif ; celui-ci s'est d'ailleurs considérablement développé depuis 1931, à la suite de la création des coopératives de stockage nécessitées par le financement des récoltes de blé.

§ 2. — CRÉDIT A MOYEN TERME

Cette forme de crédit, imaginée après la guerre de 1914-1918 et instituée par la loi du 5 août 1920, est intermédiaire entre le crédit à court terme et le crédit à long terme qui seuls existaient auparavant.

Ce crédit a pour but, ainsi que le précise la loi de 1920, « l'aménagement ou la reconstitution » des propriétés rurales.

Il procure ainsi aux cultivateurs les fonds nécessaires à l'exploitation de leurs domaines et de leurs propriétés en leur permettant d'engager des dépenses qui comportent un délai assez long d'amortissement, telles que la réalisation d'améliorations foncières, la réparation et l'extension de bâtiments agricoles, l'achat de bétail ou d'un matériel plus perfectionné.

La nécessité de cet organisme de prêt à moyen terme était devenue particulièrement vive après la guerre de 1914-1918, pendant laquelle une grande partie de notre sol avait été cruellement dévastée par les armées ennemies.

A côté de ce but économique, ces prêts répondaient également à un but social : ils procuraient à des travailleurs agricoles un capital d'exploitation leur permettant de devenir fermiers ou même d'exploiter une petite propriété.

L'influence exercée en ce domaine par les institutions de crédit agricole paraît bien être une des causes qui a évité à la France la nécessité d'une réforme agraire que bien d'autres pays ont dû accomplir.

Le taux des prêts à moyen terme est en principe fixé comme celui des prêts à court terme.

Cependant certaines catégories d'emprunteurs qui ont été jugés particulièrement dignes d'intérêt bénéficient de taux spéciaux et moins élevés.

Ce sont, notamment, les enfants ou employés d'agriculteurs ayant exercé pendant au moins cinq ans la profession agricole, ainsi que les petits propriétaires ou cultivateurs victimes des calamités agricoles, quand ils n'ont pu être dédommagés par des secours suffisants de l'Etat.

La loi du 12 juillet 1937 tendant à permettre l'octroi de délais aux débiteurs de bonne foi et à favoriser le règlement des dettes agricoles, a autorisé l'octroi de prêts spéciaux à moyen terme aux producteurs agricoles, petits exploitants ayant contracté des dettes agricoles autres que pour les salaires et fournitures d'aliments, qu'ils justifient être dans l'impossibilité de rembourser...

Le montant de ces prêts ne peut dépasser 50.000 francs et leur durée dix ans. Leur taux d'intérêt est fixé à 5 %.

Les associations agricoles bénéficient également de taux spéciaux exceptionnellement réduits. Toutefois, afin de préciser le caractère exceptionnel de cette mesure, le décret du 31 août 1937 n'en laisse pas la libre application aux Caisses Régionales, mais il prévoit que les conditions dans lesquelles cette réduction d'intérêts pourra intervenir seront fixées par le Conseil d'administration de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

En 1932 a été créée une nouvelle catégorie de prêts attribués aux ouvriers agricoles s'établissant à leur compte et aux agriculteurs victimes des calamités agricoles. Le taux de ces prêts a été fixé à 3 %. La même année, la loi du 28 décembre autorisait les caisses de crédit agricole à prêter aux communes pour permettre à celles-ci d'attendre le versement des subventions accordées en vue d'exécuter des travaux d'utilité générale agricoles. Cette loi ne connut d'ailleurs qu'une application très limitée.

En 1932 a été créée une nouvelle catégorie de prêts à moyen terme spéciaux en faveur des sociétés d'assurances et de réassurances agricoles mutuelles contre la grêle. Ces prêts bénéficiaient d'une durée de quinze ans, plus longue à cette époque que celle des prêts à moyen terme ordinaires, mais n'étaient pas accordés dans des conditions aussi avantageuses que les prêts à long terme consentis aux autres collectivités agricoles. Pour en assurer le remboursement régulier, les Sociétés d'assurances mutuelles ont dû constituer un fonds de garantie.

Le délai de remboursement des prêts à moyen terme qui était primitivement fixé à dix ans a été porté à quinze ans par le décret-loi du 28 septembre 1935.

Pour leur réalisation les caisses locales font signer à l'emprunteur un engagement spécial qui détermine les conditions du prêt, les conditions de remboursement, ainsi que les garanties fournies ; une hypothèque, une caution, un warrant ou un dépôt de titres peuvent constituer les garanties exigées.

§ 3. — CRÉDIT A LONG TERME

Ici s'affirme le caractère social au moins autant qu'économique de ce crédit. Crédit d'investissement, il

a pour but de pourvoir aux dépenses de premier établissement ; il est destiné à permettre l'augmentation du nombre des agriculteurs propriétaires et par cela même à accroître la stabilité de la classe moyenne paysanne. Jouissant de conditions particulièrement favorables, il facilite l'accession à la propriété de catégories sociales qui ont paru intéressantes aux Pouvoirs Publics et permet ainsi de combattre l'exode rural vers les villes. Aussi ce crédit n'est-il point rémunérateur pour le prêteur ; on se trouve ici à la limite du crédit proprement dit et de la subvention pure et simple à fonds perdus.

On distingue les prêts à long terme individuels et les prêts à long terme collectifs, les uns et les autres ne sont passibles que d'un intérêt toujours inférieur de 1 1/2 % au moins au taux d'escompte de la Banque de France, avec un maximum de 3 %.

Se fondant toujours sur des considérations sociales, la loi établit entre les emprunteurs certaines distinctions.

Les caisses de crédit agricole ont été autorisées à consentir des avances à long terme individuelles aux officiers bénéficiaires du pécule et acquéreurs d'une propriété rurale (loi du 10 novembre 1926), aux militaires qui utilisent à la même fin leur prime d'engagement et de rengagement (loi du 31 mars 1928), aux propriétaires ruraux pour l'amélioration des bâtiments destinés au logement des travailleurs agricoles (loi du 31 juillet 1929), aux petits artisans ruraux (loi du 17 mars 1931) et aux agriculteurs isolés ou groupés pour l'amélioration du logement rural (décret-loi du 24 mai 1938).

Les Pupilles de la Nation, les chefs de famille nombreuses, les anciens élèves diplômés des Ecoles d'agriculture de l'Etat bénéficient de réductions qui peuvent

ramener jusqu'à 2,50 % le taux d'intérêt de leurs emprunts à long terme.

Aux victimes civiles ou militaires de la guerre, aux pensionnés militaires encore plus favorisés, la loi accorde une réduction d'intérêt de 1 % sur le taux normal de 3 %. Si ces emprunteurs sont chefs de famille, l'Etat leur consent sur chaque annuité d'amortissement une bonification annuelle de 0,50 % « par enfant légitime, vivant, âgé de moins de 16 ans » qu'ils possèdent au moment de l'échéance. Un récent décret-loi a même posé le principe de l'extension de cette législation à tous les anciens combattants. Les conditions dans lesquelles les Caisses de crédit agricole et l'Office National des Mutilés et Combattants collaboreront à cet effet seront déterminées par un décret simple.

A ces avantages consentis dans un but social correspondent en contre-partie un certain nombre d'obligations à la charge des bénéficiaires de ces prêts. C'est ainsi que l'agriculteur qui contracte un prêt individuel à long terme doit s'engager à cultiver lui-même sa propriété. Il doit avoir remboursé la totalité de ce prêt avant l'âge de 70 ans; cet âge limite était primitivement fixé à 65 ans et a été porté à 70 ans par le décret-loi du 28 septembre 1935.

Dans cette limite la durée des prêts à long terme peut atteindre trente ans au maximum. Leur montant, fixé d'abord à 60.000 francs, a été élevé à 100.000 francs par le décret-loi du 24 mai 1938. C'est en effet à cette somme qu'est estimée la valeur d'une propriété susceptible d'assurer la subsistance d'une famille.

Ces prêts à long terme doivent être assortis de garanties spéciales. Les prêts individuels sont garantis généralement par une hypothèque ou un contrat d'assu-

rances en cas de décès ; mais en fait ces garanties ne vont pas sans soulever parfois de sérieuses difficultés ; la sûreté d'une hypothèque dépend essentiellement de la façon dont l'évaluation a été faite ; de plus la valeur de cette garantie peut être affectée par la baisse qui atteint les terres et les immeubles ruraux ; enfin la valeur des immeubles ne se maintient qu'autant que leur affectation n'est pas modifiée.

Quant à la mise en jeu de ces garanties, elle peut se heurter à des obstacles considérables, surtout lorsque l'exercice des poursuites est contre-indiqué par certaines considérations d'ordre social. Toutefois le décret-loi du 31 août 1937 a assoupli les formalités hypothécaires en étendant aux caisses de crédit agricole « les « dispositions du décret du 28 février 1832, modifiées « par la loi du 10 juin 1852, modifiée par la loi du « 10 juin 1853 sur les sociétés de crédit foncier, relatives à la purge des hypothèques légales, à l'expropriation et à la vente en cas de non-paiement des « annuités ou pour toute autre cause, et à la dispense « du renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires pendant toute la durée des prêts ».

En ce qui concerne les prêts à long terme collectifs, ils sont accordés aux sociétés coopératives agricoles dont le but est de faciliter la production, la transformation, la conservation et la vente des produits agricoles provenant des exploitations de leurs adhérents : caves et distilleries coopératives, coopératives de battage, laiteries et fromageries coopératives, syndicats agricoles, etc... C'est essentiellement par le crédit que ces groupements divers ont pu se constituer ; ils étaient destinés à réaliser la transformation des bases techniques de l'agriculture française et à ce titre encouragés par les Pouvoirs Publics ; il faut reconnaître qu'ils

rendent à tous les agriculteurs des services considérables.

Les prêts aux coopératives sont garantis par l'engagement solidaire de tous les sociétaires, engagement souvent complété par celui du Conseil d'administration.

Pour bénéficier de ces prêts collectifs qui doivent leur permettre de s'équiper, les groupements agricoles doivent également remplir un certain nombre d'autres conditions : lorsque les prêts sont destinés à l'acquisition de bâtiments et d'immeubles, ceux-ci sont grevés d'une hypothèque au profit de l'Etat. Enfin les statuts doivent contenir un certain nombre de règles que ces groupements doivent observer pour voir reconnaître leur caractère coopératif : l'ensemble de ces conditions énumérées aux articles 22 et 23 de la loi du 5 août 1920, 19 et 20 du décret du 9 février 1921, a, pendant longtemps, constitué le statut juridique des coopératives, ce statut n'étant applicable qu'aux sociétés bénéficiaires d'avances. Le décret du 8 août 1935, complété par celui du 31 août 1937, est venu modifier cet état de choses et a confié au Conseil supérieur de la coopération agricole le soin de présenter à l'agrément du Ministre de l'Agriculture les dossiers des coopératives. Un décret du 13 août 1936 précise en outre quelles conditions les sociétés constituées sans capital doivent remplir pour avoir le titre de coopératives.

Le bénéfice des avances à long terme collectives a été étendu aux collectivités d'électrification rurales telles que les communes, les syndicats de commune, et sociétés d'intérêt collectif d'électrification, par une loi du 2 août 1923, aux communes et syndicats de commune pour travaux d'irrigation, d'assainissement et d'équipement rural des terres par la loi du 27 décembre 1927 et le décret-loi du 17 juin 1938, aux Chambres d'agri-

culture, aux syndicats agricoles et d'une façon générale « aux associations agricoles reconnues par la loi et « dépendant du Ministère de l'Agriculture, dont l'objet « est de favoriser la production agricole, ainsi qu'à « leurs unions et fédérations » par la loi du 16 avril 1930. Ces mêmes organismes ont été également admis à bénéficier des dispositions du décret-loi du 24 mai 1938, relatives à l'amélioration du logement rural.

Comme pour les prêts à long terme individuels, les prêts à long terme collectifs peuvent être consentis pour une durée maxima de trente ans ; cette durée était de vingt-cinq ans et a été portée à trente ans par la loi du 24 mars 1936 ; une exception cependant est faite en faveur des prêts qui ont pour objet de permettre aux coopératives d'effectuer des travaux de reboisement ; dans ce cas, la durée du prêt peut exceptionnellement atteindre cinquante ans.

Un décret-loi du 24 mai 1938 a ouvert une branche d'activité toute nouvelle aux caisses de crédit agricole. Ce texte qui tend à assurer la constitution du « domaine-retraite » en faveur des travailleurs de tous ordres a confié à la Caisse Nationale de Crédit Agricole la gestion et la capitalisation des sommes versées par les titulaires des livrets. Cette mesure s'explique par le caractère social de ces opérations, bien que les Caisses de Crédit agricole n'aient pas ici à prêter de fonds, au titre du décret-loi du 24 mai 1938.

La délimitation établie par la loi entre les trois catégories de prêts, délimitation nette à l'origine, a beaucoup perdu de sa rigueur à mesure que les circonstances imposaient une adaptation des délais aux facultés de remboursement des agriculteurs. La transformation du crédit à court terme en crédit à moyen terme autorisée dans certains cas par la loi du 20 octobre 1936,

la prorogation des délais maxima du long et du moyen terme ont pu créer une équivoque dans l'esprit des usagers du crédit. Il importe qu'ils soient bien convaincus que ces dérogations aux principes ont été imposées par la crise et doivent de ce fait être considérées comme anormales : la durée maxima de quinze années consentie comme délai de remboursement des prêts à moyen terme doit notamment être considérée comme tout-à-fait exceptionnelle.

Le maintien d'un crédit agricole sain exige un prompt retour à des règles précises de fixation des termes, et le respect scrupuleux de ces règles par les débiteurs.

L'énumération des diverses lois à tendance sociale qui ont favorisé l'attribution de prêts par les caisses de crédit agricoles, tant à des individus qu'à des collectivités, montre clairement la tâche de reconstruction et de transformation des bases techniques de l'agriculture, ainsi que la lutte contre l'exode rural vers les villes, qu'avaient entrepris les Pouvoirs Publics et qu'ils continuent d'accomplir.

SECTION III

Ressources affectées au Crédit Agricole

Les ressources normales auxquelles l'on songe tout d'abord quand il s'agit d'une institution de crédit mutuel sont celles qui sont fournies par les membres eux-mêmes ; c'est le principe même de la mutualité. Il était donc naturel de recourir tout d'abord aux ressources des agriculteurs et de leurs groupements coopératifs. En ce qui concerne le crédit agricole, il faut bien reconnaître que ces ressources se sont révélées dès les débuts.

de l'institution très nettement insuffisantes ; cette insuffisance a été attribuée en grande partie au caractère individualiste du paysan français ; ce dernier se montrait méfiant à l'égard d'institutions qui lui paraissaient s'apparenter aux banques, comme il était méfiant à l'égard des banques elles-mêmes. Jusqu'à la guerre de 1914-1918 la grande majorité des paysans français préférait thésauriser ses capitaux dans le traditionnel bas de laine plutôt que de les confier à un établissement, quelles que soient les garanties qu'il présente.

De plus le cycle des récoltes étant le même pour tous les agriculteurs, les mêmes demandes aux mêmes époques de dépôts ou de retraits de fonds concouraient à créer pour les institutions de crédit des périodes de gêne et parfois même d'insuffisance. Des concours financiers extérieurs se sont très vite révélés nécessaires et l'Etat a compris que s'il voulait donner au crédit agricole en France le développement qu'il souhaitait, il était indispensable qu'il lui apporte un concours financier très important.

Les promoteurs du crédit agricole considéraient d'ailleurs que ce soutien de l'Etat, qui s'avérerait nécessaire, serait seulement provisoire et avait pour but un rôle éducatif ; le paysan français, pensait-il, ayant éprouvé au bout de quelques années les bienfaits de cette institution, n'hésiterait plus à s'adresser à elle, non seulement comme emprunteur, mais aussi pour lui remettre ses capitaux disponibles.

Cet espoir ne semble pas toujours s'être pleinement réalisé ; les cultivateurs se sont accoutumés aux organismes de crédit agricole et n'éprouvent pas à leur égard la même méfiance ; ils usent volontiers des avantages que cette institution leur procure et même ils lui confient assez souvent des capitaux, l'Etat ayant joué le

rôle éducatif qu'il s'était assigné. Mais il n'a point borné là son activité.

Au progrès des idées sociales et de réforme agraire que mettent singulièrement en lumière les nombreuses lois et les décrets que nous avons examinés plus haut a correspondu un appel de crédit considérable que seul l'Etat a pu assumer.

D'autre part, depuis la guerre de 1914-1918, l'agriculteur français a connu des crises très graves qui, en même temps qu'elles tarissaient la source des capitaux ruraux, créaient un besoin de crédit presque généralisé.

Naturellement, à ce concours financier de l'Etat correspondait son indispensable corollaire, à savoir : un contrôle de plus en plus strict au point que le crédit agricole, mutuel lors de sa création paraît avoir suivi une évolution qui l'a de plus en plus entraîné vers l'étatisme.

Examinons successivement les principales ressources du crédit agricole. Elles sont de deux sortes : les ressources d'origine privée et les ressources publiques.

§ 1. — RESSOURCES PRIVÉES

Les ressources privées des caisses de crédit agricole se divisent en deux catégories. Ce sont :

a) Leur capital et leurs réserves.

Le capital est généralement constitué par des parts nominatives qui ne sont transmissibles que par voie de cession, avec l'agrément de la caisse. Ces parts ne reçoivent aucun dividende, mais seulement un intérêt limité.

En ce qui concerne les caisses régionales recevant des avances de l'Etat, le capital social versé au 31 décem-

bre 1937 atteignait 218.900.000 francs. Quant aux réserves, elles étaient à la même époque de plus de 290.900.000 francs. Les caisses locales affiliées aux précédentes avaient, en 1934, 137 millions de capitaux et 60 millions de réserves, qui étaient presque intégralement investis dans les caisses régionales.

Certaines caisses sont d'ailleurs constituées sans capital social : elles doivent alors mentionner expressément dans leurs statuts que tous les sociétaires sont tenus conjointement et solidairement entre eux et sur tous leurs biens, de tous les engagements contractés par la Société. C'est le cas de toutes les caisses libres constituées selon le type des caisses allemandes « **RAIFFEISEN** » dites « caisses **DURAND** » ou « caisses rurales » et affiliées à l'Union des Caisses rurales, dont le siège est à Nantes. Cette responsabilité illimitée des sociétaires qui théoriquement paraît très lourde, est en fait très dispersée et très rarement mise en jeu bien que la solidarité subsiste pendant les cinq années qui suivent la perte de la qualité de membre. En fait, la caisse **DURAND** tient le rôle de simple intermédiaire entre les prêteurs dont elle reçoit les fonds et les emprunteurs qui sont ses membres.

Dans les « caisses mutuelles agricoles de dépôts et de prêts » des départements recouvrés, soumises à la loi locale du 1^{er} mai 1889, les sociétaires doivent acquérir une part sociale et faire sur cette part les versements réglementaires : ils doivent en outre répondre des engagements de l'association tant vis-à-vis de cette dernière que vis-à-vis de ses créanciers avec toute leur fortune. C'est le principe de la responsabilité illimitée.

Au 31 décembre 1934, l'avoir social des sociétaires des 769 caisses mutuelles s'élevait à 1.296.648 francs auquel s'ajoutaient d'ailleurs d'abondantes réserves,

pour les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.

b) Les dépôts.

Au fur et à mesure que la paysannerie française s'habituaît aux institutions de crédit agricole, les caisses de crédit ont vu venir à elles une grande partie de l'épargne paysanne soucieuse de rester sur place et d'échapper aux placements hasardeux. Leur gestion par des Administrateurs qui sont eux-mêmes agriculteurs, qui sont connus dans leur région et qui inspirent confiance aux déposants expliquent la remarquable stabilité des dépôts dans les caisses de crédit agricole, stabilité qui contraste avec les fluctuations des dépôts dans les Caisses d'Epargne.

Les dépôts de fonds reçus par les caisses régionales avaient, en 1935, été inférieurs à ceux de l'année précédente, mais ont marqué en 1936 une progression assez importante qui s'est accentuée en 1937, comme le fait ressortir le tableau suivant :

Année 1921.....	151.000.000	francs
» 1922.....	135.000.000	»
» 1923.....	186.000.000	»
» 1924.....	241.000.000	»
» 1925.....	384.000.000	»
» 1926.....	593.000.000	»
» 1927.....	912.000.000	»
» 1928.....	1.345.000.000	»
» 1929.....	1.707.500.000	»
» 1930.....	1.828.300.000	»
» 1931.....	2.562.300.000	»
» 1932.....	2.577.400.000	»
» 1933.....	2.854.500.000	»
» 1934.....	3.304.700.000	»
» 1935.....	3.288.100.000	»
» 1936.....	4.805.700.000	»
» 1937.....	9.603.600.000	»

Pendant la même période le chiffre des retraits s'établissait ainsi :

Année	1921.....	118.000.000	francs
»	1922.....	121.000.000	»
»	1923.....	176.000.000	»
»	1924.....	215.000.000	»
»	1925.....	312.000.000	»
»	1926.....	479.000.000	»
»	1927.....	741.000.000	»
»	1928.....	1.151.000.000	»
»	1929.....	1.545.500.000	»
»	1930.....	1.624.400.000	»
»	1931.....	2.316.500.000	»
»	1932.....	2.565.000.000	»
»	1933.....	2.870.800.000	»
»	1934.....	3.404.500.000	»
»	1935.....	3.365.500.000	»
»	1936.....	4.708.700.000	»
»	1937.....	9.467.800.000	»

L'accroissement très sensible des dépôts et des retraits de fonds dans les caisses régionales de crédit agricole mutuel en 1937, par rapport aux années précédentes, vient du fait qu'un grand nombre d'entre elles effectue, par l'intermédiaire des comptes de dépôts de fonds de leurs sociétaires, leurs opérations d'escompte, et notamment celles ayant droit au financement des récoltes.

C'est pour cette raison que les dépôts comme les retraits de 1937 sont respectivement supérieurs d'environ 5 milliards aux opérations correspondantes de 1936, le financement de la récolte de blé étant effectué par des opérations des caisses de crédit agricole, en application de la loi du 12 août 1936, sur l'Office du Blé.

Il n'en demeure pas moins que les dépôts de fonds confiés par leurs sociétaires aux caisses régionales de crédit agricole mutuel sont en progression. Leur solde

qui était de 1.161.100.000 francs au 31 décembre 1936 passe en effet, au 31 décembre 1937, à 1.296.900.000 frs.

Il avait atteint, au cours des années précédentes, les sommes suivantes :

Au 31 décembre	1931.....	1.245.220.974	francs
» » »	1932.....	1.257.645.255	»
» » »	1933.....	1.241.295.141	»
» » »	1934.....	1.141.491.020	»
» » »	1935.....	1.064.147.089	»
» » »	1936.....	1.161.165.276	»

Le solde des dépôts de fonds à la Caisse Nationale de crédit agricole atteignait, au 31 décembre 1937, 330.606.494 francs contre 393.402.818 francs au 31 décembre 1936. Ces dépôts sont constitués pour la majeure partie par les dépôts des caisses régionales et aussi par les dépôts des particuliers ou de certains organismes autres que des caisses de crédit agricole : en particulier les dépôts des caisses d'assurances sociales qui depuis le décret-loi du 15 mai 1934 ne sont plus autorisées à effectuer des dépôts dans d'autres caisses de crédit agricole que la Caisse Nationale : le solde de ces dépôts s'élève actuellement à 2.286.524 francs pour trente et une caisses dont huit seulement ont déposé des sommes supérieures à 100.000 francs. Au cours des années précédentes le solde des dépôts de fonds à la Caisse Nationale avait atteint les sommes suivantes :

Au 31 décembre	1932.....	436.170.048	francs
» » »	1933.....	402.360.135	»
» » »	1934.....	308.788.929	»
» » »	1935.....	339.869.564	»
» » »	1936.....	393.402.818	»

Ces chiffres nous montrent que l'épargne rurale s'est très largement placée dans les diverses caisses de crédit agricole. On peut d'ailleurs remarquer que si aux années

de crise agricole a correspondu, ce qui est normal, des placements moins élevés, on constate depuis deux années une recrudescence correspondant à une reprise économique.

§ 2. — RESSOURCES PUBLIQUES

Dès ses débuts, comme nous l'avons indiqué, le Crédit Agricole a toujours joui auprès des Pouvoirs Publics d'une situation privilégiée. Avant même que l'Etat ne fût amené à lui accorder des subventions, il lui témoignait déjà ses faveurs.

C'est ainsi que les caisses de crédit agricole ont toujours bénéficié d'une très appréciable exonération fiscale. Ces caisses sont en effet exonérées de la patente et de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Les parts d'intérêt, emprunts ou obligations des sociétés de crédit mutuel sont dispensés de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières et de l'impôt sur le revenu des créances des dépôts et cautionnements : sont également exonérés de l'impôt sur le revenu, les intérêts et arrérages et tous autres produits des comptes courants qui leur sont ouverts dans les établissements de crédit, à l'exception des dépôts effectués par des non-adhérents aux dites caisses. Enfin, pendant toute la durée des prêts, les caisses de crédit agricole sont dispensées, en ce qui concerne leurs garanties hypothécaires, du renouvellement décennal des inscriptions hypothécaires.

En dehors de ces allègements dont le montant total, s'il était chiffré, atteindrait sans doute un chiffre important, le concours financier de l'Etat s'est tout d'abord manifesté sous la forme de l'affectation au crédit agricole de certaines ressources qui constituent sa « dota-

tion », puis sous la forme d'avances de plus en plus considérables, enfin de bonification d'intérêts.

a) Dotation du Crédit Agricole

C'est la loi du 31 mars 1899 qui a décidé qu'une avance remboursable par la Banque de France, de 40 millions, serait affectée au Crédit Agricole ; en plus, une partie du produit des redevances annuelles que la Banque de France verse au Trésor, en application des lois portant renouvellement de son privilège, est également attribuée au Crédit Agricole.

Ces sommes représentent théoriquement des avances faites par l'Etat, mais en fait, aucun délai de remboursement n'a été prévu.

Le montant de ces redevances qui, exception faite de l'avance de 40 millions, variait entre 2 et 5 millions pendant les premières années de subvention, a atteint son maximum en 1930 avec un montant de 134.781.250 frs. Les derniers exercices ont d'ailleurs donné les chiffres suivants :

1928.....	77.400.000 fr.
1929.....	127.200.000 fr.
1930.....	134.800.000 fr.
1931.....	116.911.458 fr. 34
1932.....	69.709.238 fr. 71
1933.....	36.992.201 fr. 12
1934.....	37.982.168 fr. 33
1935.....	66.078.425 fr. 19
1936.....	98.997.592 fr. 47
1937.....	61.129.631 fr. 29

Le chiffre total au 31 décembre 1937 représente 1.640.554.218 fr. 79, dont 40 millions correspondant à l'avance permanente de la Banque de France remboursable à l'expiration du privilège et 18 millions attribués

à la dotation du Crédit Agricole, pour prêts individuels à long terme, par la loi de finances du 30 juin 1923.

Les redevances de la Banque de France, enregistrées sur le compte de service spécial dotation du crédit agricole en 1927, s'élèvent à 61.116.930 francs, alors que celles portées en recettes à ce même compte en 1936 se montaient à 102.553.950 francs. La différence en moins pour 1937 est ainsi de 41.443.080 francs.

Elle provient, pour une part, des conditions différentes de l'escompte de la Banque de France en 1936 et en 1937.

Elle trouve par ailleurs, à concurrence de 18.936.268 francs, son origine dans une retenue de ce montant opérée par le Trésor en raison des versements d'égale somme indûment compris dans les redevances de 1935 et de 1936. En fait, compte tenu de ces versements effectués en trop au cours des deux années précédentes, les redevances encaissées en 1938 au titre du deuxième semestre de 1937 atteignent presque 50 millions.

On peut dire pour une certaine mesure, du moins en ce qui concerne la part des redevances de la Banque de France, que la dotation du crédit agricole constitue une transition entre les ressources privées et les ressources publiques, entre la coopération et le concours financier de l'Etat.

On retrouve ici la préoccupation des promoteurs du crédit agricole de conserver à cette institution un caractère mutualiste. Assimilée à la restitution d'un bénéfice prélevé sur la collectivité, la dotation prenait de la sorte un caractère plus voisin des idées de mutualité que si elle avait été inscrite au budget de l'Etat.

b) Avances de l'Etat

Le développement croissant des caisses de crédit agricole, développement en partie provoqué par les lois à caractère social qui ont attribué à ces caisses un rôle de plus en plus important a fait apparaître, il y a environ dix ans, le besoin de ressources supplémentaires provenant d'avances du Trésor.

En 1923, des avances étaient déjà attribuées pour permettre l'application de la loi sur la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes, les lois du 30 mars 1931, 20 juillet 1923 et 15 juillet 1928 y ont ajouté des avances importantes destinées à faciliter les opérations de crédit à moyen terme et les lois des 4 août 1939 et 2 juillet 1932, des avances destinées au crédit à long terme.

Pour le moyen terme, les crédits d'engagement, c'est-à-dire les crédits ouverts par les lois susvisées, ont atteint 1.500 millions sur lesquels les crédits de paiement, c'est-à-dire les sommes mises à la disposition de la Caisse Nationale par les lois de finances successives ont atteint 1.288 millions au 31 décembre 1936.

Pour le long terme, les crédits d'engagement étaient de 50 millions et les crédits de paiement de 442 millions.

Au total les disponibilités au 31 décembre 1936 étaient de 263.300.000 francs sur les crédits d'engagement et de 15.200.000 francs sur les crédits de paiement.

Ces avances étaient amortissables en dix ans pour le moyen terme et en vingt-cinq ans pour le long terme. Au 31 décembre 1936, sur 1.730.500.000 francs d'avances accordées, les avances en cours, par suite des remboursements effectués, atteignaient 895.400.000 francs. Alors que jusqu'en 1933, les remboursements effectués annuellement étaient de beaucoup inférieurs aux avances dé-

caissées effectivement, chaque année à partir de 1933, le Trésor, du fait des remboursements, reçoit plus qu'il ne décaisse : 36.400.000 francs en 1933, 64.800.000 francs en 1934, 58.900.000 francs en 1935.

En ce qui concerne la loi sur la distribution de l'énergie électrique dans les campagnes, le crédit d'engagements était de 600 millions, le crédit de paiement de 524 millions et les avances nettes après déduction des remboursements étaient de 446.200.000 francs.

Des avances spéciales ont été en outre prévues par les lois des 18 avril et 5 juillet 1935. Elles étaient destinées au financement des récoltes, notamment des récoltes de blé et de vin. Le crédit d'engagement avait été fixé à 800 millions : au 31 décembre 1936, le solde en cours des effets escomptés au 31 décembre 1936 a atteint 838.800.000 francs en recettes et paiements effectués et 683.500.000 francs en droits constatés ; les avances effectuées ont été de 199 millions seulement, la plus grande partie des opérations ayant été effectuées sur les ressources générales de la Caisse Nationale et par le réescompte par la Banque de France.

c) Bonification d'intérêts

C'est au moyen de fonds empruntés à la Caisse des Dépôts et Consignations que l'Etat effectue les avances qu'il accorde au Crédit Agricole. Il prend donc à sa charge la différence entre l'intérêt qu'il sert à la Caisse des Dépôts et Consignations et l'intérêt moins élevé qui lui est versé par la Caisse Nationale de Crédit Agricole. L'intérêt versé par l'Etat dépend du taux moyen des placements de la Caisse des Dépôts et Consignations, déduction faite de 0,50 % pour les prêts à moyen terme;

l'intérêt versé à l'Etat représente la moitié du taux moyen de la rente française, comportant l'intérêt nominal le plus élevé, avec un maximum de 3% en ce qui concerne les prêts à moyen terme et de 2% pour les prêts à long terme ; en ce qui concerne l'électrification, le taux d'intérêt est fixé aux 45/100 du taux moyen de la rente française, sans pouvoir dépasser 2,80 %. Ces différents taux varient dans le même sens, mais non dans la même proportion suivant l'évolution du marché des capitaux.

Ci-dessous indications, en ce qui concerne l'électrification, des variations du taux d'intérêt :

ELECTRIFICATION

Court terme

	Intérêt payé par l'Etat	Intérêt payé à l'Etat	Différence à la charge de l'Etat
1928.....	7,60 %	2,80 %	4,80 %
1929.....	5,28 %	2,65 %	2,63 %
1930.....	4,56 %	2,60 %	1,96 %
1931.....	4,45 %	2,60 %	1,85 %
1932.....	4,57 %	2,60 %	1,97 %
1933.....	5,48 %	2,525 %	2,96 %
1934.....	5,60 %	2,25 %	3,35 %
1935.....	5 %	2,25 %	2,75 %
1936.....	5,50 %	2,225 %	3,275 %

Long terme

1928.....	7,60 %	2 %	5,60 %
1929.....	5,28 %	2 %	3,28 %
1930.....	4,56 %	2 %	2,56 %
1931.....	4,45 %	2 %	2,45 %
1932.....	4,57 %	2 %	2,57 %
1933.....	5,48 %	2 %	3,48 %
1934.....	5,60 %	2 %	3,60 %
1935.....	5 %	2 %	3 %
1936.....	5,50 %	2 %	3,50 %

Moyen terme

	Intérêt payé par l'Etat	Intérêt payé à l'Etat	Différence à la charge de l'Etat
1928.....	7,10 %	3 %	4,10 %
1929.....	4,78 %	2,95 %	1,83 %
1930.....	4,06 %	2,90 %	1,16 %
1931.....	3,95 %	2,90 %	1,05 %
1932.....	4,07 %	2,89 %	1,18 %
1933.....	4,98 %	2,80 %	2,18 %
1934.....	5,10 %	2,50 %	2,60 %
1935.....	4,50 %	2,50 %	2 %
1936.....	5,50 %	2,45 %	3,05 %

Le taux de chaque année est appliqué aux avances consenties durant cette année. Il en est résulté les différences suivantes à la charge de l'Etat :

En 1933	27.600.000 francs	
» 1934	33.200.000	»
» 1935	37.600.000	»
» 1936	28.200.000	»

Les bonifications accordées aux pensionnés et victimes de la guerre dont le montant a atteint, en 1933, 3 millions, en 1934 3 millions également et en 1935, 2 millions, doivent être ajoutées à la charge de l'Etat.

SECTION IV

Fonctionnement pratique du crédit agricole

L'organisation du crédit agricole et de ses ressources étant ainsi décrite, voyons comment l'adaptation s'est faite de ces ressources aux besoins du crédit.

On ne peut dire que l'agriculture ait, au cours des dernières années, manqué de capitaux ; si l'on envisage la masse globale des demandes de crédit et celle des capitaux mis à sa disposition, on voit qu'elle était largement suffisante pour satisfaire à toutes les demandes

fondées sur des besoins réels. C'est dans l'emploi des crédits seulement que des imperfections ont pu se révéler.

La répartition des ressources entre le crédit à court terme et le crédit à long terme a donné lieu, notamment, à certaines critiques d'ailleurs justifiées.

Nous avons vu que le crédit agricole dispose, en dehors du capital et des réserves des caisses, relativement faibles, d'une ressource à court terme : les dépôts, et d'une ressource à long terme, les avances de l'Etat.

Il apparaît donc comme logique et il serait d'ailleurs prudent que les dépôts soient exclusivement affectés aux prêts à court terme et que les avances de l'Etat soient réservées aux prêts à moyen et à long terme. Ces principes ont souvent été rappelés aux caisses régionales par la Caisse Nationale. Si l'on compare la somme des dépôts dans les caisses régionales au 31 décembre 1936, soit 1.161.100.000 francs, avec le solde des prêts à court terme à la même date, soit 1.756.250.000 frs, on constate que les ressources à court terme des caisses régionales auraient pu leur permettre de financer une part très importante des opérations à court terme. Or, dans la pratique, sur 1.756.250.000 francs de prêts à court terme en cours, 848 millions seulement avaient été financés par le réescompte et 62.500.000 francs par des avances de la Caisse Nationale sur sa dotation propre.

Diverses circonstances ont provoqué et expliquent dans une certaine mesure ces infractions à la règle tutélaire de l'affectation des ressources par catégories.

§ 1. — LA CRISE ECONOMIQUE

A partir de 1929 et comme conséquence à la mévente des récoltes qui a provoqué pour notre agricul-

ture une très sérieuse crise, et pour les emprunteurs agricoles des difficultés de trésorerie, les demandes de prêts se font plus nombreuses. En 1932, elles atteignent leur point culminant avec le chiffre impressionnant de 610 millions de francs contre 500 millions en 1929 et seulement 887 millions pour la période 1920-1929.

En ce qui concerne les prêts à long terme, on constate une augmentation des remboursements. En 1934, même, les remboursements excèdent les prêts nouveaux.

Les prêts à moyen terme ont subi la même évolution que les prêts à long terme.

Quant aux prêts à court terme, ils se sont révélés d'une très grande efficacité pendant la période de crise. Aussi voit-on leur montant croître constamment.

D'ailleurs les caisses de crédit agricole ont dû bien souvent renouveler ces prêts à court terme et même consentir des prêts à court terme destinés à permettre à leurs emprunteurs collectifs le remboursement des dettes antérieures à long terme. Par la suite, le législateur a sanctionné cet état de fait, et la loi du 24 mars 1936 a réduit le taux d'intérêt des prêts à court terme et porté respectivement à quinze et trente ans la durée des prêts à moyen et à long terme, limitée jusque-là à dix et vingt-cinq ans.

Enfin la loi du 26 août 1936 a admis exceptionnellement la transformation de prêts à court terme en prêts à moyen terme. La loi du 20 août 1936 dispose enfin que pendant le délai d'un an à compter de sa promulgation, les agriculteurs qui auront obtenu, en vertu d'une décision de justice, la suspension d'une mesure d'exécution ou une remise d'adjudication, pourront obtenir un prêt du crédit agricole destiné à rembourser la dette ayant fait l'objet de cette décision. Diverses exemptions

fiscales sont venues compléter et favoriser l'application de ces mesures de prorogation.

A partir de 1933, la progression très importante des prêts à court terme s'explique, en outre, par l'intervention directe de l'Etat sur le marché intérieur français. Des mesures de report ou de stockage sont ordonnées par les Pouvoirs Publics, mesures qui ont pour but d'éviter les méfaits de la surproduction et qui ont obligé les agriculteurs à demander du crédit et l'Etat à financer.

Ce sont successivement des crédits accordés aux producteurs de blé, puis aux producteurs de vin ; les mesures prises pour l'assainissement du marché de la viande et du marché du lait.

A mesure que se précise l'intervention de l'Etat, les besoins de crédit à court terme deviennent de plus en plus pressants. Les chiffres sont significatifs :

En 1929 ils sont de	65 millions
» 1933 » »	420 »
Et » 1935 » »	1.500 »

Cette progression paraît d'autant plus effrayante que l'écart entre le coût de production et le prix de vente du produit tend à devenir plus normal. Ce n'est pas seulement, ni même principalement, la crise qui porte cette responsabilité, mais aussi la politique d'intervention de l'Etat qui en empêchant la production de vendre librement et par là même de se normaliser, l'oblige à demander des avances sur sa récolte.

Ainsi depuis la création de l'Office Interprofessionnel du Blé, les coopératives doivent acheter les 8/10 de la production et ainsi rembourser 3 à 4 milliards qu'elles sont loin de posséder.

Le crédit à court terme est donc devenu le corollaire et le complément indispensable d'une politique d'intervention de l'Etat.

D'autre part, les Chambres d'Agriculture demandant la transformation d'un crédit consenti à court terme en crédit à long terme, la loi du 24 mars 1936 renouvela jusqu'au 31 décembre 1939 les prêts consentis en vertu des textes de 1934 et de 1935 sur la défense du marché du blé.

Le crédit agricole distribué avec une grande libéralité et sans garantie suffisante fut, par le jeu des renouvellements, converti trop souvent en crédit à moyen terme.

Cet excès de facilité a incité le paysan à sortir de sa prudence et de sa réserve traditionnelles pour se livrer à des achats de bestiaux et de matériel hors de proportion avec les besoins réels de son exploitation.

Comme l'indique M. BOURGIN : « Loin de permettre « aux producteurs de se tirer d'un mauvais pas, il a, « dans ce cas. aggravé leur situation et l'emprunteur a « été soutenu par le crédit comme le pendu par sa « corde. »

De plus certaines caisses, soit par suite d'informations incomplètes ou erronées, soit par suite d'erreurs de jugements, ont été amenées à consentir des prêts dont la durée ne correspondait pas à celle des opérations qu'ils étaient destinés à financer. Des prêts à moyen terme ont ainsi été accordés pour des acquisitions de propriétés, pour des achats de semences ou d'engrais, des constructions de bâtiments ; des avances permanentes, sous forme de crédit à court terme renouvelé indéfiniment, ont été consenties à des collectivités dépourvues de tout fonds de roulement.

D'autre part, le manque de crédit ou les lenteurs administratives ont parfois amené les caisses régionales dans l'attente des avances de la Caisse Nationale à accorder sur leurs dépôts à vue des prêts à moyen

terme sous forme de billets à ordre, bien souvent garantis par une affectation hypothécaire ; certaines caisses ont aussi, avec l'autorisation de la Caisse Nationale, consenti des prêts à court terme pour une durée supérieure à un an aux bénéficiaires de prêts à moyen et à long terme lorsque les avances de la Caisse Nationale n'avaient pas encore été mandatées. C'est ce que l'on a appelé : « le court terme transformable ».

Ainsi, libéral et généreux pour les particuliers, l'Etat a été prodigue pour les organismes syndicaux ou corporatifs.

La nouvelle législation sur le blé oblige l'Etat à avancer des sommes qui se chiffrent, non plus par millions, mais par milliards.

Il est à craindre que les caisses publiques ne reçoivent jamais une partie de cet argent si généreusement distribué, car même en admettant que tous les Directeurs de Coopératives soient parfaitement intègres et désintéressés, il est malheureusement par trop certain que tous ne possèdent pas les connaissances techniques ou financières leur permettant de manier sans dommages des sommes aussi importantes.

L'organisation actuelle qui oblige le numéraire à aller de la Coopérative ou de l'organisme local à la Caisse Nationale (généralement par le canal de la Caisse des Dépôts et Consignations) pour revenir ensuite à l'organisme local quand les besoins de crédit se font de nouveau sentir, n'est peut-être pas l'idéal. Un crédit mutuel dans le cadre régional semble, toutes les fois qu'il est possible, bien préférable.

Enfin le crédit est apparu trop souvent comme une manne électorale que les partis au pouvoir distribuaient généreusement à leurs meilleurs agents.

Mais malgré ces critiques, il faut reconnaître que

c'est grâce au crédit à court terme que de nombreux agriculteurs ont pu traverser sans trop de dommages, la période de crise redoutable des années 1933-1936.

§ 2. — LA POLITIQUE DES DÉPÔTS

Le crédit agricole conçu dans l'intérêt de l'agriculteur-producteur ne pouvait cependant méconnaître l'intérêt de l'agriculteur-épargnant. L'épargne paysanne paraissait d'ailleurs d'autant plus nécessaire que le crédit agricole mutuel avait été conçu sur les principes de la coopération, l'aide de l'Etat ne devant être considérée que comme provisoire et éducative.

Par les capitaux de l'agriculteur-épargnant, les organismes du crédit agricole devaient, en principe, satisfaire les besoins de l'agriculteur-producteur.

Les caisses de crédit agricole ont su inspirer la confiance nécessaire aux agriculteurs : l'on peut remarquer l'importance effective de leurs dépôts dans ces caisses, ainsi que la remarquable stabilité de ceux-ci. Mais la confiance aujourd'hui ne suffit plus aux épargnants ; ils souhaitent également obtenir le maximum de rendement de leur argent : or, la Caisse d'Epargne leur offre, avec des garanties de sécurité au moins égales à celles de la Caisse Nationale de Crédit Agricole, un intérêt avantageux.

Deux établissements à caractère officiel se font donc concurrence pour solliciter l'épargne rurale. Le placement à la Caisse de Crédit Agricole est certainement plus utile, si l'on considère l'intérêt général de l'agriculteur : dans ce cas, en effet, le financement des récoltes est assuré directement par l'argent même des cultivateurs, alors que dans l'autre hypothèse l'argent placé à la Caisse d'Epargne est immédiatement versé

à la Caisse des Dépôts et Consignations, qui doit à son tour en faire l'avance à la Caisse Nationale de Crédit Agricole, celle-ci étant chargée de la répartition entre les caisses régionales des sommes qui seront distribuées en dernier lieu aux agriculteurs par l'intermédiaire des caisses locales.

Dans ces deux hypothèses, l'épargne agricole revient à son point de départ et est toujours utilisée dans l'intérêt du cultivateur mais dans la deuxième hypothèse, le long détour qu'elle subit est grevé de frais élevés qui rendent difficiles ou onéreux l'abaissement du taux d'intérêt des prêts.

On comprend donc le désir des caisses de crédit agricole de conserver et si possible d'accroître leurs dépôts, en offrant aux agriculteurs-épargnants des taux d'intérêts suffisamment rémunérateurs pour lutter contre la concurrence de la Caisse d'Epargne.

Il semble bien, à cet égard, que le crédit agricole n'a pas toujours joué le rôle qu'un esprit vraiment mutualiste lui assignait. Trouvant auprès des organismes gouvernementaux des capitaux à bas intérêt pour effectuer leurs opérations de court terme, les caisses de crédit agricole ont souvent préféré faire bénéficier leur clientèle de cet avantage et devenir pour elle des institutions d'épargne plus que des caisses mutuelles de crédit ; les opérations de réescompte leur paraissant trop peu rémunératrices pour leur permettre d'assurer à leurs déposants des taux d'intérêt élevé, elles convertirent en achats de titres leurs fonds d'excédent de dépôts ; cette politique n'a pas été générale et toutes les caisses régionales ne l'ont point suivie.

Mais il faut reconnaître que ce sont les plus riches et les plus puissantes qui l'ont utilisée.

La Caisse Régionale du Loir-et-Cher et celle d'Avignon n'ont en 1932 (année pendant laquelle le crédit agricole a bénéficié des plus fortes disponibilités) pas utilisé le quart de leurs dépôts en opérations de prêts à court terme : sur 294.600.000 francs de dépôts, 64.900.000 francs seulement ont été employés à des prêts.

Ces caisses servaient aux dépôts des taux d'intérêt avantageux : En 1934, la Caisse Régionale du Loir-et-Cher versait un intérêt de 3,25 % aux dépôts à vue et de 3,75 % aux dépôts à échéance, taux comparables à ceux des caisses d'épargne et supérieurs à ceux que servait à cette époque la Caisse Nationale aux dépôts des caisses régionales. Il est bien évident que dans ces conditions les caisses du Loir-et-Cher et de Vaucluse ne pouvaient remettre leurs excédents à la Caisse Nationale de Crédit Agricole : elles les placèrent donc presque en totalité en valeurs mobilières.

Le portefeuille des valeurs de la caisse du Vaucluse était évalué à cette époque à 73 millions, alors que ses ressources propres étaient de l'ordre de 7 millions ; la caisse du Loir-et-Cher avait, elle, un portefeuille de 97 millions et des ressources propres de 31 millions.

Cette gestion présentait, il faut le reconnaître, des avantages et c'est elle qui a permis pendant les années de crise où les crédits budgétaires étaient fatalement réduits, d'augmenter la marge de réescompte grâce au portefeuille-titre : en période de prospérité, les caisses régionales pouvaient donc rémunérer largement les dépôts et en période de crise accroître leurs disponibilités.

A ces avantages correspondaient d'ailleurs certains risques et au plus fort de la crise, les pertes sur titres atteignaient 16 millions dans le Vaucluse et 5 millions dans le Loir-et-Cher.

Les fonds reçus par la Caisse Nationale devaient, d'après le décret du 4 avril 1939, être en majeure partie employés à satisfaire les demandes d'avances à court terme et à escompter les effets des caisses régionales.

La Caisse Nationale pouvait, afin de s'assurer une liquidité suffisante, se faire ouvrir des comptes de dépôts à la Banque de France, à la Caisse des Dépôts et Consignations, à la Caisse de Crédit Municipal de Paris, à la Recette Centrale des Finances de la Seine, ainsi qu'un compte de chèques postaux.

Elle pouvait accessoirement placer ses fonds en achats de titres d'Etat ou émis par les communes, les départements et le Crédit Foncier. Un arrêté du 11 avril 1939 avait même limité les opérations de placement de la Caisse Nationale de Crédit Agricole à la totalité des dépôts si ceux-ci ne dépassaient pas 75 millions à la moitié de l'excédent jusqu'à 150 millions, et au tiers au delà de 150 millions.

Cet arrêté est lui-même modifié le 15 octobre 1930 et la Caisse Nationale est autorisée à placer 85 % des fonds qui lui sont confiés en dépôts. Cette proportion parut d'ailleurs bien vite insuffisante et en 1932, dans un rapport à la Commission des Finances du Sénat, M. BRARD, sénateur, regrettant que la Caisse Nationale ne puisse placer en valeurs que 85 % de ses dépôts en cours, indique : « Ce pourcentage très limité, ainsi que « l'énumération trop stricte des valeurs qu'elle (la « Caisse Nationale de Crédit Agricole) peut acquérir, « présentent beaucoup de difficultés. Il y aurait intérêt « à cet effet à donner à la Caisse Nationale une plus « grande liberté afin qu'elle puisse obtenir un taux « plus rémunérateur sur l'ensemble des dépôts. »

Le tableau ci-dessous indique les placements effectués par la Caisse Nationale au cours de l'année 1937 :

Solde des dépôts	417.126.257,65
En ajoutant à cette somme la plus-value sur la vente ou le remboursement de valeurs ..	1.700.298,44

On obtient un total de 418.826.556,09

Cette somme était employée de la façon suivante :

1° En valeurs à long terme (rentes et obligations) ressortant à leur prix d'achat	250.376.739,94
2° En effets escomptés aux caisses régionales	»»
3° En valeurs à court terme (bons du Trésor et bons de la Défense Nationale)	60.500.000
4° Avances à des communes	90.000
5° En dépôts à vue à la Caisse des Dépôts et Consignations et au Crédit Municipal	1.039.237,56
6° A la Banque de France et en caisse	106.820.578,59
	418.826.556,09

(Rentes et obligations)

D'autre part, les valeurs à long terme ainsi acquises sont les suivantes :

Rentes sur l'Etat français	148.491.323,30
Bons et obligations du Trésor	4.005.882
Obligations de colonies et de pays protectorat	7.197.183,92
Bons et obligations du Crédit National	691.200
Obligations de départements et communes	973.500
Obligations du Crédit Foncier de France	4.774.775,85
Bons et obligations des Cies de Chemin de fer	82.563.426,68
Obligations Chemins de Fer de l'Etat	1.679.448,19
Total	250.376.739,94

De l'examen de ces données, il semble ressortir que les organismes du crédit agricole ont cherché avant tout au cours de ces dernières années en ce qui concerne l'emploi de leurs dépôts à assurer à l'épargne rurale un refuge sûr en se contentant bien souvent pour leurs opérations de crédit de tenir le rôle d'intermédiaire. A une période où les fluctuations rapides des valeurs

mobilières rendaient particulièrement dangereuses les manœuvres des spéculateurs, il est certain qu'un très appréciable service a été ainsi rendu aux agriculteurs.

La moitié seulement, il est vrai, des dépôts de la Caisse Nationale de Crédit Agricole est à vue, le reste étant à échéance de six mois ou d'un an. Mais le placement en valeurs mobilières n'en constitue pas moins un risque très sérieux et une cause de pertes importantes qui étaient évaluées à la fin de 1934 à 51 millions. Ces pertes ont été couvertes par des provisions constituées à cet effet.

L'immobilisation de capitaux importants en achats de valeurs présente des inconvénients ; il ne peut paraître absolument normal que l'Etat, même exceptionnellement, supporte la différence entre le taux d'intérêt qu'il paie à la Caisse des Dépôts et Consignations et celui qu'il reçoit du Crédit Agricole tout en rémunérant les capitaux qui lui sont reversés par ce même crédit agricole sous forme d'achat d'obligations.

Ne répondant pas sur leurs ressources propres, dans la mesure où elles l'auraient pu, aux besoins du court terme, les caisses de crédit agricole mutuelles ont ainsi obligé l'Etat à suppléer à cette carence. Affectant au court terme des sommes importantes à une époque où les ressources publiques diminuaient sous l'empire de la crise, en même temps d'ailleurs que le portefeuille-titre des caisses régionales subissait une dévalorisation qui lui interdisait toute réalisation coûteuse, l'Etat dut alors restreindre pour le moyen terme et le long terme ses ouvertures de crédit, ce dont les caisses se sont plaintes à juste titre et ce qui a contribué à favoriser, sinon à créer, les erreurs d'affectation de ressources que nous avons précédemment signalées.

C'est ainsi que le rapport sur le fonctionnement

de la Caisse Nationale de Crédit Agricole pendant l'exercice 1937 indique en conclusion : « Les résultats
« permettent de constater l'ampleur de l'aide appor-
« tée à l'agriculture par le crédit agricole. Ils mon-
« trent, notamment en ce qui concerne le financement
« du blé, que nos institutions de crédit agricole sont
« parfaitement à même, quelle que soit la charge qui
« en résulte pour elles de s'adapter aux circonstances
« pour seconder tous les efforts des agriculteurs. »

Mais, ce rapport fait ressortir qu'en 1937, faute de disponibilités suffisantes, le crédit à moyen terme et le crédit individuel à long terme n'ont pas pris le développement qu'il eût été désirable de pouvoir leur assurer, tant au point de vue économique qu'au point de vue social.

Nous pouvons affirmer que s'il est doté des ressources indispensables à ses besoins, le crédit agricole, poursuivant la haute mission qui lui est dévolue, contribuera puissamment au retour d'une ère de prospérité pour l'agriculture, condition essentielle du rétablissement de la situation financière du pays.

CHAPITRE III

CARACTERES DE L'EVOLUTION DU CREDIT AGRICOLE DEPUIS LA LOI DU 5 AOÛT 1920

Ayant ainsi examiné l'organisation du crédit agricole et son fonctionnement pendant ces dernières années, nous allons rechercher maintenant les caractéristiques de l'évolution de cette institution depuis la loi du 5 août 1920 qui constitue encore la charte de cet édifice.

Cette loi tout en créant au-dessus du système caisses-locales, caisses-régionales, un organisme central qui, ainsi que nous l'avons montré dans un de nos précédents chapitres, s'était révélé nécessaire, avait cependant laissé au système une assez grande liberté.

Le crédit agricole se présente comme une organisation à deux degrés de structure coopérative : les caisses régionales sont en effet : des « coopératives de coopératives » suivant la juste expression de M. Louis SALLERON, puisqu'elles sont normalement constituées par l'affiliation des caisses locales de leur circonscription.

L'Office National du Crédit Agricole devenu depuis la loi du 9 août 1926 la Caisse Nationale de Crédit Agricole, exerçait sur ce système coopératif un contrôle légitime.

Du point de vue juridique, il faut cependant rappeler qu'alors que les caisses du premier et du second degré étaient des établissements privés, l'Office National du Crédit agricole se présentait comme un établissement public.

Le contrôle qu'il exerçait sur les caisses locales et régionales trouvait sa justification dans le fait que le rôle principal de la Caisse Nationale était de mettre à la disposition des agriculteurs ou de leurs groupements des fonds à intérêt réduit.

Par suite de la carence des capitaux privés, et pour atteindre les buts à caractères tant sociaux qu'économiques qu'il s'était proposés, l'Etat s'est trouvé dans l'obligation de financer lui-même en grande partie l'institution ; le contrôle qu'il imposa alors en contre partie apparaît donc normal.

Ce contrôle spécial institué par la loi du 5 août 1920 était exercé par la Caisse Nationale de Crédit Agricole sur les caisses qui transmettaient les avances de l'Etat. Les caisses de crédit agricole qui sont en effet responsables devant leurs membres du capital social et des dépôts qu'ils leur ont fournis doivent l'être devant la Caisse Nationale de Crédit Agricole des capitaux que celle-ci leur confie.

Le système ainsi harmonieusement mis au point conservait un souci de respecter les principes de liberté et de coopération qui fait honneur à ses créateurs.

Le respect de cette liberté apparaît notamment dans le fait que seules sont soumises au contrôle de la Caisse Nationale les caisses qui reçoivent de cette dernière des avances ; les caisses qui ne font pas appel au concours financier de l'Etat restent entièrement libres ; le contrôle n'est donc que le corollaire normal du financement de l'Etat.

Le décret d'application du 9 février 1921 marque encore plus nettement cet esprit.

Cependant de plus en plus l'évolution du Crédit Agricole s'est faite par un renforcement du contrôle ou plus exactement de l'intervention de l'Etat et cela non

seulement en ce qui concerne les caisses qui reçoivent des avances de l'Etat, mais également envers celles qui fonctionnent seulement à l'aide de leurs ressources propres.

On assiste alors à une « étatisation » progressive du crédit agricole. Les principales dispositions législatives qui ont marqué ce caractère d'étatisation sont le décret du 4 avril 1929, le décret-loi du 28 septembre 1935 et le décret-loi du 31 août 1937.

Le décret du 4 avril 1929 modifie assez profondément le régime établi par le décret du 9 février 1921 relatif à l'application de la loi du 5 août 1920.

Désormais, les caisses locales devront en application de l'article 1^{er} de ce décret, pour faire des opérations avec une caisse régionale, être préalablement autorisées à cet effet par la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

D'autre part, le taux d'intérêt servi par les caisses de crédit pour les dépôts à terme devra être inférieur à celui que reçoivent leurs parts sociales ; les caisses locales doivent remettre leurs excédents de dépôts aux caisses régionales et celles-ci doivent à leur tour confier leurs excédents de dépôts soit à la caisse d'un comptable du Trésor, soit à la Banque de France, soit à la Caisse Nationale de Crédit Agricole.

Enfin les Directeurs de caisses régionales doivent être agréés par le Conseil d'Administration de la Caisse Nationale de Crédit Agricole qui peut retirer son agrément en cas de faute grave.

La simple énumération de ces mesures montre bien l'emprise très forte qui est exercée par l'Etat sur des caisses de crédit agricole qui sont au moins en apparence des établissements privés. L'Etat intervient dans la gestion des capitaux et dans la nomination du per-

sonnel, c'est-à-dire dans les deux principaux rouages de l'institution.

Mais, certaines caisses de crédit agricole n'avaient jamais sollicité d'avances de l'Etat et pratiquaient vraiment le crédit mutuel, leurs fonds étant fournis par des agriculteurs pour être prêtés à d'autres cultivateurs. Ne recevant rien de l'Etat on pouvait concevoir que celui-ci leur laisserait une plus grande liberté, puisqu'il ne pouvait justifier son intervention par un contrôle nécessaire des fonds qu'il avançait.

L'expression même du décret du 4 avril 1929, article 2 était assez équivoque : « une caisse de crédit agricole quelle que soit la loi sous laquelle elle est constituée... » dit le décret.

Pouvait-on prétendre d'après la forme ambiguë de ce texte que les caisses de crédit agricole qui n'avaient jamais sollicité d'avances de l'Etat devaient néanmoins se conformer aux prescriptions énoncées ci-dessus ? La question fut tranchée par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 7 avril 1933 rendu à la requête de la caisse régionale de crédit agricole mutuel du sud-est, qui demandait l'annulation pour excès de pouvoir du décret du 4 avril 1929.

Quoique rejetant cette requête, le Conseil d'Etat indique dans son arrêt : « Considérant que les dispositions des articles 2 et 26 concernant les organismes « qui font appel aux avances de l'Etat, le décret n'a « fait que déférer au vœu de la loi en assurant la sauvegarde des fonds publics affectés au crédit agricole. »

Ainsi le Conseil d'Etat n'annule pas le décret, parce qu'il considère, qu'au moins en ce qui concerne les articles 2 et 26 le législateur a légiféré uniquement « pour les « organismes qui font appel aux avances de « l'Etat. »

naturel que le texte qui lui était soumis commence par ces mots : « Le Conseil National Economique, saisi par
« la Commission des Finances de la Chambre des Dé-
« putés d'une demande d'étude sur le fonctionnement
« *des organismes publics ou semi-publics*, chargé de la
« distribution du Crédit en France, s'est attaché en pre-
« mier lieu à la question du crédit agricole..... »

Ainsi, parmi l'étude des *organismes publics ou semi-publics*, chargés de la distribution du crédit en France, le crédit agricole occupe une place de choix ; il est en effet plus *étatisé* que tout autre.

Ce même projet de conclusions contenait d'ailleurs des dispositions extrêmement catégoriques que voici :

« Dans le cas où le volume des dépôts dépasserait
« notablement le volume des opérations à court terme,
« des mesures spéciales devraient être envisagées, no-
« tamment la réduction du taux d'intérêt servi aux
« déposants, avec prime donnée aux dépôts à échéance
« par rapport aux dépôts à vue et l'obligation de trans-
« férer la gestion de ces dépôts excédentaires aux orga-
« nismes supérieurs, ainsi qu'il est prévu au paragraphe
« suivant :

« Le Conseil National Economique incline à penser
« que seules les Caisses régionales et la Caisse Natio-
« nale de Crédit Agricole devraient être autorisées à
« gérer les dépôts et que l'acceptation par les Caisses
« régionales de dépôts d'une certaine importance
« devrait être subordonnée à l'autorisation de la Caisse
« Nationale de Crédit Agricole, la gestion des excédents
« des dépôts de fonds de ce dernier organisme étant
« elle-même confiée, dans la mesure où il l'estimerait
« nécessaire, à la Caisse des Dépôts et Consignations
« ou à tout autre organisme public similaire. »

L'Association Générale du Crédit Mutuel et de la

Coopération Agricole, défendant le peu de liberté qui lui restait encore, fit les observations suivantes :

« Ces deux alinéas, disait-elle, aboutissent au drainage de l'épargne agricole pour la mettre à la disposition de la Caisse des Dépôts et Consignations. A cet égard, les Caisses d'Epargne jouent un rôle suffisant. Mieux vaudrait, au contraire, favoriser au maximum l'emploi agricole des capitaux agricoles, en évitant leur exode dans les offices publics. C'est à quoi tend un véritable Crédit Agricole mutuel, utilisant l'escompte et le réescompte local. La Caisse Nationale de Crédit Agricole doit avoir pour mission de mettre les avances de l'Etat au service de l'Agriculture et non pas l'épargne agricole au service de l'Etat. »

Quant à la gestion de cette épargne concrétisée par les dépôts, elle doit appartenir essentiellement aux organismes qui les reçoivent et qui en ont la responsabilité. Tout autre système aboutirait à tarir les dépôts.

Mais lorsque, le 6 juillet 1937, ce projet de conclusions vint devant l'Association générale du Conseil National Economique, la quasi-unanimité des représentants agricoles se dresse contre lui. Il fut violemment critiqué, notamment, par M. J.-H. RICARD qui, Ministre de l'Agriculture dès 1919 peut revendiquer la paternité de la loi du 5 août 1920 et n'hésita pas à déclarer qu'on oubliait un peu trop que, selon ses auteurs, cette loi était une loi de liberté.

L'accord se fit d'ailleurs contre le projet présenté et sur un contre-projet qui indiquait catégoriquement : « alors que les principes exigent un crédit agricole véritablement mutuel, les faits révèlent aujourd'hui un crédit agricole étatisé. Il y a donc lieu, soit de restaurer la mutualité dans le crédit agricole, soit

« d'instaurer un régime juridique conforme à l'étatisation de fait. »

Ce contre-projet exprime, en outre, les principes suivants :

« Sans vouloir préjuger du vœu des intéressés concernant l'étatisation du crédit agricole, ou, au contraire, l'affirmation d'un régime coopératif et mutualiste, le Conseil National Economique croit devoir « formuler les observations de principe suivantes sur « la situation actuelle :

« 1° Le contrôle des caisses devrait être rationalisé :

« a) Les avances de l'Etat étant distribuées par la Caisse Nationale de Crédit Agricole, toutes les caisses qui reçoivent et transmettent ces avances seraient « soumises, de ce fait, au contrôle de la Caisse Nationale.

« b) Le Crédit agricole mutuel bénéficiant d'exemptions fiscales, toutes les caisses qui adoptent la législation spéciale prévue pour ce type de crédit seraient « soumises au contrôle de l'Inspection des Finances.

« c) Le crédit étant une branche de la profession agricole, toutes les caisses de crédit agricole devraient « être soumises à un contrôle professionnel organisé « par des fédérations de caisses.

« 2° Les dépôts reçus par les caisses devraient servir « avant tout aux intérêts agricoles de la région. Les « caisses devraient être libres de l'affectation des excédents, sous réserve de certaines règles de prudence. « Enfin, pour soulager au maximum l'effort de l'Etat, « les caisses devraient travailler normalement par le « moyen de l'escompte et du réescompte avec les institutions de crédit privé et la Banque de France, et « n'avoir recours à la Caisse Nationale de Crédit Agri-

« cole que pour les avances spéciales à moyen et à long
« terme.

« Le Conseil National Economique estime enfin que
« si l'étatisation du système actuel du crédit agricole
« devait être consommée par un régime juridique qui
« transformerait en succursales d'office public les
« caisses régionales et locales, il y aurait lieu de pré-
« voir préalablement un nouveau statut pour créer une
« mutualité de crédit en agriculture, afin que la coopé-
« ration et le syndicalisme agricoles ne fussent pas
« sous la dépendance financière de l'Etat, — dépen-
« dance qui constituerait pour les intérêts moraux et
« matériels de la paysannerie, un danger d'une gravité
« sans précédent. »

A la suite de ces délibérations de l'Assemblée Générale du Conseil National Economique qui se prononçait sans ambiguïté contre un régime d'étatisation et aussi des délibérations de l'Assemblée permanente des Présidents de Chambres d'Agriculture, qui s'était prononcée le 15 novembre 1937 pour un régime de liberté, on pouvait espérer qu'il serait tenu compte de ces avis et que, tout au moins, jamais, sans l'accord exprès du Parlement, un gouvernement n'aurait osé aller à l'encontre des vœux exprimés par les deux plus grands corps consultatifs de la Nation.

Il en fut cependant autrement et un décret-loi du 31 août 1937 vint accentuer notablement le caractère étatiste du crédit agricole. Les avis du Conseil National Economique qui ont été suivis, dans un autre décret-loi de la même date relatif au statut juridique et fiscal des coopératives agricoles et de leurs unions, ne l'ont pas été en ce qui concerne le Crédit. On peut en déduire que le Gouvernement d'alors, n'a suivi ces avis que lorsqu'ils se trouvaient concorder avec son opinion person-

nelle, ce qui n'est pas évidemment destiné à donner à cet organisme l'autorité indiscutable qu'il est en droit d'attendre.

Voici, en effet, quelles ont été les principales dispositions de ce décret-loi :

Dans son article 1^{er} il dispose que « les dépôts reçus
« par les caisses locales affiliées à une caisse régionale
« doivent être transmis immédiatement à la dite caisse
« régionale qui en assure la gestion ».

D'autre part, en ce qui concerne leur gestion, l'article 5 du même décret-loi prévoit que « les Conseils d'ad-
« ministration des Caisses Régionales de Crédit Agri-
« cole mutuel ont, sur l'administration et la gestion des
« caisses locales qui leur sont affiliées, des pouvoirs
« analogues à ceux de la Caisse Nationale de Crédit
« Agricole sur l'administration et la gestion des caisses
« régionales, mais les décisions des Conseils d'adminis-
« trations des Caisses régionales relatives à la nomi-
« nation d'une Commission chargée de la gestion pro-
« visoire d'une caisse locale et à la révocation des
« Directeurs, Secrétaires, Comptables ou Trésoriers des
« caisses locales ne seront définitives qu'après appro-
« bation par la Caisse Nationale de Crédit Agricole. »

Ainsi la caisse locale devient un rouage de la caisse régionale, qui n'est elle-même qu'une succursale de la Caisse Nationale. L'étatisation est de plus en plus effective. La caisse locale ne doit plus conserver par devers elle le moindre dépôt ; ses secrétaires, comptables ou trésoriers ne sont que des correspondants de la Caisse régionale, qui exerce une véritable tutelle sur les Conseils d'administration.

Enfin le décret-loi du 31 août 1937 abroge les règles propres qui avaient été établies en matière de prêts à court et à moyen terme par l'article 6 de la loi du 24

mars 1936, et par l'article 13 du décret-loi du 25 septembre 1935.

Le taux d'intérêt qui auparavant se référait à celui de la Banque de France, sera désormais fixé par arrêté ministériel. L'article 4 du décret-loi dispose, en effet, que « les taux d'intérêt maxima des prêts à court terme
« et des prêts à moyen terme sont fixés par arrêté rendu
« sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et du
« Ministre des Finances, après avis du Conseil d'admini-
« stration de la Caisse Nationale de Crédit Agricole.
« Le taux d'intérêt fixé par les Caisses régionales, dans
« la limite du maximum ainsi prévu, pourra exception-
« nellement être réduit lorsque les prêts sont destinés
« à des associations agricoles. Les conditions dans les-
« quelles cette réduction d'intérêt pourra être accordée
« seront fixées par le Conseil d'administration de la
« Caisse Nationale de Crédit Agricole ». Un arrêté spécial, pris dans les mêmes conditions, fixera le taux maximum des prêts à court terme consentis par les caisses de crédit agricole mutuel pour faciliter le financement des récoltes.

L'article 3 du même décret-loi prévoit aussi la fixation par arrêté du taux maximum d'intérêt à servir aux dépôts à vue et aux dépôts à échéance.

Ces dispositions, au moins en ce qui concerne le court terme, nous paraissent découler d'une hérésie économique. En ce qui concerne les prêts à moyen et à long terme, on comprend à la rigueur que l'Etat intervienne pour en fixer lui-même le taux, puisque c'est lui qui avance les fonds nécessaires ; mais en ce qui concerne les prêts à court terme, qui normalement doivent et en grande partie sont alimentés par les dépôts des agriculteurs, il paraîtrait normal que le taux soit fixé par la résultante des éléments divers qui ressortissent à

la technique bancaire. Ce taux devrait varier normalement suivant le marché des capitaux, leur abondance ou leur rareté, la région, la nature du prêt, l'emprunteur lui-même, et établir pour toute la France un taux uniforme fixé plus ou moins arbitrairement contribue à nier, une fois de plus, le caractère de mutualité du crédit agricole.

Ces mesures ne peuvent d'ailleurs que correspondre et aboutir au financement par l'Etat du court terme, comme il finance déjà le long et le moyen terme.

Enfin le décret-loi du 31 août 1937 contient également une disposition encore plus sévère que toutes les autres.

Elle est incluse dans l'article 6 qui est ainsi rédigé :
« Lorsqu'il aura été constaté, après exercice du contrôle
« prévu par le décret-loi du 30 octobre 1935 qu'une
« caisse de crédit agricole n'observe pas strictement les
« prescriptions légales ou réglementaires en vigueur,
« celle-ci se verra privée, par décision du Ministre de
« l'Agriculture, après avis du Ministre des Finances,
« des exonérations fiscales prévues par la présente loi
« et par les dispositions rendues pour son exécution.

« L'établissement contre lequel cette mesure aura
« été prise ne pourra porter le titre de « Caisse de
« Crédit Agricole Mutuel » ni se réclamer de la légis-
« lation particulière au crédit agricole et se trouvera en
« conséquence placé sous le régime de droit commun
« des Sociétés. »

Ainsi le Ministre pourra désormais avec l'avis de son collègue des Finances supprimer purement et simplement les caisses de crédit qui n'auront pas eu l'heur de lui plaire. L'arbitraire pourra s'exercer librement.

Cette politique d'étatisation à outrance qui paraissait créer insensiblement le terrain nécessaire à une

nationalisation complète et définitive du crédit agricole était d'ailleurs tout à fait en accord avec les principes prônés à la même époque par les membres du Gouvernement au pouvoir. C'est à ces mêmes principes que nous devons la création de l'Office Interprofessionnel du Blé.

A cette politique d'essai d'une nationalisation de la production devait correspondre fatalement une politique d'essai de nationalisation du crédit, et l'interpénétration des deux organismes, Office du Blé et Caisse Nationale de Crédit Agricole est telle qu'on trouve dans la loi du 15 août 1936 qui a créé l'Office du blé : « Le « Conseil Central de l'Office du Blé pourra en cas de « récolte excédentaire prescrire aux Caisses régionales « de Crédit agricole de retenir une fraction... »

La loi ne tient plus compte de l'équilibre interne des coopératives ; l'Office assurera lui-même les compensations nécessaires entre les coopératives dont les charges sont inégales.

De là un système compliqué de subventions et de primes qui n'est pas fait pour aider à la simplification du fonctionnement de ces institutions.

L'article 23 de la loi du 15 août 1936 dispose en effet que : « Les coopératives de blé... pourront créer, « en contre-partie des blés qu'elles détiennent effec- « tivement ou qui sont détenus par leurs mandataires, « des effets avalisés par l'Office National du Blé et « escomptés par les caisses de crédit agricole mutuel « fonctionnant sous le régime de la loi du 5 août 1920 « et placés sous le contrôle de la Caisse Nationale de « Crédit Agricole. Ces effets seront réescomptés par la « Banque de France... »

Les coopératives de blé sont de plus obligées de souscrire un engagement spécial en vue de l'admission

de leurs effets à l'aval de l'Office. L'article 1^{er} de cet engagement stipule : « La Coopérative de ..., à partir
« de la signature du présent acte, et aussi longtemps
« que des effets créés par elle et susceptibles de recevoir l'aval de l'Office National Interprofessionnel du
« Blé resteront en circulation, s'engage à ne point consentir, sur les divers biens et valeurs constituant son
« actif, et notamment sur les blés détenus par elle,
« aucun droit préférentiel au moyen d'hypothèques,
« warrants, dépôts de titres, etc... en faveur d'un établissement ou d'une personne autre que la caisse de
« crédit agricole auprès de laquelle elle aura escompté
« les dits effets. Il ne pourra être apporté de dérogation
« à cet engagement que dans des cas exceptionnels, et
« sous réserve de l'autorisation préalable du Comité
« d'Administration de l'Office, après avis de la dite
« caisse. »

La coopérative qui désire donc bénéficier de l'aval de l'Office doit signer cet engagement par lequel elle renonce à traiter des opérations financières avec d'autres organismes que le crédit agricole. On imagina d'ailleurs afin de rendre ce système viable de donner à l'Office en contrepartie de son aval un privilège, et dans un projet que le Gouvernement déposait à cet effet en juin 1937 il était notamment stipulé dans l'article 14 :

« La loi du 15 août est complétée par l'article suivant qui sera inséré à la suite de l'article 23 :

« Lors des effets ou warrants émis en vertu des
« articles 17 et 23 de la présente loi, ou créés par des
« coopératives, organismes assimilés ou sociétés indigènes de prévoyance, en contre-partie d'effets ou de
« warrants établis en exécution de ces articles, ont été
« avalisés par l'Office National interprofessionnel du blé, et sont réglés en tout ou en partie à l'échéance par

« cet établissement, celui-ci possède pour le recouvre-
« ment de ces créances en principal et intérêts sur les
« biens des personnes ou sociétés à l'égard desquelles
« il peut exercer un recours, un privilège ainsi défini :

« 1° Sur les meubles et effets mobiliers, ce privi-
« lège qui prendra rang avant tous autres, après le
« privilège établi pour le recouvrement des contribu-
« tions directes et des taxes assimilées à celles-ci,
« pourra s'exercer sur une simple demande de l'agent
« de recouvrement présentée dans les formes prévues
« par la loi du 12 novembre 1898 et l'article 451 du Code
« général des impôts directs.

« 2° Sur les immeubles, ce privilège prendra rang
« après le privilège de la contribution extraordinaire
« de guerre. L'agent chargé du recouvrement requerra
« du conservateur des hypothèques du lieu de la situa-
« tion des immeubles, l'inscription du privilège dans un
« délai de trois mois à compter de la notification faite
« au débiteur du montant de sa dette en principal et
« intérêts. »

C'est donc un privilège sur tous les biens des coo-
pératives et de leurs sociétaires que prévoyait ce texte,
ce qui évidemment amena de la part des intéressés de
telles protestations que le Gouvernement dut composer
avec cette opinion. Il laissa intact le principe du privi-
lège sauf à l'égard des personnes.

L'article 20 du décret-loi du 16 juillet stipule en
effet :

« Lorsque les effets ou warrants avalisés par l'Of-
« fice national Interprofessionnel du Blé, dans la
« métropole ou en Algérie, auront dû être réglés, en tout
« ou en partie, à l'échéance par cet établissement, aux
« lieu et place du débiteur auquel l'aval avait été
« accordé, l'Office du Blé procèdera, pour le recouvre-

« ment de sa créance en principal et intérêts, un privilège ainsi défini :

« Ce privilège portera sur les meubles et effets mobiliers des groupements ou sociétés auxquelles l'Office du Blé aura dû se substituer en vertu de son aval. Il prendra rang immédiatement après les privilèges fiscaux établis au profit du Trésor.

« Le privilège de l'Office national Interprofessionnel du Blé ne pourra être invoqué à l'encontre de droits préférentiels acquis par des tiers de bonne foi avant l'entrée en vigueur du présent article.

« Indépendamment de l'exercice du privilège sur les meubles et effets mobiliers, l'agent de recouvrement pourra acquérir, à concurrence du montant en principal de la créance de l'Office du Blé, l'inscription d'une hypothèque sur les immeubles des groupements ou sociétés auxquels le dit Office aura dû se substituer en vertu de son aval.

Cette inscription sera requise, nonobstant toute opposition sur production d'une copie de l'état exécutoire délivré en vertu de l'article 2 du décret-loi du 30 octobre 1935 tendant à améliorer et à faciliter le fonctionnement du service de contentieux et de l'Agence judiciaire du Trésor.

« En outre, l'Office du Blé pourra exercer dans les conditions prévues par l'article 1166 du Code Civil tous les droits et actions du débiteur auxquels il aura dû se substituer. »

D'autre part l'article 56 des statuts-types des coopératives, statuts qui leur sont pratiquement imposés, stipule :

« Conformément aux dispositions de la loi du 5 août 1920 et de la loi du 15 août 1936, la Société est engagée sur l'ensemble de ces biens au rembourse-

« ment des avances qu'elle reçoit de la Caisse nationale
« de Crédit agricole, représentant l'Etat, ainsi qu'au
« remboursement des effets avalisés par l'Office national du Blé et que ce dernier aurait dû régler à
« l'échéance à défaut de paiement par elle.

« Pour garantir le remboursement de toute avance
« qui pourra être ainsi attribuée à la Société, les socié-
« taires s'engagent solidairement vis-à-vis de la Caisse
« nationale de Crédit Agricole représentant l'Etat
« français et dans les mêmes conditions vis-à-vis de la
« Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de... dans
« le cas où cette dernière aurait elle-même remboursé
« ladite avance à la Caisse Nationale.

« Ils se reconnaissent, en outre, solidairement res-
« ponsables du remboursement des prêts qui pourraient
« être consentis à la Société par la caisse locale de
« crédit agricole mutuel de ... et la caisse régionale de
« crédit agricole mutuel.

« Toutefois les engagements contractés pour le
« remboursement des avances de l'Etat en exécution
« des deux premiers alinéas du présent article, seront
« exécutés, le cas échéant, par priorité.

« Il est rappelé, d'autre part, que l'article 29 de la
« loi du 5 août 1920 confère à l'Etat représenté par la
« Caisse nationale de Crédit Agricole, un privilège pour
« toutes les sommes qui lui seraient dues à raison des
« avances consenties sur chacune des parts constituant
« le capital de la Société.

« L'amortissement de ces avances se fera confor-
« mément aux instructions données par la Caisse natio-
« nale de Crédit Agricole. »

Ainsi se trouvent dans ce texte définies les respon-
sabilités qu'assument les coopérateurs, responsabilités

au moins théoriquement très lourdes, mais en fait il ne faut pas oublier que la responsabilité n'est et ne peut être que le corollaire de la liberté et que tous les engagements, toutes les formules signées par des individus qui n'ont plus aucune initiative et qui ne peuvent faire autrement que de signer, ne suscitent pas chez eux et cela se comprend, le même respect ni les mêmes scrupules que des engagements librement consentis.

L'Etat en supprimant la liberté endosse donc en fait la responsabilité. Comme l'indique M. SALLERON : c'est peut-être en songeant à cela qu'un Ministre des Finances définissait l'Office : « Un 420 braqué au cœur « des finances publiques ».

Une nouvelle période paraît cependant devoir commencer ; une lueur d'espoir apparaît aux partisans de la liberté ; la politique d'étatisation à outrance marque un temps d'arrêt. A l'Office du Blé n'ont point succédé, comme cela était probable, d'autres offices de production, mais au contraire une vive résistance ayant été opposée par les coopératives de blé, des assouplissements sérieux ont été apportés au système rigide de l'Office. Les coopératives de blé sont en effet groupées dans une union puissante qui en face des exigences de l'Etat a su exprimer le point de vue professionnel. Enfin c'est en faveur d'une liberté organisée selon les principes corporatifs que militent le syndicalisme agricole et les Chambres d'Agriculture.

En ce qui concerne le crédit agricole proprement dit, il faut noter comme nous l'avons d'ailleurs déjà indiqué, que parfois l'intervention de l'Etat était la résultante et la conséquence de l'inadaptation et de l'ignorance de la paysannerie française à l'égard des institutions de crédit. Le crédit agricole a coûté très cher à l'Etat et celui-ci en contre-partie a exigé beau-

coup mais il semble également que nous entrions dans une période nouvelle où les pouvoirs publics ne pouvant accorder autant de capitaux que précédemment l'on fasse de plus en plus appel à l'épargne privée de la paysannerie. Celle-ci pourrait alors redonner à l'institution le caractère de mutualité qu'elle paraît bien n'avoir conservé que de nom. L'Etat en serait le premier bénéficiaire, si bien que l'intérêt général et l'intérêt particulier des agriculteurs coïncideraient, ce qui évidemment réaliserait l'idéal que doit poursuivre tout homme d'Etat.

DEUXIÈME PARTIE

ÉVOLUTION JURIDIQUE
ET ÉCONOMIQUE
DU CRÉDIT AGRICOLE
DANS LES COLONIES FRANÇAISES

EVOLUTION JURIDIQUE ET ECONOMIQUE DU CREDIT AGRICOLE DANS LES COLONIES FRANÇAISES

La France n'a jamais fait reposer ses conquêtes coloniales sur l'asservissement des peuples qu'elle colonisait. Elle a toujours désiré apporter à ces peuples les bienfaits de notre civilisation.

Mettre en valeur les colonies et les civiliser : tels furent et tels restent encore les buts de la France dans les pays qu'elle s'est attachés. Pour cela il faut enseigner aux indigènes, les idées de progrès matériel, intellectuel, moral et social qui constituent le patrimoine de notre nation. Il faut avant tout développer leur bien-être, en améliorant leurs conditions d'existence et en leur fournissant aussi une éducation et une instruction suffisantes.

Nos colonies étant surtout des régions de production presque exclusivement agricoles, on mesure l'importance que vont prendre toutes les questions relatives à l'agriculture. Très rapidement s'y sont répandues les idées de coopération et de mutualité, sous l'empire d'une nécessité plus impérieuse que dans la métropole, les producteurs en raison du manque de moyens de production et d'échange, leur trouvant de sérieux avantages.

Les sociétés coopératives de producteurs ont en fait exercé dans nos territoires coloniaux une action civilisatrice qui ne peut être comparée à celle des anciennes sociétés commerciales qui, vendant aux indigènes des produits manufacturés de faible valeur, prenaient en

échange leur récolte et pratiquaient au surplus la traite des noirs.

Rendant aux colons des services précieux, ces sociétés coopératives ont su aussi contribuer dans une large mesure à l'éducation économique sociale et même technique des populations indigènes et par là même à l'amélioration de leurs conditions de vie.

Parmi les institutions de mutualité qui se sont développées dans nos territoires coloniaux, les organismes de crédit tiennent une place de choix. Plus que dans la métropole la nécessité du crédit se faisait sentir : la mise en valeur des terres dans des pays neufs est une œuvre qui nécessite l'investissement de capitaux considérables ; il fallait en outre pour améliorer les conditions de vie des indigènes pouvoir leur procurer à un taux raisonnable des capitaux afin d'extirper la pratique si répandue du prêt usuraire, cause de misère permanente et principal obstacle au progrès.

M. Yves HENRY n'écrivait-il point en parlant du paysan indochinois : « il est l'esclave à la fois de la « nature et des hommes. Les sécheresses et les épizooties, les inondations et les typhons le trouvent « dépourvu de tout moyen de lutte ou de réparation ; « les usuriers se chargent de ne lui laisser que juste « de quoi vivre... »

Les climats et les richesses du sol sont essentiellement variables suivant la colonie envisagée.

Les productions y sont également diverses ; enfin la densité de la population indigène et les possibilités d'accès par les colons de la métropole sont différentes ; tout ceci explique que la mise en valeur de nos colonies n'ait point atteint partout le même stade de développement.

Le crédit s'y est révélé d'autant plus nécessaire que l'indigène y était plus pauvre et aussi que la métropole désirait développer des cultures intensives afin de récolter les matières premières et les denrées qui lui manquaient.

Une création de plantations par exemple exige l'investissement de capitaux très importants qui ne peuvent généralement être fournis que par le crédit et qui ne pourront rapporter qu'au bout parfois de longues années.

L'institution du crédit agricole était nécessaire pour fournir les avances indispensables à un taux d'intérêt modéré. Il fallait concevoir le fonctionnement des caisses de crédit en tenant compte des obstacles qu'ont à vaincre les agriculteurs coloniaux lors de la création d'une exploitation. Le refus d'un crédit peut avoir pour l'agriculteur colonial des conséquences catastrophiques dans des pays où il suffit de quelques mois parfois même de quelques semaines d'abandon pour que des plantations qui avaient demandé des soins longs et coûteux, soient complétement détruites par une végétation naturelle très puissante.

D'une façon générale le crédit dans nos colonies est resté jusqu'à ces dernières années rare et onéreux. En dehors des usuriers quelques établissements bancaires et quelques sociétés financières pratiquaient pour les colons et les indigènes des opérations de crédit. Mais les banques sont des institutions mal adaptées pour consentir des crédits à l'agriculteur en raison de la nature même de ces crédits qui doivent tenir compte des conditions particulières de la production agricole et comporter notamment des échéances assez longues. Quant aux sociétés financières, créées dans certaines colonies, elles pratiquaient le crédit foncier mais là

encore la garantie réelle qui devait être fournie représentait bien souvent une faible valeur et beaucoup d'incertitude, les droits de propriété des indigènes n'étant pas toujours sûrement établis.

M. BOYER-BANSE, dans une conférence qu'il a faite aux Administrateurs-adjoints en mars 1939, indiquait à ce sujet : « Il faut absolument écarter du crédit agricole aux indigènes l'idée qui est à la base du crédit agricole européen, et selon laquelle la garantie suprême de tout crédit est le sol. Sauf cas exceptionnels, l'expropriation des débiteurs, comme moyen de recouvrement, doit être exclue des prévisions des Sociétés de Prévoyance. On ne peut cependant concevoir un crédit sans garanties. Le problème, pour les Sociétés de Prévoyance, est d'en trouver en dehors du sol. »

Enfin, les formalités à remplir et les frais qu'entraînait la mise en œuvre de ces garanties nuisirent également au développement de leurs opérations.

Le crédit foncier était d'ailleurs généralement un crédit à long terme et les besoins d'une organisation de crédit à court terme se faisaient de plus en plus impérieux.

La création d'organismes spécialisés analogues à ceux qui dispensaient aux paysans métropolitains des crédits s'adaptant à la nature et à la durée de leurs besoins, se révélait nécessaire dans la plupart de nos colonies.

De plus en plus on considère cependant que le crédit agricole colonial doit revêtir des modalités bien adaptées au degré d'évolution des populations de chaque territoire et qu'il est nécessaire de prévoir dans tous les cas un contrôle des besoins de crédit ainsi qu'un contrôle de l'utilisation des crédits accordés.

Pour étudier les différentes institutions de crédit agricole dans les colonies et pays de protectorat, on peut les classer en quatre groupes :

1° Le groupe de l'Afrique du Nord (Algérie, Tunisie, Maroc) ;

2° Le groupe des colonies anciennes (Antilles, Réunion, Guyane, Etablissements d'Océanie) ;

3° Le groupe des colonies nouvelles (Indochine, Madagascar, Afrique occidentale et équatoriale française) ;

4° Les territoires sous mandat (Cameroun et Togo).

Alors que dans les deux premiers groupes la proportion importante de la population est représentée par des colons, dans les deux derniers l'élément indigène est prépondérant.

CHAPITRE PREMIER

LE CREDIT AGRICOLE EN AFRIQUE DU NORD

Plus peut-être que pour tout autre territoire colonial il faut reconnaître que la disette et l'usure ont été les facteurs dominants de l'évolution économique et sociale de l'Afrique du Nord. La disette résultait des variations capricieuses du climat ; l'usure était la conséquence du manque de capitaux, de l'instabilité des garanties et aussi de la disette elle-même. Sans doute prévoyant le cycle des « vaches maigres » certains fellahs emmagasinaient-ils des grains et des récoltes ; certains même obéissant au précepte coranique se faisaient un devoir de réserver aux malheureux le dixième de leur récolte ; mais c'étaient là des moyens bien trop faibles pour lutter contre un aussi redoutable fléau... ; l'histoire nous laisse le souvenir de ces lamentables exodes de familles dans ces régions où « les routes se peuplaient de morts. »

De là s'ensuivaient tout naturellement des périodes de véritable anarchie économique et c'est à notre Administration militaire que revient le mérite d'avoir apporté à cette lamentable situation les premiers remèdes.

En Algérie en 1846, le Capitaine LAPASSET fit grouper des silos déjà existants en une organisation rudimentaire, dont il confia la gestion aux caïds sous la surveillance des officiers de bureau arabes.

En 1869 s'ébauchent sous l'impulsion du Général LIEBERT les premières sociétés indigènes de prévoyance.

Agences de crédit et de mutualité en même temps qu'établissements charitables, ces sociétés viennent en aide par des secours temporaires aux indigènes ouvriers agricoles, cultivateurs pauvres gravement atteints par les maladies ou les accidents. Elles consentent des prêts annuels permettant aux fellahs de maintenir et de développer leurs cultures, d'améliorer leur outillage, d'augmenter leurs troupeaux ; elles contractent aussi des assurances collectives contre la grêle, les accidents, l'incendie des récoltes.

Elles sont limitées au cadre communal et demeurent sous une étroite tutelle administrative.

Une loi du 19 juillet 1933 a autorisé la création d'un fonds commun destiné à faciliter les opérations de ces sociétés, leur consentant des avances remboursables et des subventions exceptionnelles ; ce fonds est alimenté par les ressources ordinaires des Sociétés indigènes de prévoyance, notamment par les cotisations de leurs membres. Il peut contracter des emprunts, et aussi recevoir des subventions.

Un décret du 7 mai 1938 a amélioré l'organisation et le fonctionnement de ce fonds commun.

Il peut désormais effectuer des opérations de consolidation concernant les agriculteurs indigènes propriétaires de terres francisées dans l'indivision, lorsqu'il n'a pas été possible de prendre régulièrement des garanties hypothécaires suffisantes.

La réforme récente habilite ces institutions à jouer le rôle de coopérative de blé, vis-à-vis de leurs adhérents ; ces derniers peuvent ainsi vendre leurs récoltes à un prix rémunérateur à ces organismes, en même temps que s'y procurer du blé pour la consommation familiale.

En ce qui concerne l'Algérie, elles ont pu financer les récoltes de leurs adhérents à concurrence de 94 millions de francs, représentant 500.000 quintaux de blé pour la récolte 1938.

En dehors de ces sociétés indigènes de prévoyance, organismes spécifiquement coloniaux, l'organisation du crédit agricole en Afrique du Nord ne diffère pas de celle de la métropole. Ceci s'explique par les conditions assez peu différentes de climat et de culture ainsi que par le degré supérieur de développement atteint par ces colonies de l'Afrique du Nord.

§ 1. — LE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL EN ALGÉRIE

L'organisation du crédit agricole en Algérie est aujourd'hui définitivement au point.

Parallèlement à celle de la métropole, elle comprend un organisme central : la Caisse Algérienne de Crédit Agricole Mutuel, 22 caisses régionales auxquelles se rattachent 308 caisses locales et 361 coopératives agricoles groupant 37.280 sociétaires, dont 21.330 Européens et 15.950 indigènes.

Ces organismes de crédit ont consenti au cours de l'année 1938, 732 millions de prêts à court terme et 175 millions de prêts à moyen et à long terme, soit au total 907 millions de prêts.

Les ressources suivantes ont permis le financement de ces opérations :

Capital versé	58.000.000 fr.
Réserves	122.000.000 »
Dépôts	682.000.000 »
Récompte en banque ou à la	
Caisse Algérienne	200.000.000 »
Avances de l'Algérie	60.000.000 »

Si l'on examine ces chiffres, on voit tout de suite quelle importance les opérations à court terme ont prise par rapport aux opérations à moyen et à long terme.

C'est là un fait d'observation courante dans un pays relativement neuf :

Les ressources d'épargne susceptibles d'être investies dans des opérations à long terme y sont en effet très rares.

On remarque également que, abstraction faite des opérations à moyen et à long terme financées pour leur presque totalité par des avances de la Caisse Algérienne, les ressources propres des caisses régionales représentent par rapport à l'ensemble des ressources à court terme un pourcentage de 19 %.

La Caisse Algérienne a compris qu'il convenait de pratiquer une politique d'argent à bon marché. Elle s'efforce de réduire le taux des prêts à moyen terme qui est de 6 % et celui des prêts à court terme qui est d'environ 6.50 %.

En ce qui concerne le fonctionnement pratique des institutions de crédit agricole, la nature et l'attribution des prêts, leur durée, leurs garanties, les mesures prises sont en tout point parallèles à celles que nous avons longuement décrites pour les institutions métropolitaines.

§ 2. — LE CRÉDIT AGRICOLE EN TUNISIE

L'organisation du crédit agricole mutuel en Tunisie date du décret beylical du 25 mai 1905, depuis abrogé et remplacé par le décret du 13 février 1934.

Quatre groupes d'établissements sont chargés de la distribution de ce crédit

1° Les caisses de crédit agricole mutuel affiliées à la Caisse régionale de crédit agricole de Tunisie ont une clientèle individuelle ou collective, française, tunisienne ou étrangère.

2° Les Sociétés Tunisiennes de Prévoyance réservées aux seuls indigènes, analogues à celles de l'Algérie, que nous avons déjà étudiées.

3° La Caisse Tunisienne de Crédit et de Consolidation faisant des opérations strictement délimitées.

4° La Caisse Foncière accordant des prêts à long terme à des cultivateurs français ou tunisiens.

Ces caisses fonctionnent à l'instar des institutions algériennes.

Le décret du 13 janvier 1938 a fixé les conditions d'application du 25 avril 1937 permettant à la Caisse Nationale de Crédit Agricole métropolitaine de consentir des avances pouvant atteindre 10 millions aux institutions de crédit agricole mutuel de Tunisie ainsi qu'aux organisations centrales des sociétés tunisiennes de prévoyance ou de mutualité agricole.

Ces avances amortissables en dix ans sont consenties au taux de 1,50 % et garanties par le Gouvernement de la Tunisie.

Un décret beylical du 3 septembre 1936 a rendu applicables en Tunisie les dispositions de la loi métropolitaine du 15 août 1936 instituant l'Office National Interprofessionnel du blé.

Par le décret du 13 février 1937 la caisse régionale a été appelée à participer au financement de la récolte tunisienne de blé. Elle centralise les opérations qui y sont relatives et sert d'intermédiaire entre les coopératives ou les sociétés tunisiennes de prévoyance et la Banque de Tunisie pour l'escompte des warrants ou effets créés en contre partie des stocks de blé.

La crise économique récente ayant particulièrement sévi en Tunisie, les agriculteurs souvent endettés dans une proportion excessive, ont éprouvé les plus grandes difficultés à se libérer des emprunts qu'ils avaient contractés.

§ 3. — LE CRÉDIT AGRICOLE AU MAROC

Le Maroc compte six caisses régionales de crédit agricole : le Crédit mutuel organisé au Maroc en 1919 a pris depuis une rapide extension. Comme en France et en Algérie, la création de caisses locales et régionales avait été prévue, mais à la lumière de l'expérience on a remplacé les caisses locales par de simples sections locales de caisses régionales. Il y a actuellement six caisses régionales de crédit agricole mutuel qui groupent plus de 3.000 sociétaires.

Elles font avec leurs adhérents, par l'intermédiaire de leurs sections locales, des opérations de prêts à court et à moyen terme ; par suite d'un manque de ressources, le crédit à long terme n'est pas encore organisé dans cette colonie, les seules opérations de crédit agricole individuel à long terme sont faites par la caisse des Prêts Immobiliers du Maroc.

Les caisses régionales peuvent d'ailleurs cautionner les avances accordées à leurs adhérents par la Caisse de Prêts Immobiliers.

L'Etat a quelquefois consenti des avances à long terme collectives aux coopératives agricoles ; les caisses régionales ont alors servi d'intermédiaire pour l'attribution de ces prêts.

Pour faire face aux opérations de crédit qu'elles effectuent, les caisses régionales utilisent leurs ressources personnelles, mais elles ont surtout reçu un très

important concours du Gouvernement shériffien et de la Banque d'Etat du Maroc.

La Caisse de prêts immobiliers du Maroc, qui seule consent des prêts à long terme, est une filiale du Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie, soumise au contrôle de l'Etat.

Cette même caisse facilite souvent les opérations de crédit à moyen terme des caisses régionales de crédit agricole, en leur consentant des ouvertures de crédit.

Un dahir du 5 décembre 1930 a créé une institution centrale de crédit agricole, qui a pris le nom de « Caisse Fédérale de la Mutualité et de la Coopération Agricole ». Cette institution centrale coordonne l'action des organismes de crédit mutuel agricole, facilite leurs opérations, leur consent des avances, et contrôle leur fonctionnement en surveillant leurs opérations et celles des unions de coopératives et des coopératives centrales.

Il existe également au Maroc cinquante-deux Sociétés indigènes de prévoyance, analogues à celles qui fonctionnent en Algérie et en Tunisie ; elles groupent près de 1.200.000 sociétaires et pendant la campagne agricole 1936-1937, elles ont prêté aux fellahs une somme de 44 millions de francs environ, à laquelle il faut ajouter 12 millions 1/2, de secours non remboursable.

Ces sociétés sont affiliées à une caisse centrale, qui a été fondée en 1927.

CHAPITRE II

LE CREDIT AGRICOLE DANS LES COLONIES ANCIENNES

Nos vieilles colonies ont connu le crédit agricole bien avant la métropole.

Ce sont les banques d'émission de nos vieilles colonies (Antilles et Réunion) qui ont, en 1848, lors de la suppression de l'esclavage, été à l'origine de l'organisation pratique du crédit à court terme.

Le décret du Gouvernement provisoire du 27 avril 1848, en même temps qu'il abolissait l'esclavage, prévoyait pour les colons possesseurs d'esclaves le droit à une indemnité. La loi du 30 avril 1849 fixa le montant de cette indemnité et la répartit entre les territoires coloniaux de la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion, la Guyane, le Sénégal, Nossi-Bé et Sainte-Marie à Madagascar.

La suppression de l'esclavage transformant les conditions du travail troublait gravement l'économie coloniale.

L'accession au salariat des esclaves libérés ne devait être possible que si les anciens propriétaires étaient pourvus de moyens financiers leur permettant d'assurer la continuation de l'exploitation de leurs terres.

Pour cela, il apparaissait nécessaire d'instituer un crédit à bon marché qui permît de restaurer les exploitations coloniales désorganisées et d'assainir la situation économique en procurant aux colons des fonds de roulement.

Des établissements de crédit se révélèrent donc indispensables et il fut alors décidé que, dans chaque colonie, une partie de l'indemnité servile attribuée aux colons serait transformée en actions de la banque locale d'émission.

Ce prélèvement, fixé à $1/8$ de l'indemnité, fut employé à constituer le capital originaire des banques coloniales, véritable capital d'apport obligatoire. L'Etat débiteur de l'indemnité servile reconnaissait aux colons une créance de rente perpétuelle et en faisait d'autorité apport à la société anonyme constituée par ses soins.

Le capital nominal fut ainsi, à l'origine, de 3 millions pour chacune des banques de la Martinique, la Guadeloupe et la Réunion et de 700.000 francs pour la Guyane.

Les colons se trouvaient en quelque sorte associés des banques d'émission : celles-ci, véritables institutions de crédit agricole, leur accordaient les capitaux dont ils avaient besoin pour assurer l'exploitation de leurs domaines.

Cependant le système manquait de souplesse ; les banques ne pouvaient accorder que des prêts à court terme ; aussi les agriculteurs coloniaux préférèrent-ils s'adresser à des caisses de crédit agricole spécialisées, qui tenant compte des caractères spécifiques de l'agriculture pouvaient, mieux que toute autre organisation, leur donner satisfaction.

En fait d'ailleurs, en 1919, au moment du renouvellement de leurs privilèges, les banques d'émission ne prêtaient plus qu'aux propriétaires fonciers ; aussi des redevances analogues à celles versées par la Banque de France aux institutions métropolitaines du crédit agricole leur furent-elles imposées.

Dès 1905 à la Réunion, dès 1907 à la Martinique et 1912 à la Guadeloupe, quelques caisses locales furent constituées suivant les directives de la loi du 5 novembre 1894, ces caisses alimentées par des ressources nettement insuffisantes, n'avaient fait que végéter et disparurent au cours des années 1914-1918.

On peut donc dire que le crédit agricole n'a vraiment été organisé dans ces colonies que par le décret du 31 décembre 1920, modifié par le décret du 20 novembre 1922, et celui du 5 juillet 1929, qui a institué le crédit à moyen terme.

Calqué sur les institutions métropolitaines, il comprenait un certain nombre de caisses locales groupées en caisses régionales appelées caisses centrales.

Chacune de ces trois colonies (Martinique, Guadeloupe, Réunion) possédait une trentaine de caisses locales de crédit agricole groupées en une caisse centrale.

Le capital des caisses locales était formé par la souscription de parts nominatives par les sociétaires. Ces caisses locales consentaient à tous leurs sociétaires des prêts à court terme, des prêts à moyen terme aux sociétaires individuels, à l'exception des syndicats agricoles. Ces prêts comportaient obligatoirement des garanties spéciales (cautions, nantissements, hypothèques, etc...). Exceptionnellement et avec l'agrément de la caisse centrale, des prêts à moyen terme pouvaient être consentis aux caisses d'assurances et de réassurances mutuelles.

Les caisses locales examinaient et transmettaient, sous leur responsabilité et avec leur avis motivé, à la caisse centrale les demandes de prêts individuels et collectifs à long terme.

La caisse centrale créée dans chacune de ces colonies avait une circonscription territoriale qui s'étendait à tous les territoires de cette colonie. Son capital était

constitué au moyen de parts souscrites par les caisses locales et les membres individuels ou collectifs de ces sociétés.

Son but était de favoriser les opérations des caisses locales et d'exercer sur celles-ci un contrôle permanent.

Ainsi calquée sur les institutions métropolitaines, cette organisation se révéla à bien des égards déficiente. L'expérience montra qu'on ne pouvait ainsi transplanter les mêmes cadres dans des conditions aussi différentes et une adaptation a dû se faire en tenant compte des caractères propres de la colonie envisagée, caractères aussi bien économiques et physiques que moraux et intellectuels.

Tel qu'il résultait du décret du 5 juillet 1929, le fonctionnement de ces organismes n'avait pas donné satisfaction.

Une enquête effectuée ces dernières années par les services compétents de l'Administration Coloniale, révéla que dès l'origine, l'organisation du crédit agricole fut gênée par le fait que la totalité des fonds constituant le capital social des caisses locales avait été réemployée par elles en souscription de parts de la caisse centrale, de sorte qu'il n'existait pour toutes les caisses qu'un seul et unique capital : celui dont dispose la caisse centrale pour ses opérations.

Les réserves des caisses locales étant pratiquement inexistantes, toutes les pertes étaient, en définitive, supportées par la caisse centrale.

Les administrations des caisses locales ont alors pu, en toute irresponsabilité, amener la caisse centrale à s'engager dans des opérations hasardeuses ; les caisses transmettaient des demandes de prêts mal instruites, qui comportaient souvent des surestimations de gages ou qui négligeaient parfois des hypothèques préexis-

tantes, cependant que la pratique des avals de complaisance se généralisait sans qu'aucun effort fût tenté pour y remédier.

Le nombre des prêts en souffrance ne cessa de s'accroître et si le système préconisé par le décret du 5 juillet 1929 avait été appliqué comme il était conçu, c'est-à-dire si la caisse centrale, opérant comme une banque d'escompte, avait retourné aux caisses locales les effets impayés à l'échéance en exigeant leur remboursement, il aurait fallu liquider aussitôt toutes les caisses locales.

Une réorganisation du crédit agricole fut alors envisagée, et cette réorganisation a été accomplie par le décret du 4 mars 1939.

Les caisses centrales et les caisses locales ont été supprimées ; une caisse unique pourra seulement être constituée dans chacune des trois colonies de la Martinique, de la Réunion et de la Guadeloupe ; cette caisse unique prendra le nom de « Caisse de Crédit Agricole Mutuel » et elle aura pour circonscription tout le territoire de la colonie.

Pourront faire partie des caisses de crédit agricole mutuel :

1° Les syndicats agricoles, sociétés d'assurances mutuelles agricoles, sociétés agricoles de coopération et associations syndicales de propriétaires.

2° Les agriculteurs, citoyens ou sujets français, et les sociétés françaises se livrant à l'agriculture, les uns et les autres membres de l'une des collectivités ci-dessus énumérées.

Le capital de la Caisse de crédit agricole mutuel est formé de parts nominatives souscrites par les sociétaires. Ce capital est variable et est divisé en parts de 250 francs minimum.

Aux sièges des anciennes caisses locales, des comités locaux de crédit agricole pourront être constitués. Ces comités locaux ont un rôle exclusivement consultatif ; ils se bornent à donner un avis motivé sur toutes les demandes de prêts qui leur sont ou directement remises, ou communiquées par la Caisse de Crédit agricole, en fournissant à cette caisse tous les renseignements sur la situation des demandeurs ou des titulaires de prêts.

Le Gouverneur peut dissoudre par arrêté le comité local qui cesserait ses fonctions ou les exercerait en violation des lois et règlements ; il peut alors lui substituer un comité provisoire.

La caisse de crédit agricole mutuel consent :

a) à tous ses sociétaires des prêts d'argent à court terme, dont la durée totale ne doit pas dépasser en principe « celle de l'opération en vue de laquelle ils ont « été consentis, l'opération étant terminée à la réalisation des produits de la campagne agricole ». Le délai maximum de remboursement de ces prêts ne peut excéder dix-huit mois.

b) des prêts d'argent à moyen terme pour l'achat de matériel et de bétail, l'édification d'abris et de hangars, l'amélioration et la mise en valeur de leurs exploitations.

Ces prêts sont remboursables dans un délai maximum de cinq ans, par amortissements annuels de 1/5.

Ils sont obligatoirement assortis de garanties spéciales : caution solidaire, nantissement, warrant, dépôts de titre, hypothèque, etc...

Exceptionnellement, en faveur des caisses d'assurances mutuelles, la durée d'amortissement des prêts à moyen terme est portée à dix ans.

c) des prêts à moyen terme spéciaux individuels ou collectifs pour la création de nouvelles cultures arbustives, la mise en jachère des terres pour une longue période, l'achat d'animaux reproducteurs, les aménagements intérieurs des propriétés.

Le montant de ces prêts ne peut dépasser 50.000 fr., leur durée dix années et le taux d'intérêt être inférieur à 3 %.

d) des prêts à long terme individuels, dont le montant ne pourra dépasser 60.000 francs, la durée de remboursement vingt ans, sans toutefois que l'âge de l'emprunteur, à la date du dernier amortissement, puisse dépasser soixante-cinq ans ; leur taux d'intérêt, fixé par un arrêté du Gouverneur, doit être inférieur de 2 % au moins au taux officiel d'escompte de la banque locale d'émission, avec un maximum de 4 %.

Ces prêts sont garantis par une hypothèque, une assurance en cas de décès, une caution, une délégation sur titre de pension, un warrant, un nantissement.

Le bénéficiaire d'un prêt doit, dans le contrat même, s'engager à cultiver lui-même ou avec le concours de sa famille la propriété, ou à gérer lui-même l'industrie agricole ayant fait l'objet de l'emprunt.

e) aux sociétés agricoles de coopération et aux associations syndicales de propriétaires qui lui sont affiliées, des prêts à long terme d'une durée maxima de vingt ans et exceptionnellement de trente ans en faveur des coopératives de reboisement et des associations ayant pour objet l'adduction d'eau, l'irrigation et le drainage.

Un avis favorable du Gouverneur est indispensable pour l'attribution de ces prêts.

Le montant des prêts collectifs à long terme consentis aux sociétés agricoles de coopération peut attein-

dre six fois le capital versé en argent ou en nature ; il est proportionné à l'importance des travaux à effectuer quand il s'agit d'une association syndicale de propriétaires.

La dotation du crédit agricole dans les vieilles colonies est constituée par :

1° La contribution de 500.000 francs versée à l'Etat par chacune des banques de la Guadeloupe, Réunion, Martinique, en exécution de l'article 15 de la loi du 21 mars 1919 ;

2° La redevance annuelle proportionnelle à la circulation fiduciaire et les superdividendes dont le versement par chacune de ces banques est exigé par les articles 16 et 17 de la même loi.

Tout un système d'avances à la Caisse de crédit agricole mutuel est prévu.

Le Gouverneur Général et l'Inspection des Colonies auront enfin, tant auprès des Caisses de crédit agricole qu'auprès des associations bénéficiaires d'avances, une mission de contrôle.

En *Nouvelle-Calédonie et dans les Etablissements français de l'Océanie*, le crédit mutuel agricole a été organisé par deux décrets du 13 décembre 1932, mais le crédit agricole, de même que le mouvement coopératif y est encore peu développé.

Aux *Nouvelles-Hébrides*, un décret du 19 juin 1935 a créé dans ce condominium franco-britannique des associations agricoles de cautionnement mutuel entre les citoyens et ressortissants français.

Dans quatre autres colonies françaises : *Côte des Somalis, Ile de Saint-Pierre et Miquelon et Etablissements français de l'Inde*, il n'y a pas encore, à notre connaissance, d'institution de crédit ou de coopération agricole.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'organisation actuelle du crédit agricole dans les vieilles colonies.

La réforme faite par le décret récent du 4 mars 1939 paraît devoir rendre à l'agriculture coloniale de très appréciables services.

CHAPITRE III

LE CREDIT AGRICOLE DANS LES COLONIES NOUVELLES

SECTION I

Le crédit agricole en Indochine

La loi du 5 novembre 1894, qui avait projeté l'organisation en France des caisses locales de crédit agricole, prévoyait dans son dernier article son application aux territoires coloniaux, mais elle ne fut promulguée en Cochinchine que par l'arrêté du Gouverneur Général en date du 11 juillet 1908.

Modifiée à plusieurs reprises, cette loi a été abrogée en France et remplacée par la loi du 5 août 1920, seulement en ce qui concerne la métropole ; dans les territoires coloniaux, elle a continué à être appliquée.

Elle permettait, sur une base solide, la création de sociétés de crédit agricole mutuel, mais à cette époque, en Indochine, les syndicats n'étaient pas autorisés.

Deux arrêtés du Gouverneur Général en date du 11 juillet 1908 et du 8 novembre 1912 réglementèrent la constitution des syndicats agricoles ; il fut dès lors possible aux organismes de crédit agricole prévus par la loi de 1894 de fonctionner. Pour étudier le crédit agricole en Indochine, il faut distinguer entre les institutions de la Cochinchine et celles des autres territoires de l'Union Indochinoise :

A) Les institutions de crédit agricole en Cochinchine

Mentionnons tout d'abord qu'il existait dans cette colonie une Caisse Française de crédit agricole mutuel ; son organisation et son fonctionnement étaient identiques à ceux des caisses de la métropole ; elle ne faisait d'ailleurs des opérations qu'avec les colons français établis dans cette colonie.

Il convient de signaler que cette caisse a suspendu ses opérations depuis le 1^{er} juillet 1938, en application du décret du 20 mai 1933 tendant à unifier en Indochine la réglementation du crédit agricole mutuel. Elle a été invitée à s'affilier à l'Office Indochinois du Crédit Agricole ou à fonder, après liquidation, une institution conforme à la législation actuellement en vigueur.

Les organismes de crédit agricole mutuel indigènes, appelés « Sociétés Indigènes de Crédit Agricole Mutuel », furent créés après les arrêtés du Gouverneur Général autorisant la constitution des syndicats agricoles.

Ils fonctionnèrent en fait comme de véritables sociétés commerciales ; les indigènes influents occupèrent très vite les places d'administrateurs et comme le fait remarquer M. KHERIAN : « Les millions de piastres ainsi
« avancés pour combattre l'usure avaient eu très sou-
« vent cette conséquence paradoxale de fournir de
« nouvelles armes aux usuriers. En fait les membres
« des Conseils d'Administration des SICAM (1)
« s'étaient servis royalement sans oublier leurs parents
« et amis.

(1) SICAM est l'abréviation courante de Sociétés Indigènes de Crédit Agricole Mutuel.

« Disposant ainsi de sommes empruntées à un taux
« minime pour l'Indochine, toutes ces personnes les
« avaient prêtées à des taux énormes à leur clientèle
« habituelle. »

D'autre part, dans certaines provinces, l'absence complète de régime foncier avait permis à certains débiteurs de mauvaise foi de fournir des titres de propriété apocryphes.

On comptait en 1930, 20 SICAM qui groupaient 15.123 sociétaires.

Ces sociétés consentaient : 1° des *gros prêts à moyen terme* qui avaient pour objet la reconstitution, l'aménagement ou le développement des grandes propriétés. Ils devaient être garantis par un gage foncier d'une valeur telle que le montant du prêt n'excède pas 30 % de la valeur du gage. Leur minimum était de 8.000 piastres, leur maximum de 12.000 piastres, la durée de leur remboursement de 5 ans.

2° des *prêts moyens à moyen terme* : leur objet est de faciliter l'aménagement, la reconstitution ou le développement des moyennes propriétés. La garantie exigée est la même que celle demandée pour les gros prêts à moyen terme. Leur maximum est de 8.000 piastres et leur durée de 5 ans.

3° des *prêts à court terme* aux petits et moyens cultivateurs pour assurer les besoins courants de l'exploitation : ces prêts ont pour but de permettre aux propriétaires de pouvoir acquérir le matériel ou le cheptel dont ils ont besoin pour l'exploitation de leur domaine ; leur maximum est fixé à 1.000 piastres remboursable en 5 ans.

4° des *prêts pour faciliter l'accession des indigènes à la propriété*. Ces prêts se subdivisaient en :

a) Prêts aux petits propriétaires d'un montant variant entre 1.000 piastres et 2.000 piastres remboursable en 5 ans.

b) Prêts aux concessionnaires provisoires : leur montant ne peut excéder 300 piastres ; ils sont garantis par un nantissement.

c) Prêts directs : ces prêts ont pour but de permettre aux indigènes non propriétaires, non concessionnaires provisoires d'obtenir des avances jusqu'à concurrence de 500 piastres afin de leur faciliter la mise en culture de terrains occupés sans titre ou d'accéder directement à la propriété ; ils sont consentis pour une année et sous la garantie collective de la Société qui les consent.

Des réformes s'imposaient et un arrêté en date du 28 janvier 1928 modifié et complété par les arrêtés des 23 janvier 1930, 26 février 1931, 5 août 1931, 26 février 1934 et 23 mars 1935, fut pris en vue de réorganiser l'institution du Crédit agricole mutuel.

Le Gouverneur Général de l'Indochine et le Gouverneur de la Cochinchine exercent désormais sur les SICAM, un contrôle strict et efficace.

Cependant l'effort accompli ne paraissait point suffisant pour éviter tous les abus et doter les SICAM d'une organisation de nature à empêcher les imprudences les plus graves et permettre à l'Administration de guider effectivement l'activité de ces sociétés.

De plus la crise ayant failli être néfaste à ces sociétés, des mesures sévères d'assainissement ont été ordonnées par le Gouvernement Général.

Ces mesures ont permis à l'institution de ne pas sombrer ; elle commence même actuellement à redevenir prospère.

Un arrêté du Gouverneur Général de l'Indochine, en date du 5 août 1932 a créé une caisse centrale du Crédit Mutuel en Cochinchine, caisse formée par la réunion des SICAM.

Cette caisse centrale exerce un contrôle permanent sur les Sociétés de crédit indigène ; elle répartit entre ces sociétés les redevances, subventions et avances qui pourraient leur être consenties ; elle a pris en charge le passif important des SICAM, son apurement et son règlement ; elle contrôle et gère tous les prêts, leur aménagement, leur recouvrement et règlement par voie amiable ou judiciaire ainsi que toute transaction ; elle peut enfin donner par délégation permanente du Gouverneur de la Cochinchine, la garantie de la colonie à bonne fin des opérations de prêts effectués par elle-même ou par les sociétés adhérentes avec son accord ; elle peut contracter des emprunts, recevoir des avances remboursables portant intérêts, ainsi que les subventions et contributions pouvant être attribuées à la mutualité agricole.

Les opérations de la caisse centrale sont garanties par la responsabilité solidaire de toutes les SICAM ayant adhéré à ses statuts. Elle ne se substitue donc pas aux SICAM ; elle se superpose à elles comme un organe de coordination et de contrôle nécessaire.

Sa création avait pour principal but la liquidation des opérations imprudentes et malheureuses qui avaient été faites par les SICAM ; le but recherché paraît avoir été atteint.

Il paraît actuellement désirable que cette caisse, simple organisme de liquidation, disparaisse quand sa tâche sera terminée et que les SICAM soient incorporées dans les institutions de l'ensemble de l'Indochine, par leur affiliation à l'Office Indochinois du Crédit

Agricole Mutuel, ce qui leur permettra de bénéficier de l'aide pécuniaire de cet organisme.

*B) Le Crédit Agricole
dans les Pays de l'Union Indochinoise
autres que la Cochinchine*

En ce qui concerne les pays de l'Union Indochinoise autres que la Cochinchine (Laos excepté), à savoir : l'Annam, le Tonkin et le Cambodge, le crédit à l'agriculture y a été organisé assez récemment.

Bénéficiant de l'expérience acquise en Cochinchine, les organismes qui furent créés le furent avec plus de prudence ; aussi connurent-ils un très rapide succès.

Un arrêté du 4 septembre 1926, du Gouverneur Général de l'Indochine, posait le principe de l'organisation du crédit agricole sur la base de la mutualité, dans ces différentes régions. Un deuxième arrêté du 21 juillet 1927 précisa l'organisation et le fonctionnement de l'institution ainsi projetée.

Comme pour la Cochinchine, nous nous bornerons à mentionner les deux caisses françaises de crédit agricole, la première créée au Tonkin le 21 novembre 1933, la deuxième en Annam le 18 mars 1935. Elles sont organisées et fonctionnent suivant les mêmes principes que ceux de la métropole ; en ce qui concerne le Cambodge, il n'y a pas encore d'institution de ce genre.

Le crédit indigène, pour les mêmes raisons qu'en Cochinchine, présente beaucoup plus d'intérêt pour notre étude.

Il repose sur l'organisation de Banques Provinciales de Crédit populaire, administrées par des notables indigènes, mais dirigées par des fonctionnaires du

Gouvernement Général en rapport avec des comités communaux ; ces comités servent d'intermédiaire pour la réalisation des prêts.

Ce sont surtout des prêts de faible importance (en moyenne 50 piastres), ce qui permet un grand nombre de bénéficiaires, malgré les ressources assez faibles dont ces organismes ont pu jusqu'ici disposer.

Ces banques provinciales sont constituées sous forme de sociétés civiles à capital variable, ce qui leur confère la personnalité civile. Au 31 décembre 1937 on en comptait 26 qui groupaient 132.883 sociétaires contre 119.156 au 31 décembre 1936 avec un capital libéré de 194.000 piastres contre 180.000 piastres.

En outre le montant des prêts nouveaux consentis, qui était, au 31 décembre 1936, de 922.000 piastres, s'élevait, au 31 décembre 1937, à 1.229.000 piastres, avec un montant moyen par prêt de 25 piastres au lieu de 31 en 1936.

Ces banques provinciales ont pour objet de :

1° Consentir des prêts aux agriculteurs, aux collectivités, aux communes, en vue :

- a) de l'achat de terrains pour la culture ;
- b) de l'achat de semences, de plants, d'engrais ;
- c) de couvrir les dépenses se rapportant à la culture, à la récolte, à la transformation des produits agricoles ;
- d) d'établir ou de réparer des travaux d'irrigation ou de drainage.

Les prêts individuels consentis par l'intermédiaire des comités communaux sont consentis pour une durée maximum d'une année et ne peuvent excéder 100 piastres (comités communaux).

Les prêts directs aux individus, aux collectivités et aux communes sont consentis pour une durée maximum de cinq ans et pour un montant supérieur à 100 piastres (directement à la Banque Régionale).

Tous ces prêts sont garantis, soit par une caution personnelle, soit par un gage mobilier, soit par une sûreté immobilière.

2° Contracter des emprunts et obtenir des avances sur les fonds mis à la disposition du crédit populaire, recevoir de leurs sociétaires des dépôts portant ou non intérêt.

3° Constituer des fonds de réserve avec les bénéfices réalisés dans les opérations sociales.

Malgré leur jeunesse, les caisses de l'Annam et du Tonkin dont la situation avait fait naître quelques inquiétudes, tout comme les S I C A M de Cochinchine quoique à un degré bien moindre, en 1932-33, époque à laquelle la crise économique s'est fait sentir avec le plus d'acuité en Indochine, ont réussi à franchir sans trop de dommages cette mauvaise période.

En ce qui concerne le Cambodge, la situation est moins satisfaisante mais elle n'est cependant nullement compromise et le redressement, au cours de ces deux dernières années, des organismes de crédit agricole permet de penser que leur situation sera bientôt complètement assainie et leur permettra, dans un très proche avenir, de répondre au but en vue duquel ils ont été créés.

Enfin un décret du 20 mai 1933 a créé l'Office Indochinois du Crédit Agricole Mutuel, établissement public possédant la personnalité civile et l'autonomie financière.

Cet organisme a pour mission de coordonner et de contrôler l'action des caisses qui lui sont affiliées.

Il est chargé de la répartition entre les caisses françaises de crédit agricole et les banques provinciales indigènes des capitaux et crédits d'escompte dont il dispose.

Il peut consentir des ouvertures de crédit en compte courant pour la réalisation de prêts à court terme, soit aux Sociétés Françaises de Crédit Agricole, soit aux caisses provinciales de crédit agricole mutuel indigène.

A ces mêmes organismes, il consent, en outre, des avances pour prêts individuels ou collectifs à moyen terme.

Sur la demande des caisses françaises et sous la responsabilité de celles-ci, il consent des prêts individuels à long terme et des prêts collectifs à long terme à leurs membres individuels ou collectifs.

Par l'intermédiaire des caisses françaises et indigènes, il transmet aux sociétés coopératives, communes, associations syndicales, les avances spéciales destinées à l'exécution de travaux agricoles d'intérêt général ou à la réparation des dommages causés par les accidents naturels.

Il escompte les effets souscrits par les membres des différentes caisses et endossés par ces dernières ou garantit le remboursement de ces effets lorsqu'ils sont remis à l'escompte de l'Etablissement de crédit public ou privé qui a consenti en faveur de l'Office un crédit d'escompte.

Il peut enfin, après approbation du Gouverneur, passer des conventions avec l'institut d'émission, les Etablissements de crédit public ou privé de la métropole ou de la colonie, en vue d'obtenir soit des avances, soit un crédit d'escompte.

Pour effectuer ces opérations, l'Office dispose des ressources suivantes :

1° Pour les opérations courantes de prêts :

a) des sommes qui lui sont avancées par la Colonie, les Etablissements de crédit publics ou privés et notamment de celles provenant de la redevance payée à la Colonie, par la Banque de l'Indochine, sur la circulation fiduciaire prévue par l'article 8 de la loi du 31 mars 1931 ;

b) éventuellement des sommes qui lui sont avancées par l'Etat ;

c) de son fonds de réserve ;

d) et enfin des dons et legs qu'il peut recevoir avec l'agrément du Gouverneur Général.

2° Pour l'exécution des travaux d'amélioration agricole d'intérêt général ou pour la réparation des dommages causés par les accidents naturels, des avances mises à sa disposition avec affectation spéciale.

3° Pour couvrir les dépenses nécessaires à son fonctionnement.

a) du revenu de ses fonds libres et de ses fonds de réserves ;

b) de la différence entre les taux d'intérêt auxquels lui sont avancées les sommes dont il dispose pour les opérations courantes de prêts et celui qu'il pratique pour les avances aux différentes caisses, ou les prêts à long terme qu'il consent aux membres individuels ou collectifs de ces Caisses ;

c) des ristournes sur l'escompte des effets remis dans un établissement de crédit par les Caisses de crédit mutuel françaises et indigènes, avec sa garantie ;

d) éventuellement, des subventions et contributions du Budget Général ou des Budgets locaux.

Le décret organique du 20 mai 1933 sur le crédit agricole indochinois a été modifié par le décret du 8 décembre 1937.

L'esprit mutualiste n'ayant pas encore fait dans la masse paysanne les progrès nécessaires au développement du crédit agricole, l'Office Indochinois du Crédit Agricole Mutuel a organisé une Section de propagande. Les caisses provinciales ne groupent, en effet, que 132.000 sociétaires, chiffre encore insuffisant.

L'Office a continué son œuvre d'assainissement des caisses provinciales, augmenté le volume de ses opérations et élargi le champ de sa clientèle. Ses réserves couvrent largement le montant des créances douteuses. Durant l'année 1937, on a pu noter une augmentation de 11 % du nombre des sociétaires, de 8 % du montant du capital libéré, et surtout une élévation de 60 % sur le montant de dépôts de fonds effectués, ce qui indique nettement la confiance dont jouit le crédit agricole en Indochine.

Parmi les mesures destinées à enrayer la crise des produits agricoles, les prêts de soutien ont eu la plus heureuse influence pour les plantations d'hévéas et de théiers. D'autre part, la Banque d'émission d'Indochine a accepté de consentir des conditions exceptionnelles de taux et de durée pour le réescompte des effets de provenance agricole.

L'octroi de prêts à intérêts modérés par les organismes de mutualité a été facilité par les opérations de cadastrage et d'immatriculation des terres, qui ont été poursuivies notamment en Cochinchine et par l'institution du Nantissement foncier agricole, acte authentique rédigé par un officier ministériel indigène, constitutif

de gage sans dessaisissement et inscrit afin d'être opposable aux tiers.

D'une façon générale, on peut donc affirmer qu'après une crise terrible, la situation des institutions agricoles en Indochine s'est nettement améliorée ; les mesures énergiques imposées par le Gouvernement Général se sont révélées salutaires et ont permis la restauration et l'assainissement de la situation financière de ces organismes.

SECTION II

Le Crédit agricole à Madagascar

L'idée d'association à Madagascar ne pouvait rebutter les agriculteurs indigènes, dont les anciennes communautés de village, les « fokolona », rappellent par certains côtés nos institutions syndicales ; le développement et la prospérité des associations syndicales qui ont été créées à partir de 1910 par les services de l'hydraulique agricole, en vue de l'aménagement des eaux pour les besoins de la culture en sont la preuve.

Aussi la constitution de caisses de crédit avait-elle fait l'objet de plusieurs demandes lorsqu'elle a été réalisée.

Cette réalisation est récente. C'est le décret du 18 avril 1930 qui en a fixé les modalités à la suite d'une mission sur place organisée par le Ministre des Colonies et la Caisse Nationale de crédit agricole métropolitaine.

Le système préconisé par ce décret était comparable au système du crédit agricole métropolitain, mais l'expérience révéla qu'il fallait tenir compte des caractères spécifiques de la colonie et la réorganisation de l'organisme ainsi créé fut envisagée.

C'est un décret récent du 25 mai 1939 qui a apporté les réformes nécessaires.

Ce nouveau texte prévoit une caisse centrale de crédit agricole, établissement public possédant l'autonomie financière, dont le siège est à Tananarive.

Sa circonscription territoriale s'étend à tout le territoire de la colonie.

Cette caisse centrale a pour objet de faciliter les opérations des caisses de crédit agricole, de les contrôler et de les surveiller. Elle doit aider à la création des associations favorables au développement et à l'organisation de l'agriculture coloniale, ainsi qu'à la constitution des organismes de crédit et de coopération et assurer la gestion de la dotation qui a été établie.

Ses ressources sont constituées par une avance sans intérêt mise à la disposition de la Colonie par la Banque de Madagascar lors de la création de cette dernière en 1925, par une part de la redevance sur la circulation fiduciaire et les sommes prélevées sur le montant des parts bénéficiaires de la Banque, par des subventions, dons, legs, et d'une façon générale le produit de toutes les opérations qu'elle est appelée à traiter.

Cette Caisse centrale consent :

1° des ouvertures de crédit en compte courant pour la réalisation des prêts à court terme, aux Caisses pour colons de statut métropolitain.

2° des prêts à court, moyen et long terme, aux sociétaires des Caisses pour colons de statut métropolitain et des caisses indigènes.

3° des prêts collectifs à court, moyen et long terme aux associations et coopératives agricoles, ainsi qu'aux associations syndicales, par l'intermédiaire des caisses de crédit auxquelles elles sont affiliées.

La Caisse centrale escompte, en outre, les effets souscrits par les membres des caisses de crédit et endossés par ces dernières, et réescompte éventuellement ces effets à la Banque de Madagascar.

Elle se fait consentir des avances sur titres, peut placer ses fonds disponibles soit au Trésor, soit à la Banque de Madagascar, soit à la Caisse d'Epargne, soit en valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat.

Elle peut enfin acheter, aménager ou faire construire avec ses réserves, après autorisation du Gouverneur Général, les locaux nécessaires à son fonctionnement.

Les taux des prêts à court terme et à moyen terme sont fixés par arrêté du Gouverneur Général, pris sur la proposition du Conseil d'administration de la Caisse ; ils ne peuvent être supérieurs de plus de 1 % au taux d'escompte de la banque d'émission, ni inférieur au taux d'intérêt des parts sociales des caisses de crédit agricole.

Les prêts à long terme individuels ne doivent pas dépasser 100.000 francs et sont consentis pour un délai maximum de vingt ans limité lui-même par l'âge de l'emprunteur, la dernière annuité devant être payée avant que ce dernier dépasse soixante-cinq ans. Leur taux est établi par un arrêté du Gouverneur Général sur la proposition du Conseil d'Administration de la Caisse Centrale. Ce taux doit être inférieur de 2 % au moins au taux officiel de l'escompte de la banque locale d'émission et ne peut dépasser 4 %. Réduit exceptionnellement en faveur des pensionnés militaires et anciens combattants, il ne peut descendre au-dessous de 1 % et en faveur des pupilles de la nation au-dessous de 2 %.

Des garanties spéciales : hypothèque, assurance en cas de décès, caution, nantissement, etc... sont exigées.

Les prêts collectifs à long terme ne sont consentis qu'après avis favorable du Gouverneur Général ; leur montant peut atteindre six fois le capital versé en argent ou en nature ; leur durée maxima est de vingt ans, durée portée exceptionnellement à 30 ans en faveur des coopératives de reboisement et des associations syndicales de propriétaires ayant pour objet l'adduction d'eau, l'irrigation et le drainage.

La Caisse centrale est administrée par un Conseil d'Administration qui peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à une Commission désignée par lui et composée de membres choisis dans son sein.

Un directeur nommé sur présentation du Conseil d'Administration, par le Gouverneur Général, assure la direction de la caisse ; il remplit les fonctions d'administrateur-délégué.

Enfin comme pour le crédit agricole métropolitain afin d'éviter les lenteurs administratives, les règles de la comptabilité publique ne sont pas applicables à la Caisse centrale.

Le Gouverneur Général surveille et contrôle le fonctionnement de cet institut central.

Au dessous de la Caisse centrale, établissement public jouissant de l'autonomie financière et comparable à la Caisse nationale de Crédit agricole métropolitaine, il y a des caisses de crédit agricole pour colons de statut métropolitain et des « caisses locales indigènes de crédit agricole mutuel », sociétés à capital variable. Aucune hiérarchie n'existe entre ces deux sortes de caisses ; elles sont sur le même plan mais les unes sont réservées aux colons, les autres aux indigènes, comme leur nom l'indique.

Elles sont constituées par des agriculteurs ou éleveurs préalablement affiliés à une association agricole

ou à une coopérative, des associations ou coopératives agricoles, ainsi que par de petits artisans ruraux exerçant une industrie connexe à l'agriculture.

Elles ont pour objet de faciliter ou de garantir les opérations de prêts de leurs adhérents.

Le décret du 25 mai 1939 fixe les statuts des autres institutions de mutualité et de coopération qui pourront se créer avec l'aide du crédit agricole.

Comme en ce qui concerne la réorganisation du crédit agricole dans les vieilles colonies, il n'est pas encore possible de constater les bienfaits de ces réformes, leur date étant trop récente.

L'institution du crédit agricole s'est cependant, depuis sa création en 1930, considérablement développée à Madagascar.

C'est M. MANICACCI, administrateur des colonies, qui dans une conférence qu'il a faite récemment à Majunga définissait ainsi la situation de cette institution :

« Le crédit agricole a commencé ses premières opérations en 1932 avec une dotation encore modeste. On jugera cependant du chemin déjà parcouru en rappelant que le montant des prêts réalisés a passé de 700.000 francs en 1932 à près de 23 millions en 1938.

Ce total a été ainsi réparti :

Grande culture européenne	47,5 %
Moyenne culture européenne	23,6 %
Petite culture européenne	3,4 %
	74,5 %
Moyenne culture indigène	2,3 %
Paysannat indigène	23,2 %
	25,5 %

« En même temps et pour la période de 1932 à 1933, le nombre des emprunteurs passait de 66 à

« 6.338 parmi lesquels figurent 624 agriculteurs européens et 5.824 paysans malgaches. La colonisation européenne a donc reçu les 3/4 des avances allouées, soit près de 25 millions de francs. Au 31 décembre dernier, 2.641 prêts étaient en cours pour un montant total voisin de 9.000.000 de francs.

« Ces quelques chiffres suffiraient à donner la preuve que l'œuvre du Crédit agricole s'est traduite à Madagascar par le bilan d'une action bienfaisante. S'il était nécessaire de donner des exemples nous citerions celui des planteurs européens qui se sont livrés à la culture du tabac et qui ont reçu, de 1933 à 1938 inclus pour 14.563.500 francs d'avances à court terme. Grâce à un financement approprié, des tentatives individuelles parfois hardies, souvent méritoires, toujours intéressantes, qui n'eussent peut-être pas réussi sans le Crédit agricole, ont au contraire abouti, non seulement à la création et à l'installation, mais aussi au développement d'entreprises dont quelques-unes sont actuellement très prospères. »

Le crédit agricole à Madagascar, malgré ses débuts modestes et sa création récente, est donc en bonne voie de développement.

La réforme dont il vient d'être l'objet ne pourra qu'aider son extension et assurer une meilleure mise en valeur de notre grande île africaine.

SECTION III

Le Crédit agricole en Afrique Occidentale française

Comme dans la plupart des autres colonies, le décret du 3 mai 1926, qui avait organisé le crédit agricole en Afrique Occidentale Française, s'était inspiré

terme individuels : 198.000 francs ; prêts à long terme collectifs : 4.305.000 francs.

Guinée : prêts à court terme : 731.000 francs ; prêts à moyen terme : 2.962.000 francs ; prêts à long terme : 612.000 francs.

Côte d'Ivoire : prêts à court terme : 1.750.000 francs ; prêts à moyen terme : 8.450.000 francs ; prêts à long terme individuels : 661.000 francs ; prêts à long terme collectifs : 50.000 francs.

Dahomey : prêts à moyen terme : 250.000 francs ; prêts à long terme : 240.000 francs.

Comme dans les autres colonies, il existe en A. O. F. depuis 1901 des Sociétés indigènes de Prévoyance. On en comptait 15 en 1926 au Sénégal et elles possédaient plus de 11 millions de francs de ressources. En Côte d'Ivoire, ces sociétés au nombre de 4 ont rendu à l'agriculteur indigène des services appréciables en mettant à leur disposition un matériel coûteux qu'il aurait pu difficilement acquérir.

Ces sociétés se sont depuis quelques années très largement développées. Elles comptent actuellement pour tout le territoire de l'A. O. F. plus de 10.000 adhérents.

En application de la loi du 10 juillet 1931, la Caisse nationale de Crédit Agricole métropolitaine a accordé aux institutions de crédit agricole de la Guinée, du Soudan, du Sénégal, et de la Côte d'Ivoire un certain nombre d'avances à court terme.

Ces avances ont permis aux caisses centrales de consentir de nombreux prêts à moyen terme, notamment en Côte d'Ivoire et en Guinée pour permettre l'achat d'outillage collectif pour la transformation des produits, favorisant ainsi le développement et la mise en valeur de ces colonies.

SECTION IV

Le Crédit agricole en Afrique Equatoriale Française

Il n'y a pas encore bien longtemps que la seule forme de colonisation en Afrique Equatoriale Française se concevait par la concession à de grandes sociétés de très vastes superficies. Depuis quelque temps cependant des petits et moyens colons se sont installés au Moyen Congo, au Gabon et tout spécialement en Oubangui-Chari. Pour mettre en valeur leurs terres et pour acheter le matériel qui leur était nécessaire, ils ont besoin de prêts.

C'est un décret du 12 novembre 1931 qui a créé en Afrique Equatoriale Française une caisse de crédit agricole dont la circonscription comprend tout le territoire de ce Gouvernement Général, et dont le siège est au chef-lieu de ce Gouvernement.

Toute trace de mutualité disparaît dans cette institution ; il n'était en effet pas possible dans ces territoires de provoquer la création de caisses basées sur la mutualité, parce que les régions économiques y sont trop dispersées, les indigènes trop peu évolués et les colons trop touchés par la crise agricole. La caisse de crédit agricole qui a été créée est un établissement public ; elle possède l'autonomie financière, gère la dotation du crédit agricole qui est constituée par une avance d'un million de francs que lui a consenti la Banque de l'Afrique Occidentale, dans les conditions fixées par la loi du 29 janvier 1929, et par les redevances et revenus des parts bénéficiaires versés par cette banque et tous autres ressources, subventions, dons et legs.

Une succursale de la caisse fonctionne au chef-lieu de chaque colonie du groupe.

Des prêts à court et moyen terme avec les mêmes garanties que celles qui sont exigées par les caisses agricoles des autres colonies sont accordés aux cultivateurs et à toute personne titulaire d'une concession rurale ou d'un permis d'occuper. A la différence de l'Afrique Occidentale Française, il n'est pas nécessaire que les emprunteurs soient affiliés à une société mutuelle quelconque. Les taux d'intérêts des prêts consentis sont fixes suivant le même principe que celui qui est appliqué pour les prêts correspondants en Afrique Occidentale Française.

Le développement de cette colonie n'a pas encore permis l'institution d'une banque propre ni la création de groupements de coopération.

Un mouvement paraît se dessiner actuellement pour favoriser l'établissement de ces groupements qui permettront l'extension du crédit agricole.

CHAPITRE IV

LE CREDIT AGRICOLE DANS LES TERRITOIRES SOUS MANDAT (Cameroun et Togo)

SECTION I

Le Crédit agricole au Cameroun

La population indigène du Cameroun s'est orientée vers la mutualité et la coopération agricole. De nombreuses coopératives dont la plupart sont florissantes, ont été créées et ont rendu à l'agriculture de très appréciables services.

Le crédit agricole n'est pratiquement que très peu organisé au Cameroun malgré le décret du 4 juin 1931 qui fixe sa réglementation.

Ce décret prévoyait la création d'une caisse centrale mutuelle sans caisses locales.

Un décret du 7 juin 1937 a également permis la création au Cameroun de sociétés indigènes de prévoyance, de secours et de prêts mutuels. Ces deux décrets n'ont reçu qu'une application très limitée.

SECTION II

Le Crédit agricole au Togo

Le crédit agricole indigène a été organisé au Togo par le décret du 25 décembre 1937. Ce texte précise les modalités de fonctionnement du fonds commun des

sociétés indigènes de prévoyance. Il prévoit en outre une dotation spéciale pour le crédit agricole indigène ainsi que la constitution d'associations coopératives agricoles entre propriétaires et exploitants de statut indigène.

En résumé, nos diverses possessions d'outre-mer se trouvent donc actuellement presque complètement dotées d'organismes de crédit agricole qui fournissent à taux modéré, aux planteurs et éleveurs de statut métropolitain ou indigène, l'assistance financière indispensable dont ils ont besoin.

CONCLUSION

Les institutions de Crédit Agricole en France et dans les colonies françaises ont rendu et rendent encore de très précieux services aux agriculteurs.

Toutes, elles ont en vue la prospérité générale du territoire sur lequel elles exercent leur activité. Leur but n'est point d'acquérir des profits, de réaliser des bénéfices mais de venir en aide à tous ceux qui veulent travailler et produire.

Elles accordent des crédits non seulement aux particuliers, mais aussi aux sociétés coopératives en général, pour augmenter la production agricole et par là même stimuler l'activité de toutes les forces productrices du pays.

Une tendance heureuse à la diversité se manifeste en vue d'adapter à chaque territoire envisagé un système de crédit qui corresponde exactement à ses caractères propres.

Les lois sur le crédit agricole doivent, en effet, varier suivant le développement de l'agriculture et des techniques agricoles, la forme de la propriété, la nature de l'exploitation, la situation économique, les conditions sociales des classes agricoles et le système juridique en vigueur.

Les réformes récentes du Crédit Agricole, dans certains de nos territoires coloniaux, réformes que nous avons étudiées et qui sont dues aux initiatives bien souvent heureuses, toujours hardies de M. MANDEL, Ministre des Colonies, nous paraissent justement mettre en application ces principes.

L'expérience surtout, doit rester la grande maîtresse qui nous indiquera les améliorations à apporter aux institutions actuelles. C'est à elle et non à des systèmes idéologiques que l'on devra demander la réforme favorable.

La méconnaissance de cette règle a été à l'origine des lois récentes sur le Crédit Agricole en France, lois que nous avons critiquées parce qu'elles ont de plus en plus étatisé cette institution.

Rappelons notamment que la situation faite en France aux caisses libres auxquelles l'Etat ne peut adresser aucun grief, si ce n'est celui de ne pas solliciter son aide financière nous paraît par trop injuste.

L'organisation actuelle du Crédit agricole métropolitain a trop abandonné le principe mutualiste qui présente cependant le double avantage d'intéresser les producteurs à leurs propres affaires et d'éviter au capital un trop long circuit.

Souhaitons que les réformes à venir s'inspirent à nouveau de ce principe et apportant ainsi aux institutions de crédit agricole plus de liberté et plus de souplesse leur permettent de contribuer de plus en plus au développement de l'agriculture et par là même à la prospérité générale.

Vu : LE DOYEN,
GEORGES RIPERT

Vu : LE PRÉSIDENT,
WILLIAM OUALID

Vu et permis d'imprimer :

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,
G. ROUSSY

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES. — TRAITÉS

- ALIMANESKANIU (Constantin). — Le crédit agricole et ses rapports avec la coopération. Paris, Les Presses Modernes, 1935.
- AUBOYNEAU. — Rapport présenté devant le Conseil Economique dans sa session des 28 et 29 mars 1938.
- AUPHELLE (Camille). — Le crédit agricole mutuel indigène en Indochine Française. Imp. Georges Petit, Paris, 1939.
- BAUDIN (Louis). — Le crédit. Paris, 1934, Montaigne.
— La réforme du crédit. Paris, 1938, Librairie Générale de droit et de jurisprudence.
- BOURGIN (F.). — Le crédit agricole et la crise. Paris, 1937.
- DU BLED (Victor). — Les syndicats professionnels et agricoles. Librairie Guillaumin, Paris, 1887.
- BROCARD (Lucien). — La coopération et le mouvement coopératif. Paris, 1927, *Recueil Sirey*.
- DEGON (Madeleine). — Le Crédit Agricole. Paris, 1939, *Recueil Sirey*.
- DURAND (Louis). — Le Crédit Agricole en France et à l'étranger. Paris, 1891, Chevallier-Marescq.
- GIDE (Charles). — Cours d'Economie Politique. 6^e édition, Paris, 1920.
- MÉLINE (Jules). — Le Retour à la Terre et la surproduction industrielle. Hachette, Paris, 1905.
- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE. — Dix ans de Crédit Agricole, 1900-1909. Paris, Imprimerie Nationale, 1911.
— La Caisse Nationale de Crédit Agricole. Législation relative au Crédit mutuel et à la coopération agricole. Paris, Imprimerie Nationale, 1935.
- QUALID (William). — Les grandes leçons de la crise et l'agriculture française.
— Dans l'Agriculture dans l'évolution de la crise mondiale (1933), pp. 201-223.
- PETIT (L.) et VEYRAC (R. DE). — Le Crédit et l'organisation bancaire. Paris, 1938, *Recueil Sirey*.

- PENGLAOU (Ch.). — La Distribution du Crédit aux Entreprises commerciales, industrielles et agricoles en France. Paris, 1939, *Recueil Sirey*.
- PICARD (Roger). — Questions actuelles d'Economie Rurale. Paris, 1939, *Recueil Sirey*.
- PIROU (Gaëtan). — La Crise du Capitalisme. Paris, 1936, *Recueil Sirey*, 2^e édition.
- X... — Pour le Paysan et l'Artisan indigènes. Gouvernement général de l'Algérie. Alger, 1939.
- RIST (Charles). — Histoire des Doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours. Paris, 1938, *Recueil Sirey*.
- SALLERON (Louis). — Un régime corporatif pour l'agriculture. Paris, Dunod, 1937.
- SAY (Léon). — Dictionnaire des Finances (article crédit agricole). Paris, Nancy, Berger-Levrault, 1889.
- TARDY (Louis) et COLOMBAIN (Maurice). — La Coopération dans les Colonies. Fédération Nationale des Coopératives de Consommation, Paris.

REVUES. — PÉRIODIQUES

- Agriculture et Mutualité*. Périodique, Paris.
- L'Agronomie coloniale*. Ministère des Colonies. Revue, Paris.
- Bulletin Quotidien*. Ministère des Colonies, Service International d'informations et de documentation, Paris.
- Du Blé au Pain*. Revue de la Fédération de la Mutualité et de la Coopération agricoles, Paris.
- Economiste (L') Français*. Périodique, Paris.
- Journal des Coopératives de Blé*. Périodique, Paris.
- Journal des Economistes*. Paris.
- Journal Officiel de la République Française*. Paris.
- Le Monde Colonial illustré*. Revue, Paris.
- Revue d'Economie politique*. Recueil Sirey, Paris.
- Revue des Etudes Coopératives*. Paris.
- Revue Politique et Parlementaire*. Paris.
- Syndicats Paysans*. Périodique, Paris.
- Le Temps* (page agricole). Paris.
- La Tribune des Coopératives*. Paris.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION JURIDIQUE ET ECONOMIQUE DU CREDIT AGRICOLE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les premiers essais de crédit agricole</i>	9
<i>Section I.</i> — La loi du 5 novembre 1894	15
<i>Section II.</i> — Les Caisses Privées de Crédit Coopératif	22
<i>Section III.</i> — La loi du 31 mars 1899	26
CHAPITRE II. — <i>La loi du 5 août 1920</i>	33
<i>Section I.</i> — L'organisation du Crédit Agricole	35
§ 1. — Les Caisses locales	35
§ 2. — Les Caisses régionales	37
§ 3. — L'Office National du Crédit Agricole	38
<i>Section II.</i> — Les opérations du Crédit Agricole	42
§ 1. — Le crédit à court terme	42
§ 2. — Le crédit à moyen terme	44
§ 3. — Le crédit à long terme	46
<i>Section III.</i> — Ressources affectées au Crédit Agricole	52
§ 1. — Ressources privées	54
§ 2. — Ressources publiques	59
<i>Section IV.</i> — Fonctionnement pratique du Crédit Agricole	65
§ 1. — La crise économique	66
§ 2. — La politique des dépôts	71

	Pages
CHAPITRE III. — <i>Caractères de l'évolution du Crédit Agricole depuis la loi du 5 août 1920</i>	80

DEUXIEME PARTIE

EVOLUTION JURIDIQUE ET ECONOMIQUE DU CREDIT AGRICOLE DANS LES COLONIES FRANÇAISES

GÉNÉRALITÉS	103
CHAPITRE PREMIER. — <i>Le Crédit Agricole en Afrique du Nord</i>	109
<i>Section I.</i> — Le Crédit Agricole Mutuel en Algérie	111
<i>Section II.</i> — Le Crédit Agricole en Tunisie	112
<i>Section III.</i> — Le Crédit Agricole au Maroc	114
CHAPITRE II. — <i>Le Crédit Agricole dans les colonies anciennes</i>	116
CHAPITRE III. — <i>Le Crédit Agricole dans les colonies nouvelles</i>	125
<i>Section I.</i> — Le Crédit Agricole en Indochine ..	125
<i>Section II.</i> — Le Crédit Agricole à Madagascar ..	136
<i>Section III.</i> — Le Crédit Agricole en Afrique Occidentale Française	141
<i>Section IV.</i> — Le Crédit Agricole en Afrique Equatoriale Française	145
CHAPITRE IV. — <i>Le Crédit Agricole dans les Territoires sous mandat</i>	147
<i>Section I.</i> — Le Crédit Agricole au Cameroun ..	147
<i>Section II.</i> — Le Crédit Agricole au Togo	147
CONCLUSION	149
BIBLIOGRAPHIE	151
TABLE DES MATIÈRES	153

Imprimerie
H. JEHAN
Gaillon
France

